

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail - Patrie



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

REGION DE L'ADAMAOUA

ADAMAWA REGION

DEPARTEMENT DU FARO ET DÉO

FARO ET DÉO DIVISION

COMMUNE DE MAYO-BALEO

MAYO-BALEO COUNCIL

PLANIFICATION LOCALE ET COMMUNALE DANS LE CADRE DU PNDP



**PLAN DE DEVELOPPEMENT COMMUNAL DE LA
COMMUNE DE MAYO-BALEO**

2009-2014



OAL D'ACCOMPAGNEMENT :



(Appui pour le Développement Durable des Communautés de Base)

Août 2009

Sommaire

<i>Sommaire</i>	2
<i>Liste des abréviations</i>	7
<i>Liste des annexes</i>	8
<i>Liste des figures</i>	8
<i>Liste photos</i>	8
<i>Liste des tableaux</i>	9
1. <i>Contexte et justification</i>	10
2. <i>Présentation de la structure chargée de la planification</i>	12
3. <i>Objectifs de l'intervention de l'OAL dans la commune</i>	13
3.1. <i>Objectif global</i>	13
3.2. <i>Objectifs Spécifiques</i>	13
4. <i>Présentation de la commune</i>	14
4.1. <i>Situation géographique</i>	14
4.2. <i>Description biophysique de la commune</i>	15
<i>Description</i>	15
4.3. <i>Les différentes communautés constitutives de la commune</i>	18
5. <i>Approche méthodologique</i>	21
5.1. <i>Préparation</i>	21
5.1.1. <i>Préparation de l'ensemble du processus</i>	21
5.1.2. <i>Préparation de l'étape de diagnostic et de planification</i>	22
5.2. <i>Diagnostic communal</i>	22
5.3. <i>Atelier de consolidation des éléments du PDC</i>	22
6. <i>Résultat du diagnostic</i>	23
6.1. <i>Fiche synthétique de présentation de la commune</i>	23
6.2. <i>Synthèse des PDL de la commune</i>	24
18- <i>UPP de Mayako</i>	48
<i>COMMUNE ENTANT QU'ESPACE</i>	67
<i>Chapitre 1 : Le cadre géographique de la commune</i>	67
<i>I. Description du milieu physique</i>	67
1.1- <i>Localisation de la Commune – Carte de localisation de la commune</i>	67
1.2- <i>Les contraintes morpho-pédologiques de la plaine Koutine : relief et orographie</i>	69
1.3.- <i>Sols</i>	69
1.4- <i>Climat</i>	70
1.5- <i>Hydrographie</i>	70
1.6- <i>Végétation</i>	71
1.7- <i>Faune</i>	72
<i>II. Description du milieu humain</i>	73
2.1. <i>La population dans la commune</i>	73
2.1.1- <i>Densité, répartition de la population et ménages agricoles</i>	73
2.1.2- <i>Caractéristiques sociales de la population</i>	73
2.1.3- <i>Répartition ethnique de la Commune</i>	73
2.1.4- <i>Caractéristiques des tribus autochtones</i>	73
2.2. <i>Migrations</i>	75
2.2.1- <i>Les mouvements migratoires</i>	75

2.2.2-L'exode rural.....	3
2.2.2-L'exode rural.....	75
III-Organisation sociale de la Commune.....	76
3.1-Organisation sociale existante	76
3.2-Caractéristiques sociales et culturelles.....	78
3.3-La tenue des terres et les problèmes fonciers.....	79
4- Les activités économiques et les acteurs de développement	79
7. Etat des lieux du développement de la commune.....	80
7.1. Les secteurs productifs	80
7.1.1. Agriculture.....	80
7.1.2. Elevage	81
7.1.3. Pêche et pisciculture.....	82
7.1.4. Foresterie.....	82
7.1.5. La chasse	82
7.1.6. La transformation.....	82
7.1.7. Le commerce et les équipements marchands.....	83
7.1.8. Artisanat, le tourisme	83
7.1.9. Les greniers	83
7.1.10. Autres activités	83
7.2. Les secteurs sociaux.....	84
7.2.1. L'éducation.....	84
7.2.2.-Enseignement maternel	85
7.2.3.-Enseignement primaire.....	85
7.2.4.-Enseignement secondaire	86
7.2.5.-Formation professionnelle	87
7.2.6. La santé.....	88
7.2.7.-Les autres centres de santé (Gadjiwan et Almé).....	89
7.3. Les routes et les pistes	90
7.4.1.-Hydraulique villageoise	91
7.4.2.-Hydraulique pastorale.....	91
7.5. L'énergie.....	92
7.6. L'environnement.....	92
7.8. Les services sociaux de base.....	93
7.8.1. Travaux publics	93
7.8.2. Agriculture.....	94
7.8.3. Elevage.....	94
7.8.4. Promotion de la femme et de la famille	94
7.8.5. Jeunesse/Sports/Loisirs.....	94
7.8.6. La protection sociale	95
7.8.7. Les moyens d'informations et de communication.....	96
7.8.8. L'organisation sociale.....	96
LA COMMUNE ENTANT QU'INSTITUTION.....	98
Chapitre 2: Organisation institutionnelle et fonctionnement de la commune de Mayo-Baléo.....	98
2.1. L'administration communale	98
2.1.1. Organigramme de la commune	98
2.1.1. Les ressources humaines	98
2.1.1. Les ressources humaines	99
2.1.2 ; Le conseil municipal : composition, attributions et fonctionnement.....	99

	4
2.1.3. L'exécutif communal : statut et attributions.....	104
2.1.4. Administration de la commune	106
3.1.5. Budget communal	106
2.1.6. Patrimoine communal.....	107
2.1.7. Potentiel économique.....	107
2.1.8. Les ressources naturelles.....	107
2.2. Analyse institutionnelle de la commune de Mayo-Baléo	108
2.2.1. Les forces, les faibles, les opportunités et les menaces	108
2.2.2. Les entreprises.....	111
2.2.3. Les relations qui existent entre les services publiques, privés et de promotion économique et la commune.....	111
2.2.4. Gestion des relations entre la mairie et ses partenaires.....	111
2.2.4. Les principaux acteurs de développement de niveau communal.....	112
2.2.5. Formulation des axes de développement de la commune sur le plan institutionnel.....	114
3.1. Etat des lieux des infrastructures de la commune de Mayo-Baléo	116
3.1.1. Les infrastructures administratives publiques.....	116
3.1.1.1. Les locaux de la Sous-préfecture.....	116
3.1.1.2. Les locaux de la commune.....	116
3.1.1.3. Le poste forestier et chasse	117
3.1.1.4. La Délégation d'Agriculture et du Développement Rural.....	117
3.1.1.5. La Délégation de l'élevage.....	117
3.1.1.6. Les Délégations de l'Education de Base et des Enseignements Secondaires	117
3.1.1.6.1. Enseignement maternel	118
3.1.1.6.2. Enseignement primaire.....	118
Source : Archive Inspection de l'éducation de base ; Mairie de Mayo-Baléo.....	118
3.1.1.8. La perception de Mayo-Baléo	119
3.1.1.9. La brigade de gendarmerie	119
3.2. Les infrastructures sociales de base	119
3.2.1. les structures sanitaires et sociales.....	120
3.2.2 Les institutions sanitaires	120
3.2.3. L'hydraulique	120
3.2.4. Hydraulique villageoise.....	121
3.2.5. Hydraulique pastorale.....	122
3.2.5. Infrastructure marchandes	122
3.2.6. Infrastructures sportives et de Loisirs.....	122
3.2.7. Infrastructures routières.....	123
3. Analyse des ressources financières communales.....	124
3.1. Clarification notionnelle.....	124
2.2. Le budget communal et ses contraintes, élaboration et exécution	124
2.2.1. Contraintes liées à l'élaboration du budget	124
2.2.2. Contraintes liées à l'exécution	124
2.2.3. De la nomenclature impôts et taxes	125
2.2.4. Autres ressources financières de la commune de Mayo-Baléo.....	125
Chapitre 4: Le diagnostic communal	126
1. Atouts et potentialités socio-économique et environnemental de la commune de Mayo-Baléo..	126
1.1. Les ressources humaines	126
1.2. Les secteurs productifs de la commune	126

1.2.1. l'agriculture et l'élevage: principales sources de revenus monétaires des populations	126
1.2.1.1. Les atouts au développement de l'agriculture.....	126
1.2.1.2. Les atouts au développement de l'élevage	126
1.2.2. La commercialisation et la transformation des produits	127
1.2.3. L'artisanat	127
1.2.4. L'exploitation des ressources naturelles	127
2. La mise en œuvre de la politique sociale au sein de la commune	127
2.1. Une longue tradition en matière d'éducation.....	127
2.2. La santé et la protection sociale.....	128
2.3. les greniers villageois.....	128
2.4. La question du VIH/SIDA.....	128
3. Les contraintes au développement socio-économique et environnemental de la commune de Mayo-Baléo.....	128
3.1. Les contraintes au développement des activités agropastorales	128
3.1.1. des activités restées traditionnelles (culture, élevage, pêche).....	128
3.1.2. Faible organisation des filières agropastorales	129
3.2. Le développement de l'exode rural et le vieillissement de la main-d'œuvre agricole...	129
3.3. La faiblesse du revenu monétaire des ménages.....	129
3.4. Une absence totale d'un tissu industriel.....	129
3.5. Les facteurs de la menace environnementale	129
4. Liste des problèmes identifiés au sein de la commune.....	129
4.1. Identification des problèmes par thématique.....	129
4.1.1. Institution communale	129
4.1.2: Système éducatif de la commune	130
4.1.3. Système de santé:.....	131
4.1.4. Ressources locales, agriculture, élevage et artisanat, foresterie.	132
4.1.5. Infrastructures des services de base (adduction d'eau potable, fourniture d'énergie, transport et télécommunication).....	133
4.3.1. Causes pertinentes des problèmes prioritaires de la commune.....	135
A. Difficultés d'accès de la population à l'eau potable dans les communautés de la commune	135
B. Faible capacité d'intervention de l'institution communale	136
C. Difficultés d'accès des populations à l'enseignement maternelle, de base et secondaire dans la commune	138
D. Difficultés d'accès aux soins de santé dans certaines zones de la commune	139
E. Difficultés de mobilité de la population dans les zones enclavées de la commune	141
F. Faible production agropastorale et de la productivité des autres activités économiques de la commune.....	142
G-Difficultés d'accès de la population à l'énergie (électricité) dans les communautés de la commune.....	144
H- Insuffisance de la prise en compte des aspects socio environnementaux dans les stratégies de développement au sein de la commune.....	145
4.3.2. Recherche des solutions aux problèmes prioritaires.....	146
A-Difficultés d'accès de la population à l'eau potable dans les communautés de la commune .	146
B-Faible capacité d'intervention de l'institution communale	148
C- Faible niveau d'accès des populations à l'éducation dans la commune.....	151
D-Difficultés d'accès aux soins de santé des populations dans certaines zones de la commune	153

<i>E- Difficultés de mobilité de la population dans les zones enclavées de la commune</i>	155
<i>F-Faiblesse du rendement/production agricole/pastorale et de la productivité des autres activités économiques de la commune;</i>	157
<i>H-Insuffisance de la prise en compte des aspects socio environnementaux dans les stratégies de développement au sein de la commune</i>	160
Chapitre 5 : La planification	162
1. <i>Vision de la commune</i>	162
2. <i>Objectifs de développement</i>	162
2.1. <i>Objectif global</i>	162
2.2. <i>Objectifs spécifiques</i>	162
3. <i>Cadre logique de la planification stratégique</i>	164
3.1. <i>Objectif global : Améliorer les conditions de vie des populations</i>	164
3.1.1. <i>Objectif spécifique 1: Renforcer les capacités institutionnelles de la commune</i>	164
3.1.2. <i>Objectif spécifique 2 : Améliorer les ressources financières de la commune</i>	165
3.1.3. <i>Objectif spécifique 3: Augmenter les infrastructures de la commune</i>	167
3.1.4. <i>Objectif spécifique 4: Améliorer le bien être social des populations</i>	175
4. <i>Plan stratégique de développement de la commune de Mayo-Baléo pour la période 2009-2014</i>	182
4.1. <i>Objectif spécifique n°1 : Renforcer les capacités institutionnelles de la commune</i>	182
4.2. <i>Objectif spécifique n°2 : Augmenter les ressources financières de la commune</i>	190
4.3. <i>Objectif spécifique n°3 : Augmenter les infrastructures de la commune</i>	195
4.4. <i>Objectif spécifique n°4 : Améliorer le bien être des populations</i>	204
5. <i>Planification opérationnelle</i>	213
5.1. <i>Objectif spécifique 1 : Renforcer les capacités institutionnelles de la commune</i>	213
5.2. <i>Objectif spécifique 2 : Augmenter les ressources financières de la commune</i>	216
5.3. <i>Objectif spécifique 3 : Augmenter les infrastructures de la commune</i>	219
5.4. <i>Objectif spécifique 4 : Améliorer le bien être des populations</i>	225
6. <i>Exécution du budget du plan stratégique</i>	238
Chapitre 6: Mécanismes de suivi -évaluation de la mise en œuvre du PDC	239
1. <i>Identification des acteurs à impliquer dans le suivi évaluation du PDC</i>	239
2. <i>Les rôles des acteurs</i>	239
3. <i>Les étapes de la mise en œuvre</i>	241
4. <i>Le dispositif de suivi évaluation du PDC</i>	242
4.1. <i>Le suivi du plan</i>	242
4.1.1. <i>Les objectifs du suivi</i>	242
4.1.2. <i>Les éléments à prendre en compte lors du suivi du plan</i>	243
4.2. <i>L'évaluation du plan de développement communal</i>	243
4.3. <i>La création d'un comité de suivi évaluation de la mise en œuvre du PDC</i>	243
Chapitre 7 : Difficultés rencontrées et recommandations	245
Chapitre 8 : CONCLUSION	246
Annexes	247
Bibliographie	254

Liste des abréviations

<i>A1 :</i>	<i>Premier Adjoint au Maire</i>
<i>A2 :</i>	<i>Deuxième Adjoint au Maire</i>
<i>AGR :</i>	<i>Activité Génératrice de Revenus</i>
<i>ADDUCOB :</i>	<i>Appui pour le Développement Durable des Communautés de Base</i>
<i>CA :</i>	<i>Compte Administratif</i>
<i>CC :</i>	<i>Comité de Concertation</i>
<i>CDV :</i>	<i>Comité de Développement Villageois</i>
<i>CLLS :</i>	<i>Comité Local de Lutte Contre le VIH/SIDA</i>
<i>CMA :</i>	<i>Centre Médical d'Arrondissement</i>
<i>CRTV :</i>	<i>Cameroon Radio and Television</i>
<i>CSI:</i>	<i>Centre de Santé Intégré</i>
<i>FEICOM :</i>	<i>Fonds Spécial d'Equipement et d'Intervention Intercommunale</i>
<i>FMO :</i>	<i>Force de Maintien de l'Ordre</i>
<i>GIC :</i>	<i>Groupe d'Initiative Commune</i>
<i>GTP/SIDA :</i>	<i>Groupe Technique Provincial/SIDA</i>
<i>ISS :</i>	<i>Interview Semi- Structurées</i>
<i>MINADER :</i>	<i>Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural</i>
<i>MINATD :</i>	<i>Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation</i>
<i>MINCULTURE :</i>	<i>Ministère de la Culture</i>
<i>MINEE :</i>	<i>Ministère de l'Eau et de l'Energie</i>
<i>MINEP :</i>	<i>Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature</i>
<i>MINEPAT :</i>	<i>Ministère de l'Economie de la Planification et de l'Aménagement du Territoire</i>
<i>MINEPIA :</i>	<i>Ministère de l'Elevage, de la Pêche et des Industries Animales</i>
<i>MINEDUB :</i>	<i>Ministère de l'Education de Base</i>
<i>MINFOF :</i>	<i>Ministère des Forêts et de la Faune</i>
<i>MINJES :</i>	<i>Ministère de la Jeunesse</i>
<i>MINSANTE :</i>	<i>Ministère de la Santé Publique</i>
<i>OAL :</i>	<i>Organisme d'Appui Local</i>
<i>ONG :</i>	<i>Organisation Non Gouvernementale</i>
<i>PDC :</i>	<i>Plan de Développement Communal</i>
<i>PDL :</i>	<i>Plan de Développement Local</i>
<i>PADI :</i>	<i>Projet d'Appui au Développement Intégré</i>
<i>PARFAR :</i>	<i>Programme d'Amélioration du Revenu Familial Rural</i>
<i>PME/PMI :</i>	<i>Petite et Moyenne Entreprise / Petite et Moyenne Industrie</i>
<i>PMUC :</i>	<i>Pari Mutuel Urbain Camerounais</i>
<i>PNDP :</i>	<i>Programme National de Développement Participatif</i>
<i>PPTE :</i>	<i>Pays Pauvre Très Endetté</i>
<i>RDPC :</i>	<i>Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais</i>
<i>RM :</i>	<i>Recette Municipale</i>
<i>RPFC :</i>	<i>Responsable Provincial Formation Communication</i>
<i>RPSE :</i>	<i>Responsable Provincial Suivi-Evaluation</i>

Liste des annexes

<i>Annexe 1 : Coordonnées GPS des infrastructures de Mayo-Baléo centre</i>	<i>248</i>
<i>Annexe 2 : Fiche de collecte des données de base de la commune.....</i>	<i>251</i>
<i>Annexe 3 : Liste des participants à l'atelier de consolidation des éléments du PDC.....</i>	<i>253</i>

Liste des figures

<i>Figure 2 : La commune de Mayo-Baléo dans le département du Faro-et-Déou.....</i>	<i>68</i>
<i>Figure 3 : Organisation sociale de la commune de Mayo-Baléo</i>	<i>77</i>
<i>Figure 4 : Superficies et productions des principales cultures de la commune de Mayo-Baléo (2007)</i>	<i>81</i>
<i>Figure 5 : Les infrastructures sociales de base au sein de la commune de Mayo-Baléo</i>	<i>87</i>
<i>Figure 6 : Portion du Parc National du Faro dans la commune de Mayo-Baléo</i>	<i>93</i>
<i>Figure 7 : Organisation sociale de la commune de Mayo-Baléo</i>	<i>97</i>
<i>Figure 8 : Organigramme de la commune de Mayo-Baléo</i>	<i>98</i>

Liste photos

<i>Photo 1 : La plaine Péré</i>	<i>69</i>
<i>Photo 2 : Contrastes dans la formation éducative des enfants d'une localité à une autre.....</i>	<i>86</i>
<i>Photo 3 : Les bâtiments du CMA de Mayo-Baléo</i>	<i>89</i>
<i>Photo 4 : Etat des infrastructures hydrauliques dans la ville de Mayo-Baléo</i>	<i>91</i>
<i>Photo 5 : Principales activités de divertissement des jeunes à Mayo-Baléo</i>	<i>95</i>
<i>Photo 6 : Bâtiment de la sous-préfecture de l'arrondissement de Mayo-Baléo</i>	<i>116</i>
<i>Photo 7 : Bâtiment abritant la commune de Mayo-Baléo.....</i>	<i>116</i>
<i>Photo 8 : Contrastes dans la formation éducative des enfants d'une localité à une autre....</i>	<i>119</i>
<i>Photo 9 : Etat des infrastructures hydrauliques dans la ville de Mayo-Baléo</i>	<i>121</i>

Liste des tableaux

<i>Tableau 1 : Description physique de la commune de Mayo-Baléo</i>	15
<i>Tableau 2 : les UPP de commune de Mayo-Baléo</i>	18
<i>Tableau 3 : Relevés pluviométriques pour la campagne 2007</i>	70
<i>Tableau 4 : Structuration initiale de la commune de Mayo-Baléo en Cantons (1950)</i>	76
<i>Tableau 5 : Postes agricoles de la commune de Mayo-Baléo</i>	80
<i>Tableau 6 : Superficies et productions des principales cultures de la commune de Mayo-Baléo (2007)</i>	80
<i>Tableau 7 : Evolution des productions et des superficies dans l'arrondissement de Mayo-Baléo (2003-2007)</i>	81
<i>Tableau 8 : Les principaux marchés fréquentés de la commune de Mayo-Baléo</i>	83
<i>Tableau 9 : Répartition des écoles par cycle d'études et type d'école</i>	84
<i>Tableau 10 : Evolution des taux de réussite dans l'enseignement maternel et primaire (2005-2008)</i>	85
<i>Tableau 11 : Structuration initiale de la commune de Mayo-Baléo en Cantons (1950)</i>	96
<i>Tableau 12 : Les conseillers municipaux</i>	100
<i>Tableau 13 : Organisation des commissions techniques</i>	103
<i>Tableau 14 : Composition de l'exécutif communal</i>	105
<i>Tableau 15 : Composition de l'administration communale à Mayo-Baléo (2008)</i>	106
<i>Tableau 16 : Analyse institutionnelle de la commune de Mayo-Baléo</i>	108
<i>Tableau 17 : Présentation des différents acteurs locaux</i>	112
<i>Tableau 18 : Les axes d'accompagnement de la commune</i>	114
<i>Tableau 19 : Synthèse des infrastructures sanitaires dans l'arrondissement de Mayo-Baléo</i>	120
<i>Tableau 20 : Etat des infrastructures des principaux marchés fréquentés de la commune de Mayo-Baléo</i>	122
<i>Tableau 21 : Cadre logique de la planification stratégique</i>	164
<i>Tableau 22 : Rôles des acteurs dans la mise en œuvre du PDC</i>	240
<i>Tableau 23 : Composition du Comité du suivi évaluation</i>	244

RESUME

1. Contexte et justification

Le gouvernement du Cameroun avec l'aide de la communauté des bailleurs de fonds multilatéraux et bilatéraux a mis en place un important programme de développement décentralisé participatif dénommé Programme National de Développement Participatif (PNDP) dont l'objectif général est d'améliorer durablement les conditions de vie des populations en milieu rural et notamment des plus défavorisées.

Il a au centre de son action les collectivités territoriales décentralisées avec une forte participation des communautés à la base, de la société civile et des administrations publiques.

Par ailleurs, le processus de décentralisation a été mis en marche la suite de la promulgation des lois n° 2004/017, 018 et 019 du 22 Juillet 2004 portant orientation de la décentralisation et fixant les règles applicables aux communes et aux régions au Cameroun. S'accordant donc avec ce nouveau cadre juridique, l'Etat du Cameroun a confié aux communes la mission de promotion du développement local et d'amélioration du cadre et des conditions de vie de leurs habitants. Les communes jouent alors désormais un rôle prépondérant dans le processus du développement social, économique et culturel des populations de leurs collectivités. Cette nouvelle orientation trouve sa raison d'être dans le fait que ces collectivités territoriales décentralisées apparaissent comme étant les structures de développement les plus proches des populations à la base.

D'autre part, Le Gouvernement du Cameroun a pris des engagements pour que les investissements publics répondent aux besoins réels des populations à la base à travers leur participation à tout le processus notamment d'identification, d'exécution, de suivi et d'évaluation des microprojets, condition de l'appropriation et de pérennisation de leur développement. Le Gouvernement a ainsi opté pour une responsabilisation des collectivités territoriales décentralisées (CTD) dans le cadre du processus progressif de décentralisation consacré par la constitution de 1996. En vue d'une participation effective des populations dans l'élaboration des Budgets d'Investissement Publics (BIP), des directives ont été données pour la revitalisation des structures de développement à la base.

Le PNDP est donc l'Instrument que le Gouvernement du Cameroun a mis en place en 2004 avec l'appui de ses partenaires, pour permettre aux populations en milieu rural de se doter des moyens d'une participation effective au processus de leur développement. De façon méthodique, le PNDP amène les communes du Cameroun à s'engager progressivement dans la voie du renforcement de leurs capacités techniques, organisationnelles et institutionnelles, en s'appuyant sur les organismes d'accompagnement dotés d'une expérience avérée en la matière. Le renforcement de leurs capacités est indispensable pour assurer avec efficacité le

rôle stratégique de promotion du développement local et d'amélioration du cadre et des conditions de vie de leurs habitants.

En raison de son expérience en matière d'accompagnement des processus de développement local, l'Association Appui pour le Développement Durable des Communautés de Base (ADDUCOB) a été sélectionnée conjointement par le PNDP et la commune de Mayo-Baléo pour accompagner cette dernière dans ses actions de développement. Le choix a été entériné par la signature du contrat n° 001/08/CCPM/SG/CMB du 25 Aout 2008, ainsi que la signature par les trois partenaires du cahier des charges y relatif le 16 octobre 2008 à Mayo-Baléo.

Dans le cadre de la convention sus évoquée, 30 PDL pour les 30 communautés qui composent la commune de Mayo-Baléo ont été réalisés par lesdites communautés avec l'appui de l'Organisme d'Appui Local (OAL) Appui pour le Développement Durable des Communautés de Base (ADDUCOB). Des formations de renforcement des capacités managériales des membres des Bureaux des CC des 30 communautés ont été organisées et facilitées par ADDUCOB qui en plus participe au suivi continu de la mise en œuvre des différents PDL sur le terrain. Ce travail a été programmé et exécuté ce mois de Janvier 2009 et a donné lieu au présent document.

Pour faciliter la participation effective et l'appropriation du processus par les populations bénéficiaires, ADDUCOB et la commune de Mayo-Baléo ont procédé de Décembre 2008 et Janvier 2009 par une série d'activités complémentaires conçues dans l'esprit de l'andragogie. Ces activités qui auront permis la mobilisation des populations de toutes les sensibilités sociales, économiques et culturelles de la commune ont bénéficié des appuis du Maire Ainsi, des réunions de préparation ont été organisées, suivies de la collecte des données. Un atelier d'harmonisation et de définition de la vision commune du développement a ensuite réuni les différents acteurs de développement de la commune (dignités traditionnelles, leaders d'opinion, leaders religieux, opérateurs économiques, représentants des CC des communautés, conseil municipal, société civile, représentants des Ministères sectoriels de l'Etat...).

La synthèse de toutes les données et réflexions issues des différentes phases de la mission est consignée dans le présent document qui tient lieu de PDC de Mayo-Baléo, document d'orientation stratégique du développement de la commune sur cinq ans et suivant 05 axes stratégiques principaux qui sont :

Pour y parvenir, cinq objectifs spécifiques ont été identifiés:

- Améliorer l'efficacité des interventions communales
- Faciliter l'accès de tous aux services socioéconomiques de base;

- Valoriser au mieux les potentialités locales;
- Faciliter l'accès à l'information et à la communication;
- Promouvoir une gestion durable des ressources naturelles et protéger l'environnement;
- Réduire la prévalence du VIH-SIDA.

2. Présentation de la structure chargée de la planification

Appui pour le Développement Durable des Communautés de Base (ADDUCOB) est une association créée en 1995 par un groupe d'ingénieurs soucieux d'apporter leurs contributions à l'amélioration durable des conditions de vie des populations en milieu rural. L'un de ses objectifs est d'accompagner les communautés locales dans l'identification de leurs faiblesses et potentialités, leur analyse, la recherche des solutions alternatives, la définition des objectifs globaux et spécifiques et la programmation des actions éventuelles à mener dans le temps et dans l'espace, dans la perspective d'un mieux être.

Siège : Ngaoundéré

Adresse : BP 42 Ngaoundéré

Tél. : + (237) 99 50 84 87 / 22 16 62 31

E-Mail: adducoba@yahoo.fr

Activités déjà menées avec succès dans la région de l'Adamaoua

Les activités déjà menées par ADDUCOB porte sur divers domaines entre autres :

Domaine de la santé

- ✓ La mise en place des comités locaux de lutte contre le SIDA à travers le processus participatif ;
- ✓ Le renforcement des capacités des Pairs Educateurs à la prévention et à la lutte contre les IST/VIH/SIDA avec le Groupe Technique Provincial (GTP) de lutte contre le SIDA dans l'Adamaoua ;
- ✓ La prévention contre le VIH/SIDA à travers la campagne « PINCEZ DEROULEZ » avec l'Association camerounaise du Marketing Social (ACMS).

Domaine agricole

- ✓ L'enquête sur le marché 2004 des engrais dans la région de l'Adamaoua ; avec le Programme de Reforme du Sous Secteur Engrais (PRSSE) ;
- ✓ Le diagnostic participatif des exploitations agricoles avec le Programme National de Vulgarisation et de Recherche Agricole (PNVRA).

Domaine social

- ✓ L'accompagnement de la commune de Mayo-Baléo dans l'élaboration de sa requête de cofinancement du microprojet d'électrification de la ville de Mayo-Baléo avec la Cellule Provinciale du PNDP.
- ✓ L'accompagnement des communautés et de la commune de Mayo-Baléo dans la maîtrise du processus participatif ;
- ✓ L'accompagnement de la commune de Tignère dans la mise en œuvre de la politique de gestion durable des terres dans le cadre du Programme de Gestion Durable des Terres (PGDT).

3. Objectifs de l'intervention de l'OAL dans la commune

3.1. Objectif global

L'objectif global de l'intervention d'ADDUCOB dans la commune de Mayo-Baléo est d'accompagner cette collectivité territoriale décentralisée dans la définition des orientations du développement local devant servir de cadre référentiel à toutes les actions à mener au sein de cette communauté.

3.2. Objectifs Spécifiques

De façon spécifique, les objectifs poursuivis par l'OAL consistent à :

- Phase 1 :
 - Appuyer les communes et les communautés dans l'élaboration de leurs plans de développement (Plan de Développement Local (PDL) et Plan de Développement Communal (PDC), mettre en place les associations communautaires et renforcer les capacités de celles déjà existantes ;
 - Identifier les microprojets que chaque Commune ou communauté souhaite mettre en œuvre en priorité à travers un diagnostic d'identification.
- Phase 2 :
 - Appuyer à la mise en place d'un système de mobilisation de l'épargne locale des bénéficiaires pour le financement du Plan ;
 - Mobiliser la contribution financière des bénéficiaires pour le microprojet identifié;
 - En collaboration avec le prestataire qui monte les requêtes, aider les bénéficiaires à la mobilisation de leur contribution en nature, et à l'utilisation systématique du formulaire d'examen socio environnemental.

- Phase 3 :
- Appuyer à la maîtrise de l'appropriation du processus de développement participatif (appuyer les communes et communautés dans le suivi de la mise en œuvre de leur plan et de leur microprojet prioritaire) ;
- Assurer le lien (ou l'interface) entre les bénéficiaires et le prestataire qui met en œuvre le microprojet.

4. Présentation de la commune

4.1. Situation géographique

La commune de Mayo-Baléo est située dans le département du Faro et Déo, région de l'Adamaoua¹. Elle est comprise entre les 12°-12°32'E et les 7°15'-7°38'N, d'orientation SW-NE. Elle est limitée au nord par le parc national du Faro et la commune de Kontcha, à l'est et au sud par la commune de Tignère, à l'ouest par le Nigeria.

La description du milieu physique qui est faite ci-dessous est extraite d'un article de Boutrais J. publié dans *Cahier ORSTOM, série Sciences Humaine, Vol XV, n° 2 (1978)*.

Bien qu'appartenant administrativement à l'actuelle région² de l'Adamaoua, la plaine Koutine fait partie, du point de vue géographique, du bassin de la Bénoué (figure 1). Malgré les efforts en matière d'aménagement des voies de communication, son isolement tient en grande partie d'un relief très accidenté.

Mayo-Baléo, un espace fortement isolé

La commune de Mayo-Baléo s'étend sur une unité géographique plus connue sous l'appellation de plaine Koutine. Cette plaine fait partie de l'une de ces unités de relief qui forment le rebord septentrional de l'Adamaoua camerounais (plaines de Mayo-Baléoré et de la Vina à l'est, plaine Dourou au centre, plaine Koutine à l'ouest). Après Tignère, situé sur le rebord du plateau de l'Adamaoua, une nouvelle piste dévale la falaise sur 500 mètres environ de dénivellation vers la plaine Koutine. C'est une dépression vallonnée de 50 km de large sur 70 de long, s'ouvrant progressivement vers le nord. L'altitude atteint 800 mètres au pied de la falaise et s'abaisse vers le nord.

La plaine est accidentée par une série de hauteur. Une grande chaîne nord-sud isole presque complètement le bassin de Dodéo de la plaine Koutine proprement dite. D'autre part,

¹ Nous adoptons dans ce PDC, la nouvelle dénomination de région conformément au décret présidentiel N°2008/376 du 12 novembre 2008 portant réorganisation administrative du Cameroun.

² L'Adamaoua avait jusqu'en 1983, le statut de département, et dépendait de l'ancienne province du Nord constituée de trois départements dont la Bénoué et l'Extrême-Nord. L'affectation du statut de région ci-dessus répond donc simplement à un souci de contextualisation de notre part, puisque l'auteur de l'article parle de département.

le massif Guen Fa Labo, qui surplombe la plaine et qui a joué un rôle fondamental dans l'histoire du peuple Péré, ferme les horizons de la cuvette au pied de la falaise. Au-delà par contre, la plaine s'ouvre sur les immenses horizons monotones de la Bénoué.

A l'est et à l'ouest, deux autres chaînes montagneuses de directions méridiennes complètent le cirque des hauteurs qui encadrent la plaine. On conçoit donc que le relief engagerait la plaine Koutine à vivre en contact avec les pays de la Bénoué situés plus au nord. Mais la frontière avec le Nigeria d'une part, l'immense réserve du Faro d'autre part, l'isolent des autres régions de la Bénoué avec lesquelles les relations sont pratiquement inexistantes. L'isolement de la plaine Koutine serait donc presque total n'eut été son ouverture sur Tignère par la falaise.

4.2. Description biophysique de la commune

Tableau 1 : Description physique de la commune de Mayo-Baléo

Désignation	Description
Type de sol	<p>On rencontre trois types de sols :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les sols argilo sablonneux dans la plaine qui sont très propices pour une gamme variée de spéculations agricoles • Les sols ferrallitiques sur les flancs des collines qui sont moins propice à l'agriculture, • Les sols argilo limoneux dans les bas-fonds.
Climat	<p>Le climat est de type soudanien avec deux saisons : une saison des pluies qui dure six à sept mois s'étalant d'Avril-Mai à Octobre -Novembre selon le cas, et une saison sèche couvrant le reste de la période. Les précipitations annuelles oscillent entre les 1300 et les 1500 mm avec les maxima en août et octobre, ce qui est un élément favorable à la vie agricole. Les températures moyennes se situent entre 35°C à l'ombre en saison sèche et 25°C en saison des pluies</p>
Hydrographie	<p>Le territoire de Mayo-Baléo présente un réseau hydrographique très important. Les principaux cours d'eau de la région sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Le Mayo Déo -Mayo-Alti ✓ Le Mayo-Nolti -Mayo-Djournvoli

Désignation	Description
	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Le Mayo Kaoulédji -Mayo-Volecti ✓ Le Mayo Djaoulé -Mayo-diilecti ✓ Le Mayo Kélekti -Mayo-Boggou ✓ Le Mayo Koutin -Mayo-Woulti ✓ Le Mayo Dinngti -Mayo-Djamtari ✓ Le Mayo- Taoula -Mayo-Laatalpaï <p>Ces cours d'eau permettent aux populations non seulement de s'approvisionner en eau domestique mais aussi joue un rôle important dans l'abreuvement des animaux en saison sèche.</p>
Le relief et la topographie	<p>Le relief est une étendue de plaine qui fait partie de la plaine Koutine. Elle représente le lieu d'accumulation des alluvions issues des Monts Mawa à l'est. Dans l'ensemble, le relief présente de légères dénivellations par endroits, mais il reste favorable à la pratique des activités agricoles.</p>
Végétation	<p>La végétation actuelle de la plaine Koutine n'est qu'un compromis entre le climax forestier et l'action de l'homme. La plupart des espèces caractéristiques de la plaine, en particulier <i>Anogeissus leiocarpus</i>, <i>Monotes kerstingii</i>, <i>Uapaca logoensis</i>, <i>Isoberlina doka</i>, ne subsistent plus qu'en position résiduelle dans les zones accidentées rarement mises à feu et peu revendiquées par les cultivateurs. Ces espèces qui formaient autrefois une grande partie des forêts sèches de la plaine, résistent mal aux feux de brousse (Boutrais, Op ; Cit.).</p> <p>L'action de l'homme se traduit par deux paysages végétaux différents en zone soudanienne, selon qu'il s'agit d'éleveurs ou d'agriculteurs. Les éleveurs mettent le feu à la végétation pour obtenir une repousse d'herbe tendre en milieu ou en fin de saison sèche. Les cultivateurs ne se contentent pas d'attaquer les forêts claires d'interfluve. Le plus souvent, ils préfèrent cultiver sur les sols alluviaux, plus riches que les</p>

Désignation	Description
	<p>sols lessivés d'interfluve et convenant seuls à la culture du maïs. Pour cela, ils détruisent de façon systématique les galeries forestières denses. Le couvert post-cultural comprend des graminées dominées par <i>Hyparrhenia</i> sur les sols colluviaux des hautes et moyennes terrasses et par <i>Pennisetum purpureum</i> (sisongo) sur les franges de basses terres alluviales toujours humides. La durée des jachères n'est pas suffisante pour permettre une reprise du couvert arboré.</p>
Faune	<p>La faune de la commune de Mayo-Baléo peut être classée en trois classes selon les niveaux de protection prévus par la nomenclature du Ministère des Forêts et Faunes</p> <p><i>les animaux de première classe</i></p> <p><i>Panthera leo</i> (le lion) <i>Panthera pardus</i> (la panthère) Python sebae (le serpent boa)</p> <p>- <i>les animaux de deuxième classe</i></p> <p><i>Syncerus caffer</i> (le buffle) <i>Pan troglodytes</i> (le chimpanzé) <i>Phacochoerus aethiops</i> (phacochère)</p> <p>- <i>les animaux de troisième classe</i></p> <p><i>Gazelle rufifrons</i> (la gazelle); <i>Histrix cristata</i> (porc épic) <i>Numida meleagris</i> (la pintade); Coturnix chinensis (la perdrix).</p> <p>Cette faune fait l'objet d'une intense activité de braconnage. Cette situation est causée par un certain nombre de difficultés à réglementer l'activité de chasse, du fait d'un manque de compréhension de la part des populations autochtones et de certains pays voisins identifiés comme principaux acteurs.</p>

Source : Diagnostic participatif, Novembre 2008

4.3. Les différentes communautés constitutives de la commune

La commune de Mayo-Baléo est constituée de 30 Unités de Planification Participative (UPP) de tailles différentes. A ces 30 UPP ajoutons la zone urbaine (Mayo-Baléo centre) qui compte 7 quartiers). La synthèse des UPP de la commune ainsi que les villages qui les composent et leur population respective est présentée dans le tableau ci-dessous :

Tableau 2 : les UPP de commune de Mayo-Baléo

N°	Cantons	Village focal	UPP	Relevées GPS		Population
			Villages satellites	Latitude	Longitude	
1	Mayo-Baléo	Becti	Ngnibango	12.29911	7.68826	520
2		Djamtari	Mayo-Baggou	12.29922	7.68834	221
3		Tongo-Sarkiyayi		12.44917	7.68237	276
4		Pawati		12.29965	7.68836	374
5		Salassa	Yéro	12.33832	7.71445	282
6		Ganati		12.34248	7.74288	412
7		Kougoumti	Mom-Boui	12.33781	7.76856	308
8		Mayo-Badji	-Mayo-Sagnaré -Tchabbal Bonbong	12.33836	7.71455	354
9		Koubadjé	Nagvitti	12.34243	7.74278	283
10	Village autonome	Samlecti	Dilwalti	12.33782	7.76866	313
11	Gadjiwan	Gadjiwan	-Tapparé -Sirgou -Ngnétti	12.33856	7.71448	3670

N°	Cantons	Village focal	UPP	Relevées GPS		Population
			Villages satellites	Latitude	Longitude	
12		Djali	-Nagvitti -Tchabbal Akou	12.34278	7.74244	1575
13		Guendoumin		12.32864	7.8067	88
14		Djoumvoli		12.32843	7.8094	300
15		Gourwalti	Yelti	12.32845	7.8028	673
16		Mayako	-Kamti -Laïndé Goudda	12.32866	7.8068	297
17		Mayo-Djaoulé		12.32845	7.8038	222
18		Toulwatoungti	-Gafi -Mabor	12.32867	7.8021	412
19		Mayo-Kaoulédji		12.32878	7.8065	520
20		Almé	Almé	-Diilecti I -Kouwati -Sarwati	12.38178	7.85164
21	Carrefour-Almé		Galim-Santi	12.38176	7.85172	221
22	Lassoumti-Almé		Diilecti II	12.38177	7.85132	254
23	Beuti		Gassalwalti Demti	12.38179	7.85185	1670
24	Vogti		Kougoumti (Almé) Kourwati	12.38178	7.85181	1670
25	Malti		Oulti	12.38178	7.85149	455

N°	Cantons	Village focal	UPP	Relevées GPS		Population
			Villages satellites	Latitude	Longitude	
26		Ngnibango	-Ardo Sinmouré -Daa-Sirti -Dengourti	12.38174	7.85153	531
27		Djalecti		12.38172	7.85134	202
28		Gaalti	Guentareng	12.38148	7.85165	415
29		Salmana (Sorbéti)	- Guereng :(Rivière): 3 Km -Gourwalti : 1 km -Sambo ; 2 Km	12.38196	7.85125	384
			Sarki-Mata (Djaouro Mohaman) Rivière : 3 Km			
30						

Source : carte des UPP, Mayo-Baléo Février 2007, revue et complété octobre 2008

5. Approche méthodologique

Pour accomplir la mission d'appui à l'actualisation du PDC de la commune de Mayo-Baléo, ADDUCOB a utilisé la démarche participative inspirée du «guide du praticien des appuis au processus d'élaboration des PDL/PDC du PNDP».

Sans perdre sa vocation pédagogique, la démarche s'oblige à l'obtention des résultats concrets et de bonne qualité à travers la prise en compte des intérêts des différentes parties prenantes au développement communal. L'exécutif communal dans le processus a assuré la fonction de maître d'ouvrage et ADDUCOB a assuré l'accompagnement pour la réalisation d'un plan de Développement Communal de qualité en termes de stratégie pertinente et réalisable.

La réalisation du PDC s'est déroulée suivant les trois étapes ci-dessous:

- La préparation ;
- Le diagnostic institutionnel ;
- La planification

5.1. Préparation

La préparation s'est déroulée en deux étapes :

- La préparation de l'ensemble du processus ;
- La préparation des étapes de diagnostic et de planification.

5.1.1. Préparation de l'ensemble du processus

La première étape de la préparation a porté sur des rencontres d'information, de sensibilisation du Maire, des conseillers municipaux et des autorités locales. La mission du 19 au 25 octobre 2008 à Mayo-Baléo a permis à l'exécutif communal de prendre la décision de réaliser son PDC, d'assurer la maîtrise d'ouvrage et sa mise en œuvre, d'informer officiellement la tutelle de cette décision, d'identifier les partenaires impliqués dans le processus notamment : les techniciens et les responsables des services publics et privés, les organisations non gouvernementales et les autres organisations importantes de la société civile, les opérateurs économiques importants œuvrant dans la commune, les acteurs politiques, les autorités, administratives, religieuses et traditionnelles, les élites influentes, les représentants des unités de planification participative (UPP) et des communautés. Au cours de cette mission, la date du 27 Août 2009 a été retenue pour l'organisation de l'atelier de consolidation des éléments du PDC.

5.1.2. Préparation de l'étape de diagnostic et de planification

Dans cette phase, ADDUCOB a revisité avec l'exécutif communal les termes de référence de son mandat d'accompagnement et valider la programmation des étapes. A cette occasion, les questions d'ordre logistique (transport, hébergement, restauration, salle, etc.) ont été débattues. L'exécutif communal a été accompagné dans la préparation des documents de travail (documents des éléments de base du PDC, fiches d'amendements, fiche de répartition des travaux en commission...), les invitations. Ces invitations ont été adressées aux différents participants identifiés.

5.2. Diagnostic communal

L'intérêt du diagnostic communal était de :

- Collecte des données de base les problèmes/les contraintes, les potentialités et les atouts dans l'espace communal qu'au sein de la commune en tant qu'institution ;
- Redéfinir les problèmes prioritaires et de procéder à leur regroupement en grands thèmes sur la base des problèmes identifiés au cours du diagnostic participatif lors de l'élaboration des PDL ;

A cet effet, les différentes rencontres avec les sectoriels présents au sein de la commune, les responsables des organismes de développement, les confessions religieuses, le personnel administratif et technique de l'institution communale a contribué significativement à la réalisation dudit diagnostic communal.

5. 3. Atelier de consolidation des éléments du PDC

Dans le souci de prendre au mieux en compte toutes les aspirations de chaque acteur de développement de la commune de Mayo-Baléo dans le Plan de Développement Communal, ADDUCOB a organisé les 27 et 28 Août 2009 à Mayo-Baléo, avec l'appui de l'exécutif communal et du Sous Préfet, un atelier de consolidation des éléments du PDC. Cet atelier regroupait outre les sectoriels de l'arrondissement, les responsables des confessions religieuses, les Chefs d'établissements secondaires, les Chefs de centres de santé intégrés de l'arrondissement. Il s'articulait autour de deux points majeurs : la relecture et amendement des documents préparés et mis à leur disposition dans les commissions afin de recueillir leur avis pour le développement harmonieux de la commune de Mayo-Baléo.

Quatre commissions ont été constituées à cet effet. Chaque commission était présidée par le président désigné au sein de la pour la circonstance sur la base de ses connaissances sur la commune.

Les commissions ont été formées en tenant compte du domaine de compétence de chaque participant. Elles étaient animées chacune par un facilitateur de ADDUCOB pour permettre une mise en forme aisée des éléments du PDC. Des amendements ont été formulés afin de tenir compte des avis de toutes les forces vives de la commune.

La restitution des travaux en commission en plénière a permis de valider les éléments proposés par ADDUCOB et de mettre en place un comité de suivi-évaluation du PDC véritable instance de pilotage au niveau communal de ce précieux document qui servira de fil conducteur au développement de ladite commune.

6. Résultat du diagnostic

6.1. Fiche synthétique de présentation de la commune

Domaines	Informations	Observations
A- Carte d'identité de la commune		
Date de création de la commune	26 Juin 1992	
Siège Arrondissement Département Région	Mayo-Baléo Mayo-Baléo Faro et Déo Adamaoua	
Adresse/contact	Maire : ABBA, Enseignant BP : 17 Mayo-Baléo Tel : 97 05 43 46	
Statut de commune de Mayo-Baléo	Loi n° 2004-18 du 22 juillet 2004 fixant les règles applicables aux communes	
Superficie	3 000 km ²	
Population	Environ 30 000 habitants	Estimations
Obédience politique	RDPC	
Nombre de villages	67	
Nombre d'UPP hors zone urbaine	30	
Groupes ethniques dominants	Péré, Mboum, Gbaya, Mbororo	
B- Ressources humaines de la commune		
Nombre de conseillers	25 soit (22 homme et 3 femmes)	02 décès non remplacés
Commissions techniques	1. Commission des finances 2. Commission des grands travaux 3. Commission des affaires sociales et culturelles	-Chaque commission comporte 06 membres -La commission des affaires sociales et culturelles est présidée par une femme
Composition de l'exécutif communal	02 hommes et 01 femme	La femme est 2 ^{ème} adjointe au maire

6.2. Synthèse des PDL de la commune

1 UPP d'Almé

UPP		Population	Distances		Infrastructures sociales existantes	Problèmes prioritaires identifiés	Secteur	Solutions envisagées	Liste des microprojets prioritaires
Village satellite Almé	Villages constitutifs de l'UPP		Par rapport au village focal	Par rapport au chef lieu de la commune					
	Almé	1887	0 Km	39 Km	-1 CES -1 Ecole publique -1 Centre de santé intégré privé catholique -5 bornes fontaines -3 forages -4 moulins -un marché	Difficulté d'accès à l'éducation de base de qualité	Education	Construction des salles de classe	Requête de financement du microprojet de réfection et d'équipement d'un bâtiment de 02 salles de classe
	Diilecti	208	4 Km	35 Km		Difficulté d'accès aux soins de santé de qualité	Santé	Approvisionner le centre de santé en médicaments essentiels	Requête de financement du microprojet d'approvisionnement du Centre de Santé Intégré en médicament de qualité
	Kounwati	191	4 Km	43 Km		Difficulté d'approvisionnement en eau potable	Hydraulique	Construction des forages	Requête de financement du microprojet de réalisation d'un forage
	Sarwati	167	3 Km	42 Km		Difficulté à conduire les activités agricoles	Agriculture	Réhabiliter le tracteur existant	Requête de financement du microprojet de réhabilitation du tracteur communautaire d'Almé
						Absence d'une maison de la femme	Genre et promotion de la femme	Construction	Requête de financement du microprojet de construction et d'équipement de la maison de la femme
						Déforestation	Ressources naturelles	Assurer le reboisement des zones dégradées	Requête de financement du microprojet de création d'une pépinière communautaire en vue d'assurer le reboisement
						Infrastructures sportives inadéquates	Sport et loisir	Construire les infrastructures sportives	
						Hangar du marché construit en matériaux précaires	Activités du développement économique et social	Construire les infrastructures marchandes	

2- UPP Becti

UPP		Population	Distances		Infrastructures sociales existantes	Problèmes prioritaires identifiés	Secteur	Solutions envisagées	Liste des microprojets prioritaires	
Village focal	Villages constitutifs de l'UPP		Par rapport au village focal	Par rapport au chef lieu de la commune						
Becti	Becti	520	0 Km	4 Km	01 Magasin de stockage 01 Ecole Publique 02 Forages 01 Puits à ciel ouvert 03 Mosquée 01 moulin	Difficulté d'approvisionnement en eau potable	Hydraulique	- Réhabiliter les points endommagés	Requête de financement du microprojet de réalisation d'un forage	
								- Construire des points d'eau potable	Requête de financement du microprojet de réfection d'un forage	
	Ngnibango		2 Km	6 Km		Difficulté d'accès à l'éducation de base de qualité	Education	- Construire des salles de classes	- Equiper les salles en tables bancs et matériel didactique	Requête de financement du microprojet de construction et d'équipement d'un (01) bâtiment de 02 salles de classe
								- Recruter au moins six (6) enseignants qualifiés		Requête de financement du microprojet de recrutement d'au moins deux enseignants qualifiés
	Ngnibango		2 Km	6 Km		Faible production agricole	Agriculture	- Renforcer techniquement les capacités des producteurs	- Restructurer et redynamiser un comité de gestion de l'engin	Requête de financement du microprojet de renforcement des capacités des Organisation des producteurs
								- Créer, construire et équiper un centre de santé		Requête de financement du microprojet d'acquisition d'une unité de concassage des céréales
	Ngnibango		2 Km	6 Km		Difficultés à conduire les activités agropastorales	Elevage/Pêche	- Renforcer les capacités techniques des éleveurs		
								Difficulté de déplacement	Transport	Aménagés les pistes

UPP		Population	Distances		Infrastructures sociales existantes	Problèmes prioritaires identifiés	Secteur	Solutions envisagées	Liste des microprojets prioritaires
Village focal	Villages constitutifs de l'UPP		Par rapport au village focal	Par rapport au chef lieu de la commune					
							rurales		
						Précarité des infrastructures marchandes	Activités du développement économique et social	- Construire un hangar pour exposition de vivre	
						Difficulté d'épanouissement des femmes	Genre et promotion de la femme	- Renforcer les capacités des femmes	

3-UPP de Beuti

UPP		Population	Distances		Infrastructures sociales existantes	Problèmes prioritaires identifiés	Secteur	Solutions envisagées	Liste des microprojets prioritaires
Village focal	Villages constitutifs de l'UPP		Par rapport au village focal	Par rapport au chef lieu de la commune					
Beuti	Beuti	756	0 Km	40,5Km	01 source non aménagée	Difficultés d'accès à l'enseignement de qualité	Education	Créer une école publique	Requête de financement du microprojet de demande d'autorisation de création d'une école publique
	Gassalw alti	481	0,5 Km	40 Km				Construire et équiper 01 bâtiment de 02 salles de classe	
						Difficultés d'accès à l'eau potable	Hydraulique	Réalisation des points d'eau	Requête de financement du microprojet de réalisation de deux puits modernes
								Réfectionner la source d'eau naturelle	Requête de financement du microprojet d'aménagement de la source d'eau naturelle

UPP		Population	Distances		Infrastructures sociales existantes	Problèmes prioritaires identifiés	Secteur	Solutions envisagées	Liste des microprojets prioritaires	
Village focal	Villages constitués de l'UPP		Par rapport au village focal	Par rapport au chef lieu de la commune						
Beuti	Demti	433	0,3 Km	40,8 Km		Difficultés à conduire les activités agricoles	Agriculture	Former les OP	Requête de financement du microprojet de renforcement des capacités des Organisation des producteurs	
						Difficultés d'accès aux soins de santé de qualité	Santé	Créer et construire un centre de santé	Requête de financement du microprojet création et de construction d'un centre de santé	
						Difficultés d'épanouissement des femmes	Genre et promotion de la femme	Acquérir 01 moulin à écraser et 01 moulin à concasser	Requête de financement du microprojet d'acquisition d' 01 moulin à écraser et 01 moulin à concasser	
						Difficultés de déplacement	Transport	Aménager le radier sur Almé	Requête de financement du microprojet d'aménagement de l'axe principal	
						Dégradation des terres et du couvert végétal	Ressources naturelles	Restaurer le couvert végétal des terres	Requête de financement du microprojet de création d'une pépinière communautaire en vue d'assurer le reboisement	
							Absence d'infrastructures sportives	Sport et loisir	Aménager les infrastructures sportives	
							Absence de salle de réunion	Activités du développement économique et social	Construire les infrastructures marchandes	
							Difficultés à conduire les activités pastorales	Elevage	Former les éleveurs	
						Difficultés d'éclairage	Electrification rurale			

4- UPP de Carrefour Almé

UPP		Populati on	Distances		Infrastructures sociales existantes	Problèmes prioritaires identifiés	Secteur	Solutions envisagées	Liste des microprojets prioritaires
Villa ge focal	Villages constitutifs de l'UPP		Par rapport au village focal	Par rapport au chef lieu de la commune					
Carrefour Almé	Carrefour Almé	178	0	25	01 mosquée 01 école des parents	Difficultés d'accès à l'eau potable	Hydraulique	Réaliser des points d'eau	Requête de financement du microprojet de réalisation de deux puits modernes
	Galim-Santi	43	1 Km	26		Difficultés d'accès à l'enseignement de qualité	Education	Créer d'une école publique	Requête de financement du microprojet de création d'une école publique
								Construire et équiper de deux salles de classe	Requête de financement du microprojet de construction et d'équipement d'un bâtiment de deux salles de classe
						Difficultés d'accès aux soins de santé de qualité	Santé	Créer un centre de santé	Requête de financement du microprojet de création d'un centre de santé
						Difficultés à conduire les activités agricoles	Agriculture	Renforcer les capacités des producteurs	Requête de financement du microprojet de renforcement des capacités des Producteurs
						Difficultés à conduire les activités pastorales	Elevage		
						Difficultés d'épanouissement des femmes	Genre et promotion de la femme	Renforcer les capacités des femmes	Requête de financement du microprojet de construction et d'équipement d'une maison de la femme
						Dégradation des terres et du couvert végétal	Ressources naturelles	Créer une pépinière	Requête de financement du microprojet de création d'une pépinière communautaire en vue d'assurer le reboisement

UPP		Populati on	Distances		Infrastructures sociales existantes	Problèmes prioritaires identifiés	Secteur	Solutions envisagées	Liste des microprojets prioritaires
Villa ge focal	Villages constitutifs de l'UPP		Par rapport au village focal	Par rapport au chef lieu de la commune					
								Promouvoir la culture fourragère	Requête de financement du microprojet pour la promotion de la culture fourragère
						Précarités des infrastructures sportives	Sport et loisir	Aménager l'aire de jeux	Requête de financement du microprojet d'aménagement d'une aire de jeux
						Difficultés d'éclairage	Electrification rurale		
						Difficultés de déplacement	Transport		
						Difficultés à développer les activités économiques et sociales	Activités de Développement Economiques et Sociales	Construire un magasin de stockage	Requête de financement du microprojet de construction d'un magasin de stockage
								Construire un hangar pour le marché	Requête de financement du microprojet de construction d'un hangar pour marché

5- UPP de Djalecti

UPP		Populati on	Distances		Infrastructures sociales existantes	Problèmes prioritaires identifiés	Secteur	Solutions envisagées	Liste des microprojets prioritaires
Village focal	Villages constitutifs de l'UPP		Par rapport au village focal	Par rapport au chef lieu de la commune					
DJALECTI	DJALECTI	415	0 Km	6 Km		Difficultés d'accès à l'eau potable	Hydraulique	Réalise deux puits modernes	Requête de financement du microprojet de réalisation de deux puits modernes
						Difficultés d'accès à l'enseignement de qualité	Education	Créer une école Construire un bâtiment de deux salles de classes	Requête de financement du microprojet de création d'une école publique Requête de financement du microprojet de construction d'un bâtiment de deux salles de classes

UPP		Population	Distances		Infrastructures sociales existantes	Problèmes prioritaires identifiés	Secteur	Solutions envisagées	Liste des microprojets prioritaires
Village focal	Villages constitutifs de l'UPP		Par rapport au village focal	Par rapport au chef lieu de la commune					
						Difficultés à conduire les activités agricoles	Agriculture	Former les producteurs	Requête de financement du microprojet de formation des producteurs
						Difficultés d'accès aux soins de santé de qualité	santé	Créer un centre de santé	Requête de financement du microprojet de création d'un centre de santé intégré
						Difficultés d'épanouissement des femmes	Genre et promotion de la femme	Acquérir une unité de transformation des céréales	Requête de financement du microprojet d'acquisition une unité de transformation des céréales
						Dégradation des terres et du couvert végétal	Ressources naturelles	Restaurer le couvert végétal des terres	Requête de financement du microprojet de création d'une pépinière communautaire en vue d'assurer le reboisement
						Précarité des infrastructures sportives	Sport et loisir	Aménager les infrastructures sportives	Requête de financement du microprojet d'aménagement des aires de jeux
						Difficultés d'épanouissement des populations	Activités de développement économique et social	Construire une salle de réunion	Requête de financement du microprojet de construction d'une salle de réunion
						Difficultés de déplacement	Transport	Aménager l'axe principal	Requête de financement du microprojet d'aménagement de l'axe principal
						Difficultés d'accès à l'éclairage	Electrification rurale	RAS	RAS
						Difficultés à conduire les activités pastorales	Elevage et Pêche	Former les éleveurs	Requête de financement du microprojet de formation des éleveurs

6- UPP de Djali

UPP		Population	Distances		Infrastructures sociales existantes	Problèmes prioritaires identifiés	Secteur	Solutions envisagées	Liste des microprojets prioritaires	
Village focal	Villages constitutifs de l'UPP		Par rapport au village focal	Par rapport au chef lieu de la commune						
Djali	Djali	1500	0 Km	9Km	01 piste centrale	Difficulté d'approvisionnement en eau potable	hydraulique	Réfectionner les points d'eau existants	Requête de financement du microprojet de réfection des puits de l'UPP	
								Réaliser des points d'eau	Requête de financement du microprojet de réalisation trois puits modernes	
	Nagvitti	35	8 Km	17Km	01 Ecole Publique	Difficulté d'épanouissement des femmes	Genre et promotion de la femme	Acquérir des moulins	Requête de financement du microprojet d'acquisition des moulins	
								Construire une salle de réunion	Requête de financement du microprojet des travaux de construction de salle de réunion	
	Tchabbal akou	40	5 Km	14Km	03 Puits à ciel ouvert	Difficulté d'accès à l'éducation de base de qualité	Education	Construire et équiper des salles de classes	Requête de financement du microprojet de réfection et d'équipement 03bâtiments de 02 salles de classe chacun à Djali	
				1 Km	6 Km	03 Puits à ciel ouvert	Faible production agricole	Agriculture	Construire un magasin de stockage	Requête de financement du microprojet de construction d'un magasin communautaire à Djali
									Former les OP	Requête de financement du microprojet de renforcement des capacités des Organisation des producteurs
							transport	Acquérir une pirogue	Requête de financement du microprojet d'acquisition d'une pirogue	
							Ressources naturelles	Restaurer le couvert végétal des terres	Requête de financement du microprojet de création d'une pépinière communautaire en vue d'assurer le reboisement	

7- UPP de Djamtari

UPP		Population	Distances		Infrastructures sociales existantes	Problèmes prioritaires identifiés	Secteur	Solutions envisagées	Liste des microprojets prioritaires
Village focal	Villages constitutifs de l'UPP		Par rapport au village focal	Par rapport au chef lieu de la commune					
Djamtari	Djamtari	221	0 Km	10 Km	01 Ecole Publique 01 Puits à ciel ouvert	Difficultés d'accès à l'eau potable	Hydraulique	Réaliser deux forages	Requête de financement du microprojet de réalisation deux forages
						Difficultés d'accès à l'enseignement de qualité	Education	Equiper les salles de classes et acquérir le matériel didactique	Requête de financement du microprojet d'équipement et d'acquisition d'un kit de matériels didactiques
	Difficultés d'accès aux soins de santé de qualité		Santé	Créer un centre de santé		Requête de financement du microprojet de création d'un centre de santé			
				Construire et équiper un centre de santé		Requête de financement du microprojet de construction et d'équipement d'un centre de santé			
				Recruter du personnel médical qualifié		Requête de financement du microprojet de recrutement du personnel médical qualifié			
	Mayo-Baggou		2 Km	12 Km		Difficultés à conduire les activités agricoles	Agriculture	Former les OP	Requête de financement du microprojet de formation des producteurs
	Difficultés d'épanouissement des femmes		Genre et promotion de la femme	Construire et équiper la maison de la femme		Requête de financement du microprojet de construction et d'équipement de la maison de la femme			
Difficultés de déplacements	Transport	Aménager l'axe principal	Requête de financement du microprojet d'aménagement de la piste principal						
		Construire un pont	Requête de financement du microprojet de construction d'un radier						

UPP		Population	Distances		Infrastructures sociales existantes	Problèmes prioritaires identifiés	Secteur	Solutions envisagées	Liste des microprojets prioritaires
Village focal	Villages constitués de l'UPP		Par rapport au village focal	Par rapport au chef lieu de la commune					
						Difficultés à conduire les activités agropastorales	Elevage/pêche	Former les éleveurs	Requête de financement du microprojet de renforcement des capacités des éleveurs
Djamtari						Précarité des infrastructures sportives	Sport et loisir	Aménager les infrastructures sportives	
						Précarité des structures marchandes	Activités du développement économique et social	Construire les infrastructures marchandes	
						Absence de source d'énergie électrique	Electrification rurale	Réaliser l'électrification rurale	
						Dégradation des terres et du couvert végétal	Ressources naturelles	Créer une pépinière	Requête de financement du microprojet de création d'une pépinière communautaire en vue d'assurer le reboisement

8- UPP de Djoumvoli

UPP		Population	Distances		Infrastructures sociales existantes	Problèmes prioritaires identifiés	Secteur	Solutions envisagées	Liste des microprojets prioritaires
	Villages constitutifs de l'UPP		Par rapport au village focal	Par rapport au chef lieu de la commune					
Djoumvoli	Djoumvoli	300	0 Km	18 Km	-Ecole publique -1 forage -2 moulins -1 mosquée	Difficulté d'accès à l'éducation de base de qualité	Education	- Construction des salles de classe -Equipement en tables bancs et matériel didactique - Recrutement des enseignants qualifiés - Ouverture d'une bibliothèque	Requête de financement du microprojet de construction et d'équipement d'un bâtiment de 02 salles de classe et un bloc de latrines
						Difficulté d'accès aux soins de santé de qualité	Santé	- Créer et construire un centre de santé - Approvisionner la boîte à pharmacie scolaire en médicaments essentiels	Requête de financement du microprojet d'approvisionnement de la boîte à pharmacie scolaire de l'Ecole publique
						Difficulté d'approvisionnement en eau potable	Hydraulique	- Augmentation du nombre de points d'eau potable -Mise en place d'un comité de gestion du forage existant	Requête de financement du microprojet de réalisation d'un forage
						Difficultés de déplacement des populations et des produits agricoles	Transport	Réfectionner et entretenir les pistes et les routes	
						Difficultés d'éclairage des populations	Electrification rurale	Réaliser l'électrification rurale	

UPP		Popul ation	Distances		Infrastruct ures sociales existantes	Problèmes prioritaires identifiés	Secteur	Solutions envisagées	Liste des microprojets prioritaires
Village s constit utifs de l'UPP	Par rapport au village focal		Par rapport au chef lieu de la commu ne						
						Faible production agricole	Agriculture	- Renforcement des capacités des producteurs	Requête de financement du microprojet de renforcement des capacités des organisations des Producteurs
						Faible production pastorale	Elevage	Renforcement des capacités des éleveurs	
						Précarité des infrastructures marchandes	Activités du développement économiques et sociales	- Construction d'un marché	
						Dégradation des terres et du couvert végétal	Ressources naturelles	- Reboisement - Promotion de la culture fourragère - Renforcement des capacités des populations	Requête de financement du microprojet de création d'une pépinière communautaire en vue d'assurer le reboisement
						Difficulté d'épanouissement des femmes	Genre et promotion de la femme	- Achèvement de la maison de la femme - Renforcement des capacités des femmes	
						Précarité des infrastructures sportives	Sports et loisirs	- Aménagement des infrastructures sportives adéquates	

9-UPP Gaalti

UPP		Population	Distances		Infrastructures sociales existantes	Problèmes prioritaires identifiés	Secteur	Solutions envisagées	Liste des microprojets prioritaires			
Village focal	Villages constitués de l'UPP		Par rapport au village focal	Par rapport au chef lieu de la commune								
Gaalti	Gaalti	415	0 Km	51 Km	01 Ecole Publique	Difficultés d'accès à l'enseignement de qualité	Education	Construire les salles de classe	Requête de financement du microprojet de construction et d'équipement de trois (03) bâtiments de deux salles de classe chacun			
								Recruter les enseignants qualifiés	Requête de financement du microprojet de recrutement de 06 enseignants qualifiés			
	Guentareng		1Km	52 Km		Difficultés d'accès aux soins de santé de qualité	Santé	Créer un centre de santé	Requête de financement du microprojet de création d'un centre de santé			
								Construire le centre de santé	Requête de financement du microprojet de construction d'un bâtiment de deux salles au centre de santé			
											Réalisation des points d'eau	Requête de financement du microprojet de réalisation de deux puits modernes
											Renforcer la capacité des agriculteurs	Requête de financement du microprojet de formation des agriculteurs
											Aménager l'axe principal	Requête de financement du microprojet d'aménagement des pistes principales
											Former les éleveurs	Requête de financement du microprojet de formation des éleveurs
								Difficultés d'épanouissement des femmes	Genre et promotion de la femme	Construire une salle la maison de la femme	Requête de financement du microprojet des travaux de construction de la maison de la femme	

UPP		Population	Distances		Infrastructures sociales existantes	Problèmes prioritaires identifiés	Secteur	Solutions envisagées	Liste des microprojets prioritaires
Village focal	Villages constitutifs de l'UPP		Par rapport au village focal	Par rapport au chef lieu de la commune					
						Difficultés à conduire les activités économiques et sociales	Activités de Développement Economiques et Sociales	Construire des infrastructures marchandes	Requête de financement du microprojet de construction des infrastructures marchandes
						Dégradation des terres et du couvert végétal	Ressources naturelles	Restaurer le couvert végétal des terres	Requête de financement du microprojet de création d'une pépinière communautaire en vue d'assurer le reboisement
						Précarités des infrastructures sportives	Sport et loisir	Aménager l'aire de jeux	Requête de financement du microprojet d'aménagement d'une aire de jeux

10- UPP de Gadjiwan

UPP		Population	Distances		Infrastructures sociales existantes	Problèmes prioritaires identifiés	Secteur	Solutions envisagées	Liste des microprojets prioritaires
Village focal	Villages constitutifs de l'UPP		Par rapport au village focal	Par rapport au chef lieu de la commune					
Gadjiwan	Gadjiwan	3500	0 Km	7 Km	01 Centre de Santé Intégré (CSI)	Difficulté d'accès à l'éducation de base de qualité	Education	Réfectionner les salles de classe	Requête de financement du microprojet de réfection et d'équipement 04 bâtiments de 02 salles de classe chacun
	Tapparé	50	1 Km	8 Km		Difficulté d'accès aux soins de santé de qualité	Santé	Approvisionner le centre en médicaments	Requête de financement du microprojet d'approvisionnement du Centre de Santé Intégré en médicament de qualité
	Sirgou	40	3 Km	10 Km	01 Ecole Publique 03 Forages	Difficulté d'approvisionnement en eau potable	Hydraulique	Réalisation des points d'eau	Requête de financement du microprojet de réalisation deux puits équipés de pompes manuelles
								Réfectionner le forage	Requête de financement du microprojet de réfection d'un forage à Gadjiwan
Ngnétti	80	1 Km	6 Km	03 Puits à ciel ouvert	Faible production agricole	Agriculture	Réhabiliter le tracteur existant	Requête de financement du microprojet de réhabilitation du tracteur	

Village focal	UPP		Population	Distances		Infrastructures sociales existantes	Problèmes prioritaires identifiés	Secteur	Solutions envisagées	Liste des microprojets prioritaires			
	Villages constitués de l'UPP			Par rapport au village focal	Par rapport au chef lieu de la commune								
					04 Tracteurs 01 Marché 01 stade de Football					communautaire de Gadjiwan			
										Former les OP	Requête de financement du microprojet de renforcement des capacités des Organisation des producteurs		
										Difficulté d'épanouissement des femmes	Genre et promotion de la femme	Achever les travaux de construction et d'équipement de la maison de la femme	Requête de financement du microprojet d'achèvement des travaux de construction de la maison de la femme
										Dégradation des terres et du couvert végétal	Ressources naturelles	Restaurer le couvert végétal des terres	Requête de financement du microprojet de création d'une pépinière communautaire en vue d'assurer le reboisement
										Précarité des infrastructures sportives	Sport et loisir	Aménager les infrastructures sportives	
										Précarité des structures marchandes	Activités du développement économique et social	Construire les infrastructures marchandes	

11- UPP de Ganati

N°	UPP		Population	Distances		Infrastructures sociales existantes	Problèmes prioritaires identifiés	Secteur	Solutions envisagées	Liste des microprojets prioritaires
	Village focal	Villages constitués de l'UPP		Par rapport au village focal	Par rapport au chef lieu de la commune					
1	Ganati	Ganati	412	0 Km	10 Km	01 Ecole Coranique 01 Ecole Publique 01 Puits à ciel ouvert	Difficulté d'approvisionnement en eau potable	Hydraulique	Réalisation un point d'eau	Requête de financement du microprojet de réalisation d'un puits équipé de pompes manuelles
									Réfectionner le forage et le puits en panne	Requête de financement du microprojet de réfection d'un forage et d'un puits
		Yéro		3 Km	7 Km		Difficulté d'accès à l'éducation de base de qualité	Education	Construire et équiper un bâtiment de deux salles de classe	Requête de financement du microprojet de construction et d'équipement d'un (01) bâtiment de 02 salles de classe
									Recruter au moins quatre enseignants	Requête de financement du microprojet de recrutement d'au moins quatre (04) enseignants
	Yéro	3 Km		7 Km	Difficulté d'accès aux soins de santé de qualité		Santé	Créer un centre de santé	Requête de financement du microprojet de création d'un (01) centre de santé	
								Construire et équiper un centre de santé	Requête de financement du microprojet de construction et d'équipement d'un centre de santé	
	Yéro	3 Km		7 Km	Difficulté d'accès aux soins de santé de qualité		Santé	Recruter le personnel médical	Requête de financement du microprojet de recrutement du personnel médical	
								Faible production agricole	Agriculture	Former les OP
Yéro	3 Km	7 Km	Difficulté d'accès aux soins de santé de qualité	Santé	Construire un bâtiment pour le poste agricole	Requête de financement du microprojet de construction d'un (01)				

N°	UPP		Population	Distances		Infrastructures sociales existantes	Problèmes prioritaires identifiés	Secteur	Solutions envisagées	Liste des microprojets prioritaires
	Village focal	Villages constitutifs de l'UPP		Par rapport au village focal	Par rapport au chef lieu de la commune					
										bâtiment pour poste agricole
						02 Moulins	Précarité des structures marchandes	Activités du développement économique et social	Construire un magasin de stockage	Requête de financement du microprojet de construction d'un (01) magasin de stockage
						01 stade de Football	Difficulté d'épanouissement des femmes	Genre et promotion de la femme	Acquérir une unité de concassage de céréales	Requête de financement du microprojet de renforcement des capacités des femmes
							Difficultés à conduire les activités agropastorales	Elevage/Pêche	-Renforcer les capacités techniques des éleveurs	Requête de financement du microprojet de renforcement des capacités des Organisation des éleveurs
							Difficulté de déplacement	Transport	Aménager l'axe principal	Requête de financement du microprojet d'aménagement de l'axe principal

12- UPP Gourwalti

UPP		Population	Distances		Infrastructures sociales existantes	Problèmes prioritaires identifiés	Secteur	Solutions envisagées	Liste des microprojets prioritaires	
Village focal	Villages constitués de l'UPP		Par rapport au village focal	Par rapport au chef lieu de la commune						
Gourwalti	Gourwalti	673	0 Km	11 Km	01 Ecole Publique 02 Forages 03 Puits à ciel ouvert	Difficulté d'accès à l'éducation de base de qualité	Education	-Recrutement des enseignants qualifiés -Acquisition du matériel didactique - construction des latrines	Requête de financement du microprojet de construction d'un bloc de quatre (04) latrines	
									Requête de financement du microprojet d'acquisition d'un kit de matériel didactique	
	Yelti		10 Km	21 Km					Difficulté d'approvisionnement en eau potable	Hydraulique
						Requête de financement du microprojet de réfection d'un forage à Gourwalti				
							Faible production agricole	Agriculture	Renforcement des capacités des OP	Requête de financement du microprojet de renforcement des capacités des Organisations des producteurs (OP) sur les thèmes spécifiques
							Difficulté d'accès aux soins de santé de qualité	Santé	Création d'un centre de santé	
							Difficultés liées au développement des activités pastorales	Elevage	Renforcement des capacités des éleveurs	Requête de financement du microprojet de renforcement des capacités des Organisations des éleveurs sur les thèmes spécifiques

UPP		Population	Distances		Infrastructures sociales existantes	Problèmes prioritaires identifiés	Secteur	Solutions envisagées	Liste des microprojets prioritaires
Village focal	Villages constitutifs de l'UPP		Par rapport au village focal	Par rapport au chef lieu de la commune					
						Difficultés liées au déplacement des populations	Transport	Assurer l'entretien des routes et pistes	
						Difficulté d'épanouissement des femmes	Genre et promotion de la femme	Renforcement des capacités des femmes	Requête de financement du microprojet de renforcement des capacités des Organisations des femmes sur les thèmes spécifiques
						Dégradation des terres et du couvert végétal	Ressources naturelles	Restaurer le couvert végétal des terres	Requête de financement du microprojet de création d'une pépinière communautaire en vue d'assurer le reboisement
						Difficultés liées au développement des activités sportives	Sport et loisir	Construction des infrastructures sportives	

13- UPP Guendoumin

N°	UPP		Population	Distances		Infrastructures sociales existantes	Problèmes prioritaires identifiés	Secteur	Solutions envisagées	Liste des microprojets prioritaires
	Villages constitutifs de l'UPP			Par rapport au village focal	Par rapport au chef lieu de la commune					
	Guendoumin		88	0 Km	26 Km	01 mosquée 01 puits non fonctionnel 01 boutique 01 marché non construit	Difficultés d'accès à l'eau potable	Hydraulique	Réaliser un forage	Requête de financement du microprojet de réalisation d'un forage à Guendoumin
							Difficultés à conduire les activités agricoles	Agriculture	Former les agriculteurs	Requête de financement du microprojet de formation des agriculteurs
							Difficultés d'accès aux soins de santé de qualité	Santé	Créer un CSI	Requête de financement du microprojet de création d'un CSI
							Précarité des	Activités de	Construire un marché	Requête de financement du

N°	UPP		Distances		Infrastructures sociales existantes	Problèmes prioritaires identifiés	Secteur	Solutions envisagées	Liste des microprojets prioritaires
	Villages constitutifs de l'UPP	Population	Par rapport au village focal	Par rapport au chef lieu de la commune					
						structures marchandes	développement économiques et sociales	pour exposition de vivres	microprojet de construction d'un marché pour exposition de vivres
							Construire un magasin de stockage de vivres	Requête de financement du microprojet de construction d'un magasin de stockage de vivres	
						Difficultés d'épanouissement des femmes	Genre et promotion de la femme	Construire et équiper une maison de la femme	Requête de financement du microprojet de construction et d'équipement d'une maison de la femme
						Difficultés de déplacement	Transport	Aménager les pistes rurales	Requête de financement du microprojet d'aménagement des pistes rurales
						Difficultés à conduire les activités pastorales	Elevage	Renforcer les capacités des éleveurs	Requête de financement du microprojet de renforcement des capacités des éleveurs
						Difficultés d'accès à l'enseignement de qualité	Education	Créer une école publique	Requête de financement du microprojet de création d'une école publique
						Dégradation des terres et du couvert végétal	Ressources naturelles		
						Difficultés d'éclairage	Electrification rurale		
						Absence d'infrastructures sportives	Sports et loisirs		

14- UPP Koubadjé

UPP		Population	Distances		Infrastructures sociales existantes	Problèmes prioritaires identifiés	Secteur	Solutions envisagées	Liste des microprojets prioritaires	
Village focal	Villages constitutifs de l'UPP		Par rapport au village focal	Par rapport au chef lieu de la commune						
KOUBADJÉ	KOUBA DJÉ	283	0 Km	6 Km		Difficulté d'accès à l'enseignement de qualité	Education	Créer une école	Requête de financement du microprojet de création d'une école publique	
	Nagvitti		3Km	9 Km		Difficulté d'accès en eau potable	Hydraulique	Réalisation des points d'eau	Requête de financement du microprojet de réalisation deux puits modernes	
							Difficulté à développer les activités agricoles	Agriculture	Former les producteurs	Requête de financement du microprojet de renforcement des capacités des producteurs
							Difficulté d'épanouissement des femmes	Genre et promotion de la femme	Renforcer les capacités de des femmes	Requête de financement du microprojet de renforcement des capacités de la femme
							Difficulté d'accès aux soins de santé de qualité	santé		
					Dégradation des terres et du couvert végétal	Ressources naturelles	Restaurer le couvert végétal des terres	Requête de financement du microprojet de création d'une pépinière communautaire en vue d'assurer le reboisement		
					Difficultés à conduire les activités sportives	Sport et loisir	Aménager les infrastructures sportives			

15- UPP Kougoumti

UPP		Population	Distances		Infrastructures sociales existantes	Problèmes prioritaires identifiés	Secteur	Solutions envisagées	Liste des microprojets prioritaires
Village focal	Villages constitutifs de l'UPP		Par rapport au village focal	Par rapport au chef lieu de la commune					
Kougoumti	Kougoumti	308	0 Km	13Km	01 Ecole Publique 01 Puits à ciel ouvert	Difficulté d'accès à l'éducation de base de qualité	Education	Construire et équiper un (01) bâtiment de 02 salles de classe + latrine	Requête de financement du microprojet de construction et d'équipement d'un (01) bâtiment de 02 salles de classe et un bloc de latrines
	Mom-Boui		1 Km	14Km		Difficulté d'accès aux soins de santé de qualité	Santé	Créer un CSI	
			Difficulté d'approvisionnement en eau potable	Hydraulique		Réalisation des points d'eau	Requête de financement du microprojet de réalisation deux forages		
						Réfectionner le puits	Requête de financement du microprojet de réfection d'un puits à Kougoumti		
			Faible production agricole	Agriculture		Former les OP	Requête de financement du microprojet de renforcement des capacités des Organisations des producteurs		
			Difficulté de déplacement	Transport		Réfectionner les routes et les pistes			
			Difficulté de conduire les activités de groupes	Activités de développement économique et social		Construire une salle de réunion			
					Dégradation des terres et du couvert végétal	Ressources naturelles	Restaurer le couvert végétal des terres	Requête de financement du microprojet de création d'une pépinière communautaire en vue d'assurer le reboisement	

16- UPP Lassoumti-Almé

UPP		Population	Distances		Infrastructures sociales existantes	Problèmes prioritaires identifiés	Secteur	Solutions envisagées	Liste des microprojets prioritaires
Village focal	Villages constitutifs de l'UPP		Par rapport au village focal	Par rapport au chef lieu de la commune					
Lassoumti-Almé	Lassoumti-Almé	233	0 Km	31 Km		Difficulté d'accès à l'éducation de base de qualité	Education	Réfectionner les salles de classe	Requête de financement du microprojet de réfection et d'équipement de trois (03) salles de classe
								Construire quatre salles de classe supplémentaires	Requête de financement du microprojet de construction et d'équipement de quatre (04) salles de classe
								Affecter au moins quatre enseignants qualifiés	Requête de financement du microprojet d'affectation d'au moins quatre enseignants qualifiés
	-Diilecti II	21	2,5 Km	33,5 Km	01 Ecole Publique	Difficulté d'approvisionnement en eau potable	Hydraulique	Réaliser un puits équipé de pompes manuelles	Requête de financement du microprojet de réalisation d'un puits équipé de pompes manuelles
					Une Eglise				
					03 Moulins	Difficultés de déplacements	Transport	Aménager les pistes rurales	Requête de financement du microprojet d'aménagement des pistes rurales
					01 Puits à ciel ouvert				
					01stade de Football	Faible production agricole	Agriculture	Former les OP	Requête de financement du microprojet de renforcement des capacités des Organisation des producteurs
Salle de réunion									
	Précarité des structures marchandes	Activités du développement économique et social	Construire un marché pour exposition de vivres	Requête de financement du microprojet de construction d'un marché pour exposition de vivres					
			Construire un magasin de stockage de vivres	Requête de financement du microprojet de construction d'un magasin de stockage de vivres					

UPP		Population	Distances		Infrastructures sociales existantes	Problèmes prioritaires identifiés	Secteur	Solutions envisagées	Liste des microprojets prioritaires
Village focal	Villages constitutifs de l'UPP		Par rapport au village focal	Par rapport au chef lieu de la commune					
						Difficultés à conduire les activités agropastorales	Elevage	Renforcer les capacités des éleveurs	Requête de financement du microprojet de renforcement des capacités des éleveurs
					01 Mosquée	Difficulté d'accès aux soins de santé de qualité	Santé	Créer un CSI	Requête de financement du microprojet de création d'un CSI
								Construire et équiper un centre de santé	Requête de financement du microprojet de construction et d'équipement d'un CSI
								Affecter un personnel médical	Requête de financement du microprojet d'affectation d'un personnel médical

17- UPP Malti

UPP		Population	Distances		Infrastructures sociales existantes	Problèmes prioritaires identifiés	Secteur	Solutions envisagées	Liste des microprojets prioritaires
Village focal	Villages constitutifs de l'UPP		Par rapport au village focal	Par rapport au chef lieu de la commune					
MALTI	MALTI	455	0	57 km		Difficulté d'accès à l'eau potable	Hydraulique	Faciliter l'accès à l'eau potable	Microprojet de construction de trois puits équipés en pompe manuelle
	Oultù		5km	61 km		Difficulté d'accès à l'éducation de base de qualité	Education	construire les salles de classe	Requête de financement du microprojet de construction et d'équipement d'un bâtiment de 02 salles de classe
						Difficulté d'accès aux soins de santé	Santé	Création d'un centre de santé	

UPP		Population	Distances		Infrastructures sociales existantes	Problèmes prioritaires identifiés	Secteur	Solutions envisagées	Liste des microprojets prioritaires
Village focal	Villages constitutifs de l'UPP		Par rapport au village focal	Par rapport au chef lieu de la commune					
						Difficulté de conduire les activités agropastorales	Agriculture/ Elevage	Renforcement des capacités des producteurs/ éleveurs	
						Difficulté d'épanouissement des femmes	Genre et promotion de la femme	Construction d'un centre socio ménager	Requête de financement du microprojet de construction centre socio ménager
						Dégradation des terres et du couvert végétal	Ressources naturelles	Restaurer le couvert végétal des terres	Requête de financement du microprojet de création d'une pépinière communautaire en vue d'assurer le reboisement

18- UPP de Mayako

UPP		Population	Distances		Infrastructures sociales existantes	Problèmes prioritaires identifiés	Secteur	Solutions envisagées	Liste des microprojets prioritaires
Village focal	Villages constitutifs de l'UPP		Par rapport au village focal	Par rapport au chef lieu de la commune					
Mayako	Mayako	213	0 Km	19 Km	01 puits moderne	Difficulté d'accès à l'éducation de base de qualité	Education	Création et construction d'une école primaire	
	Kanti	14	3 Km	22 Km					
	Laïndé	70	1,5 Km	20,5 Km	2 mosquées	Difficulté d'accès aux soins de santé de qualité	Santé	Création et construction d'un centre de santé	
					Difficulté d'approvisionnement en eau potable	Hydraulique	Réalisation des points d'eau	Requête de financement du microprojet de réalisation d'un forage	
					Difficultés liées au déplacement des populations et à	Transport	Réaménager la route Mayako - Gourwalti	Requête de financement du microprojet de réaménagement de la route Mayako – Gourwalti long de 8 Km	

UPP		Population	Distances		Infrastructures sociales existantes	Problèmes prioritaires identifiés	Secteur	Solutions envisagées	Liste des microprojets prioritaires
Village focal	Villages constitués de l'UPP		Par rapport au village focal	Par rapport au chef lieu de la commune					
						l'évacuation des produits agricoles			
						Faible production des activités pastorales	Elevage	Renforcement des capacités des producteurs	Requête de financement du microprojet de renforcement des capacités des Organisations des producteurs (OP) sur les thèmes spécifiques
						Faible production agricole	Agriculture	Renforcement des capacités des producteurs	Requête de financement du microprojet de renforcement des capacités des Organisations des éleveurs sur les thèmes spécifiques
						Difficulté d'épanouissement des femmes	Genre et promotion de la femme	- Renforcement des capacités des femmes	Requête de financement du microprojet de renforcement des capacités des Organisations des femmes sur les thèmes spécifiques
						Difficultés à mener les activités de développement économique et social	Activités du développement économique et social	Construction des infrastructures marchandes	Requête de financement du microprojet d'acquisition d'une unité de transformation des céréales
						Dégradation des terres et du couvert végétal	Ressources naturelles	- Reboisement - Promotion de la culture fourragère - Renforcement des capacités des populations	Requête de financement du microprojet de création d'une pépinière communautaire en vue d'assurer le reboisement
						Difficultés liées au développement des activités sportives	Sport et loisir	Aménagement des infrastructures sportives adéquates	

19-UPP de MAYO BADJI

N°	UPP		Population	Distances		Infrastructures sociales existantes	Problèmes prioritaires identifiés	Secteur	Solutions envisagées	Liste des microprojets prioritaires
	Village focal	Villages constitués de l'UPP		Par rapport au village focal	Par rapport au chef lieu de la commune					
	MAYO BADJI	MAYO BADJI,	154	0	6km		Difficulté d'accès à l'eau potable	Hydraulique	Faciliter l'accès à l'eau potable	Microprojet de construction de trois puits équipés en pompe manuelle
		Mayo Sagn	112	5km	11km					
		Tchabal Bomb	88	15km	21km	01 école publique	Difficulté d'accès à l'éducation de base de qualité	Education	construire les salles de classe	Microprojet de construction et d'équipement d'un bâtiment de 02 salles de classe
1							Difficulté d'accès aux soins de santé	Santé	Création d'un centre de santé	
							Difficulté de conduire les activités agropastorales	Agriculture/ Elevage	Renforcement des capacités des producteurs/ éleveurs	
							Difficulté d'épanouissement des femmes	Genre et promotion de la femme	Construction d'un centre socio ménager	Microprojet de construction centre socio ménager
							Dégradation des terres et du couvert végétal	Ressources naturelles	Restaurer le couvert végétal des terres	Microprojet de création d'une pépinière communautaire en vue d'assurer le reboisement

20- UPP de Mayo-Djaoulé

N°	UPP		Population	Distances		Infrastructures sociales existantes	Problèmes prioritaires identifiés	Secteur	Solutions envisagées	Liste des microprojets prioritaires
	Village focal	Villages constitués de l'UPP		Par rapport au village focal	Par rapport au chef lieu de la commune					
1	Mayo-Djaoulé	Mayo-Djaoulé	222	0 Km	45 Km	-Une mosquée -Une école coranique	Difficulté d'approvisionnement en eau potable	Hydraulique	Réalisation des points d'eau	Requête de financement du microprojet de réalisation d'un puits équipé de pompe manuelle
							Faible production agricole	Agriculture	Former les OP	Requête de financement du microprojet de renforcement des capacités des Organisation des producteurs
							Difficulté de déplacement des populations et l'évacuation des produits agricoles	Transport	Aménager la piste	Requête de financement du microprojet d'aménagement de la piste Mayo-Djaoulé – Almé long de six (06) Km
							Difficulté d'épanouissement des femmes	Genre et promotion de la femme	Former les femmes	Requête de financement du microprojet de renforcement des capacités des Organisation des femmes
							Dégradation des terres et du couvert végétal	Ressources naturelles	Restaurer le couvert végétal des terres	Requête de financement du microprojet de création d'une pépinière communautaire en vue d'assurer le reboisement
							Absence d'activités de développement économique et social	Activités de développement économique et social	Promouvoir les activités de développement économique et social	Requête de financement du microprojet de renforcement des capacités des Organisation des femmes et des jeunes à l'élaboration de leurs microprojets

21- UPP de Mayo-Kaoulédji

UPP		Population	Distances		Infrastructures sociales existantes	Problèmes prioritaires identifiés	Secteur	Solutions envisagées	Liste des microprojets prioritaires			
Village focal	Villages constitutifs de l'UPP		Par rapport au village focal	Par rapport au chef lieu de la commune								
Mayo-Kaoulédji	Mayo-Kaoulédji	520	0 Km	15 Km	-Une mosquée -Une école publique -Un marché -Un stade de football	Difficultés d'accès à l'eau potable	Hydraulique	Réalisation des points d'eau	Requête de financement du microprojet de réalisation d'un forage			
						Difficultés d'accès à l'enseignement de qualité	Education	Construire et équiper des salles de classe	Requête de financement du microprojet de construction et d'équipement d'un bâtiment de deux salles de classe			
								Recruter au moins 5 enseignants qualifiés	Requête de financement du microprojet de recrutement d'enseignants qualifiés			
								Acquérir le matériel didactique	Requête de financement du microprojet d'acquisition d'un matériel didactique			
						Difficultés d'accès aux soins de santé de qualité	Santé	Créer un centre de santé	Requête de financement du microprojet de création d'un CSI			
								Construire et équiper un centre de santé	Requête de financement du microprojet de construction et d'équipement d'un CSI			
								Affecter du personnel soignant	Requête de financement du microprojet de recrutement d'un personnel médical			
					Difficultés de déplacement	Transport	Aménager la piste	Requête de financement du microprojet d'aménagement de la piste Mayo-Kaoulédji /Mayo-Baléo long de 15 Km				
Mayo-Kaoulédji	Mayo-Kaoulédji	350	0 Km	15 Km					Difficultés à conduire les activités agricoles	Agriculture	Former les OP	Requête de financement du microprojet de formation des agriculteurs

UPP		Population	Distances		Infrastructures sociales existantes	Problèmes prioritaires identifiés	Secteur	Solutions envisagées	Liste des microprojets prioritaires
Village focal	Villages constitutifs de l'UPP		Par rapport au village focal	Par rapport au chef lieu de la commune					
						Difficultés d'épanouissement des femmes	Genre et promotion de la femme	Former les femmes	Requête de financement du microprojet de renforcement des capacités des Organisation des femmes
						Dégradation des terres et du couvert végétal	Ressources naturelles	Restaurer le couvert végétal des terres	Requête de financement du microprojet de création d'une pépinière communautaire en vue d'assurer le reboisement
						Précarité des infrastructures sportives	Sports/Loisirs	Aménager les aires de jeux	Requête de financement du microprojet d'aménagement des aires de jeux
						Précarité des infrastructures marchandes	Activités de développement économiques et sociales	Construire un marché	Requête de financement du microprojet de construction d'un marché
						Difficultés à conduire les activités pastorales	Elevage/Pêche		
						Difficultés d'éclairage	Electrification rurale		

22- UPP de Ngnibango

UPP		Population	Distances		Infrastructures sociales existantes	Problèmes prioritaires identifiés	Secteur	Solutions envisagées	Liste des microprojets prioritaires	
Village focal	Villages constitués de l'UPP		Par rapport au village focal	Par rapport au chef lieu de la commune						
Ngnibango	Ngnibango	530	0 Km	45 Km		Difficulté d'accès à l'éducation de base de qualité	Education	Construire un bâtiment de deux salles de classes	Requête de financement du microprojet de construction d'un bâtiment de deux salles de classes	
	Ardo Sinmouré		3Km	44 Km		Difficulté d'approvisionnement en eau potable	Hydraulique	Réalisation des points d'eau	Requête de financement du microprojet de réalisation deux puits modernes	
	Daa-Sirti		2 Km	47 Km		Faible production agricole	Agriculture	Former les producteurs	Requête de financement du microprojet de renforcement des capacités des producteurs	
	Dengourti		3 Km	44 Km		Difficulté d'épanouissement des femmes	Genre et promotion de la femme	Renforcer les capacités de des femmes	Requête de financement du microprojet de renforcement des capacités de la femme	
							Difficulté d'accès aux soins de santé de qualité	santé		
							Dégradation des terres et du couvert végétal	Ressources naturelles	Restaurer le couvert végétal des terres	Requête de financement du microprojet de création d'une pépinière communautaire en vue d'assurer le reboisement

23- UPP Pawati

UPP		Population	Distances		Infrastructures sociales existantes	Problèmes prioritaires identifiés	Secteur	Solutions envisagées	Liste des microprojets prioritaires
Villages constitutifs de l'UPP	Par rapport au village focal		Par rapport au chef lieu de la commune						
Pawati	Pawati	374	0 Km	15 Km	-Ecole publique -1 puits -2 moulins -1 mosquée	Difficulté d'accès à l'éducation de base de qualité	Education	- Construction des salles de classe -Equipement en tables bancs et matériel didactique - Recrutement des enseignants qualifiés - Ouverture d'une bibliothèque	Requête de financement du microprojet de construction et d'équipement d'un bâtiment de 02 salles de classe et un bloc de latrines
						Difficulté d'accès aux soins de santé de qualité	Santé	- Créer et construire un centre de santé - Approvisionner la boîte à pharmacie scolaire en médicaments essentiels	
						Difficulté d'approvisionnement en eau potable	Hydraulique	- Augmentation du nombre de points d'eau potable -Mise en place d'un comité de gestion du forage existant	Requête de financement du microprojet de réalisation d'un forage
						Difficultés de déplacement des populations et des produits agricoles	Transport	Réfectionner et entretenir les pistes et les routes	
						Difficultés d'éclairage des populations	Electrification rurale	Réaliser l'électrification rurale	
						Faible production agricole	Agriculture	- Renforcement des capacités des producteurs	Requête de financement du microprojet de renforcement des capacités des

UPP		Population	Distances		Infrastructures sociales existantes	Problèmes prioritaires identifiés	Secteur	Solutions envisagées	Liste des microprojets prioritaires
	Villages constitutifs de l'UPP		Par rapport au village focal	Par rapport au chef lieu de la commune					
									organisations des Producteurs
						Faible production pastorale	Elevage	Renforcement des capacités des éleveurs	
						Précarité des infrastructures marchandes	Activités du développement économiques et sociales	- Construction d'un marché	
						Dégradation des terres et du couvert végétal	Ressources naturelles	- Reboisement - Promotion de la culture fourragère - Renforcement des capacités des populations	Requête de financement du microprojet de création d'une pépinière communautaire en vue d'assurer le reboisement
						Difficulté d'épanouissement des femmes	Genre et promotion de la femme	- Achèvement de la maison de la femme - Renforcement des capacités des femmes	
						Précarité des infrastructures sportives	Sports et loisirs	- Aménagement des infrastructures sportives adéquates	

24- UPP de Salassa

UPP		Population	Distances		Infrastructures sociales existantes	Problèmes prioritaires identifiés	Secteur	Solutions envisagées	Liste des microprojets prioritaires		
Village focal	Villages constitutifs de l'UPP		Par rapport au village focal	Par rapport au chef lieu de la commune							
Salassa	Salassa	282	0 Km	6 Km	03 Puits à ciel ouvert 01 Ecole Publique	Difficulté d'approvisionnement en eau potable	Hydraulique	Réalisation des points d'eau	Requête de financement du microprojet de réalisation de deux forages		
	Ngouvalti		1 Km	9Km		Difficulté d'accès à l'éducation de base de qualité	Education	construire les salles de classe	Requête de financement du microprojet de construction et d'équipement d'un bâtiment de deux salles de classe et d'un bloc de latrines		
						Faible production agricole	Agriculture	Renforcer la capacité des producteurs	Requête de financement du microprojet de construction d'un magasin de stockage de Salassa		
								Construire un magasin de stockage	Requête de financement du microprojet de renforcement des capacités des Organisations des Producteurs		
								Difficulté d'accès aux soins de santé de qualité	Santé	Créer et construire un centre de santé	
								Difficulté d'épanouissement des femmes	Genre et promotion de la femme	Achever les travaux de construction et d'équipement de la maison de la femme	Requête de financement du microprojet de renforcement des capacités des femmes Requête de financement du microprojet des travaux de construction de la maison de la femme
								Dégradation des terres et du couvert végétal	Ressources naturelles	Restaurer le couvert végétal des terres	Requête de financement du microprojet de création d'une pépinière communautaire en vue d'assurer le reboisement
						Difficultés de déplacement	transport	Aménager les infrastructures routières			
						Difficulté de conduire les activités pastorales	Elevage	Renforcer les capacités techniques des éleveurs			

25- UPP de Salmana

N°	UPP		Population	Distances		Infrastructures sociales existantes	Problèmes prioritaires identifiés	Secteur	Solutions envisagées	Liste des microprojets prioritaires
	Village focal	Villages constitutifs de l'UPP		Par rapport au village focal	Par rapport au chef lieu de la commune					
1	Salmana	Salmana	142	0 Km	50 Km	01 Ecole des Parents à cycle incomplet	Difficulté d'accès à l'éducation de base de qualité	Education	Créer une Ecole Primaire	Requête de financement du microprojet de création d'une école primaire
		Guereng	95	3 Km	47 Km				Construire et d'équiper quatre (04) bâtiments de 02 salles de classe chacun	Requête de financement du microprojet de construction et d'équipement de deux bâtiments de 02 salles de classe chacun
		Gourwati	123	1 Km	51 Km				Affecter au moins huit enseignants qualifiés	Requête de financement du microprojet d'affectation d'au moins huit enseignants qualifiés
		Sambo	24	2 Km	52 Km	03 Moulins	Difficulté d'accès aux soins de santé de qualité	Santé	Créer un CSI	Requête de financement du microprojet de création d'un CSI
									Construire et équiper un centre de santé	Requête de financement du microprojet de construction et d'équipement d'un CSI
							Affecter un personnel médical	Requête de financement du microprojet d'affectation d'un personnel médical		
							Difficulté d'approvisionnement en eau potable	Hydraulique	Réaliser deux forages	Requête de financement du microprojet de réalisation deux forages

N°	UPP		Population	Distances		Infrastructures sociales existantes	Problèmes prioritaires identifiés	Secteur	Solutions envisagées	Liste des microprojets prioritaires
	Village focal	Villages constitutifs de l'UPP		Par rapport au village focal	Par rapport au chef lieu de la commune					
							Difficultés de déplacements	Transport	Aménager les pistes rurales	Requête de financement du microprojet d'aménagement des pistes rurales
							Faible production agricole	Agriculture	Renforcer les capacités des Organisation des producteurs	Requête de financement du microprojet de renforcement des capacités des Organisation des producteurs
							Difficultés à conduire les activités agropastorales	Elevage/Pêche	Renforcer les capacités des éleveurs	Requête de financement du microprojet de renforcement des capacités des éleveurs
							Précarité des structures marchandes et sociales	Activités du développement économique et social	Construire et équiper une salle de réunion	Requête de financement du microprojet de construction et d'équipement d'une salle de réunion

26- UPP de Samlecti

N°	UPP		Population	Distances		Infrastructures sociales existantes	Problèmes prioritaires identifiés	Secteur	Solutions envisagées	Liste des microprojets prioritaires
	Village focal	Villages constitués de l'UPP		Par rapport au village focal	Par rapport au chef lieu de la commune					
	Samlecti	Samlecti	237	0 Km	42Km	01 Ecole Publique	Difficultés d'accès à l'enseignement de qualité	Education	Equiper et acquérir le matériel didactique	Requête de financement du microprojet d'équipement et d'acquisition de matériel didactique
									Recruter quatre (04) enseignants qualifiés	Requête de financement du microprojet de recrutement de quatre (04) enseignants qualifiés
	Samlecti	Dilwati	76	10 Km	50 Km	01 forage non fonctionnel	Difficultés à conduire les activités agricoles	Agriculture	Former les OP	Requête de financement du microprojet de formation des agriculteurs
						02Puits à ciel ouvert	Difficultés d'accès aux soins de santé de qualité	Santé	Créer un centre de santé	Requête de financement du microprojet de création d'un centre de santé
						4 points de ventes (boutiques)	Difficultés d'accès à l'eau potable	Hydraulique	Réaliser des points d'eau	Requête de financement du microprojet de réalisation de deux puits modernes
									Réfectionner le forage en panne	Requête de financement du microprojet de réfection d'un forage à Samlecti
						03 moulins	Difficultés d'épanouissement des femmes	Genre et promotion de la femme	Acquérir une unité de transformation des céréales	Requête de financement du microprojet d'acquisition d'une unité de transformation des céréales
									Acquérir deux machines à coudre	Requête de financement du microprojet d'acquisition de deux machines à coudre
					Précarité des infrastructures sportives	Sports/Loisirs	Aménager les aires de jeux	Requête de financement du microprojet d'aménagement des aires de jeux		
					01 Ecole Publique	Difficultés à conduire les activités pastorales	Elevage	Former les éleveurs	Requête de financement du microprojet de formation des éleveurs	

N°	UPP		Population	Distances		Infrastructures sociales existantes	Problèmes prioritaires identifiés	Secteur	Solutions envisagées	Liste des microprojets prioritaires
	Village focal	Villages constitutifs de l'UPP		Par rapport au village focal	Par rapport au chef lieu de la commune					
						03 moulins	Difficultés d'éclairage	Electrification rurale		
						01 forage non fonctionnel	Dégradation des terres et du couvert végétal	Ressources naturelles	Restaurer le couvert végétal des terres	
						02Puits à ciel ouvert	Difficultés de déplacement	Transport	Aménager la route	
						4 points de ventes (boutiques)	Absence de marché local chômage	Activités du développement économique et social	Construire les infrastructures marchandes	

27- UPP de Sarki-Mata

UPP		Population	Distances		Infrastructures sociales existantes	Problèmes prioritaires identifiés	Secteur	Solutions envisagées	Liste des microprojets prioritaires
Village satellite	Villages constitutifs de l'UPP		Par rapport au village focal	Par rapport au chef lieu de la commune					
Sarki-Mata	Sarki-Mata	481	0 Km	18 Km	-Ecole publique	Difficulté d'accès à l'enseignement de qualité	Education	- Construction des salles de classe -Equipement en tables bancs et matériel didactique - Recrutement des enseignants qualifiés	Requête de financement du microprojet de construction et d'équipement d'un bâtiment de 02 salles de classe et un bloc de latrines
					-1 mosquée	Difficulté d'accès aux soins de santé de qualité	Santé	- Créer et construire un centre de santé	
					-1 moulin	Difficulté d'accès en eau potable	Hydraulique	- Augmentation du nombre de points d'eau potable -Mise en place d'un comité de gestion du forage existant	Requête de financement du microprojet de réalisation d'un forage
						Difficultés de déplacement des populations et des produits agricoles	Transport	Réfectionner et entretenir les pistes et les routes	
						Difficultés d'éclairage des populations	Electrification rurale	Réaliser l'électrification rurale	
						Difficultés à conduire les activités agricoles	Agriculture	- Renforcement des capacités des producteurs	Requête de financement du microprojet de renforcement des capacités des organisations des Producteurs

UPP		Population	Distances		Infrastructures sociales existantes	Problèmes prioritaires identifiés	Secteur	Solutions envisagées	Liste des microprojets prioritaires
Village satellite	Villages constitués de l'UPP		Par rapport au village focal	Par rapport au chef lieu de la commune					
						Difficultés à conduire les activités pastorales	Elevage	Renforcement des capacités des éleveurs	
						Absence de marché	Activités du développement économiques et sociales	- Construction d'un marché	
						Dégradation des terres et du couvert végétal	Ressources naturelles	- Reboisement - Promotion de la culture fourragère - Renforcement des capacités des populations	Requête de financement du microprojet de création d'une pépinière communautaire en vue d'assurer le reboisement
						Difficulté d'épanouissement des femmes	Genre et promotion de la femme	- Achèvement de la maison de la femme - Renforcement des capacités des femmes	
						Précarité des infrastructures sportives	Sports et loisirs	- Aménagement des infrastructures sportives adéquates	

28- UPP de Toulwatoungti

UPP		Population	Distances		Infrastructures sociales existantes	Problèmes prioritaires identifiés	Secteur	Solutions envisagées	Liste des microprojets prioritaires	
Village focal	Villages constitués de l'UPP		Par rapport au village focal	Par rapport au chef lieu de la commune						
Toulwatoungti	Toulwatoungti	412	0 Km	49 Km	Ecole privée protestante	Difficulté d'approvisionnement en eau potable	Hydraulique	Réfectionner les salles de classe Réalisation des points d'eau	Requête de financement du microprojet de réalisation trois forages	
	Mabor		4 Km	53 Km	Eglise protestante	Faible production agricole	Agriculture	Former les OP	Requête de financement du microprojet de renforcement des capacités des Organisation des producteurs	
	Zanlecti		7 Km	56 Km		Difficulté d'accès aux soins de santé de qualité	Santé	Approvisionner le centre en médicaments		
	Mayo-Djingi		5 Km	54Km		Difficulté d'épanouissement des femmes	Genre et promotion de la femme	Acquérir des machines à coudre et un moulin à moudre	Requête de financement du microprojet d'acquisition d'une unité de transformation des céréales	
							Difficulté d'accès à l'éducation de base de qualité	Education	Construire et équiper 01 bâtiment de 02 salles de classes	Requête de financement du microprojet de construction et d'équipement d'un bâtiment de deux salles de classe
							Difficulté de déplacement	Transport	Aménager la piste principale	
							Dégradation des terres et du couvert végétal	Ressources naturelles	Restaurer le couvert végétal des terres	Requête de financement du microprojet de création d'une pépinière communautaire en vue d'assurer le reboisement
					Précarité des structures marchandes	Activités du développement économique et social	Construire un hangar d'exposition des marchandes			

29 UPP de Tongo-Sarkiyayi

Village focal	UPP		Population	Distances		Infrastructures sociales existantes	Problèmes prioritaires identifiés	Secteur	Solutions envisagées	Liste des microprojets prioritaires
	Villages constitutifs de l'UPP			Par rapport au village focal	Par rapport au chef lieu de la commune					
Tongo-Sarkiyayi	Tongo-Sarkiyayi	276	0 Km	15 Km	<ul style="list-style-type: none"> -Une mosquée -Une école publique -un marché -Un stade de football 	Difficulté d'approvisionnement en eau potable	Hydraulique	Réalisation des points d'eau	Requête de financement du microprojet de réalisation d'un forage	
						Difficulté d'accès à l'éducation de base de qualité	Education	Construire et équiper des salles de classe	Requête de financement du microprojet de construction et d'équipement d'un bâtiment de deux salles de classe	
						Difficulté de déplacement des populations et l'évacuation des produits agricoles	Transport	Aménager la piste	Requête de financement du microprojet d'étude de faisabilité de la construction de la piste Tongo-Sarkiyayi /Mayo-Baléo long de 15 Km	
						Faible production agricole	Agriculture	Former les OP	Requête de financement du microprojet de renforcement des capacités des Organisation des producteurs	
						Difficulté d'épanouissement des femmes	Genre et promotion de la femme	Former les femmes	Requête de financement du microprojet de renforcement des capacités des Organisation des femmes	
						Dégradation des terres et du couvert végétal	Ressources naturelles	Restaurer le couvert végétal des terres	Requête de financement du microprojet de création d'une pépinière communautaire en vue d'assurer le reboisement	

30- UPP Vogti

N°	UPP		Population	Distances		Infrastructures sociales existantes	Problèmes prioritaires identifiés	Secteur	Solutions envisagées	Liste des microprojets prioritaires
	Village focal	Villages constitués de l'UPP		Par rapport au village focal	Par rapport au chef lieu de la commune					
1	VOGTI	VOGTI, Kourwati et Kougoumti	1670		51 Km		Difficulté d'accès à l'eau potable	Hydraulique	Faciliter l'accès à l'eau potable	Microprojet de construction de trois puits équipés en pompe manuelle
						01 école publique	Difficulté d'accès à l'éducation de base de qualité	Education	construire les salles de classe	Requête de financement du microprojet de construction et d'équipement d'un bâtiment de 02 salles de classe
							Difficulté d'accès aux soins de santé	Santé	Création d'un centre de santé	
							Difficulté de conduire les activités agropastorales	Agriculture / Elevage	Renforcement des capacités des producteurs/ éleveurs	
							Difficulté d'épanouissement des femmes	Genre et promotion de la femme	Construction d'un centre socio ménager	Requête de financement du microprojet de construction centre socio ménager
							Dégradation des terres et du couvert végétal	Ressources naturelles	Restaurer le couvert végétal des terres	Requête de financement du microprojet de création d'une pépinière communautaire en vue d'assurer le reboisement

COMMUNE ENTANT QU'ESPACE

Chapitre 1 : Le cadre géographique de la commune

I. Description du milieu physique

1.1-Localisation de la Commune – Carte de localisation de la commune

La commune de Mayo-Baléo est située dans le département du Faro et Déo, région de l'Adamaoua³. Elle est comprise entre les 12°-12°32'E et les 7°15'-7°38'N, d'orientation SW-NE. Elle est limitée au nord par le parc national du Faro et la commune de Kontcha, à l'est et au sud par la commune de Tignère, à l'ouest par le Nigeria.

La description du milieu physique qui est faite ci-dessous est extraite d'un article de Boutrais J. publié dans *Cahier ORSTOM, série Sciences Humaine, Vol XV, n° 2 (1978)*.

Bien qu'appartenant administrativement à l'actuelle région⁴ de l'Adamaoua, la plaine Koutine fait partie, du point de vue géographique, du bassin de la Bénoué (figure 1). Malgré les efforts en matière d'aménagement des voies de communication, son isolément tient en grande partie d'un relief très accidenté.

Mayo-Baléo, un espace fortement isolé

La commune de Mayo-Baléo s'étend sur une unité géographique plus connue sous l'appellation de plaine Koutine. Cette plaine fait partie de l'une de ces unités de relief qui forment le rebord septentrional de l'Adamaoua camerounais (plaines de Mayo-Baléoré et de la Vina à l'est, plaine Dourou au centre, plaine Koutine à l'ouest). Après Tignère, situé sur le rebord du plateau de l'Adamaoua, une nouvelle piste dévale la falaise sur 500 mètres environ de dénivellation vers la plaine Koutine. C'est une dépression vallonnée de 50 km de large sur 70 de long, s'ouvrant progressivement vers le nord. L'altitude atteint 800 mètres au pied de la falaise et s'abaisse vers le nord.

La plaine est accidentée par une série de hauteurs. Une grande chaîne nord-sud isole presque complètement le bassin de Dodéo de la plaine Koutine proprement dite. D'autre part, le massif Guen Fa Labo, qui surplombe la plaine et qui a joué un rôle fondamental dans l'histoire du peuple Péré, ferme les horizons de la cuvette au pied de la falaise. Au-delà par contre, la plaine s'ouvre sur les immenses horizons monotones de la Bénoué.

A l'est et à l'ouest, deux autres chaînes montagneuses de directions méridiennes complètent le cirque des hauteurs qui encadrent la plaine. On conçoit donc que le relief

³ Nous adoptons dans PDC, la nouvelle dénomination de région conformément au décret présidentiel N°2008/376 du 12 novembre 2008 portant réorganisation administrative du Cameroun.

⁴ L'Adamaoua avait jusqu'en 1983, le statut de département, et dépendait de l'ancienne province du Nord constituée de trois départements dont la Bénoué et l'Extrême-Nord. L'affectation du statut de région ci-dessus répond donc simplement à un souci de contextualisation de notre part, puisque l'auteur de l'article parle de département.

engagerait la plaine Koutine à vivre en contact avec les pays de la Bénoué situés plus au nord. Mais la frontière avec le Nigeria d'une part, l'immense réserve du Faro d'autre part, l'isolent des autres régions de la Bénoué avec lesquelles les relations sont pratiquement inexistantes. L'isolement de la plaine Koutine serait donc presque total n'eut été son ouverture sur Tignère par la falaise.

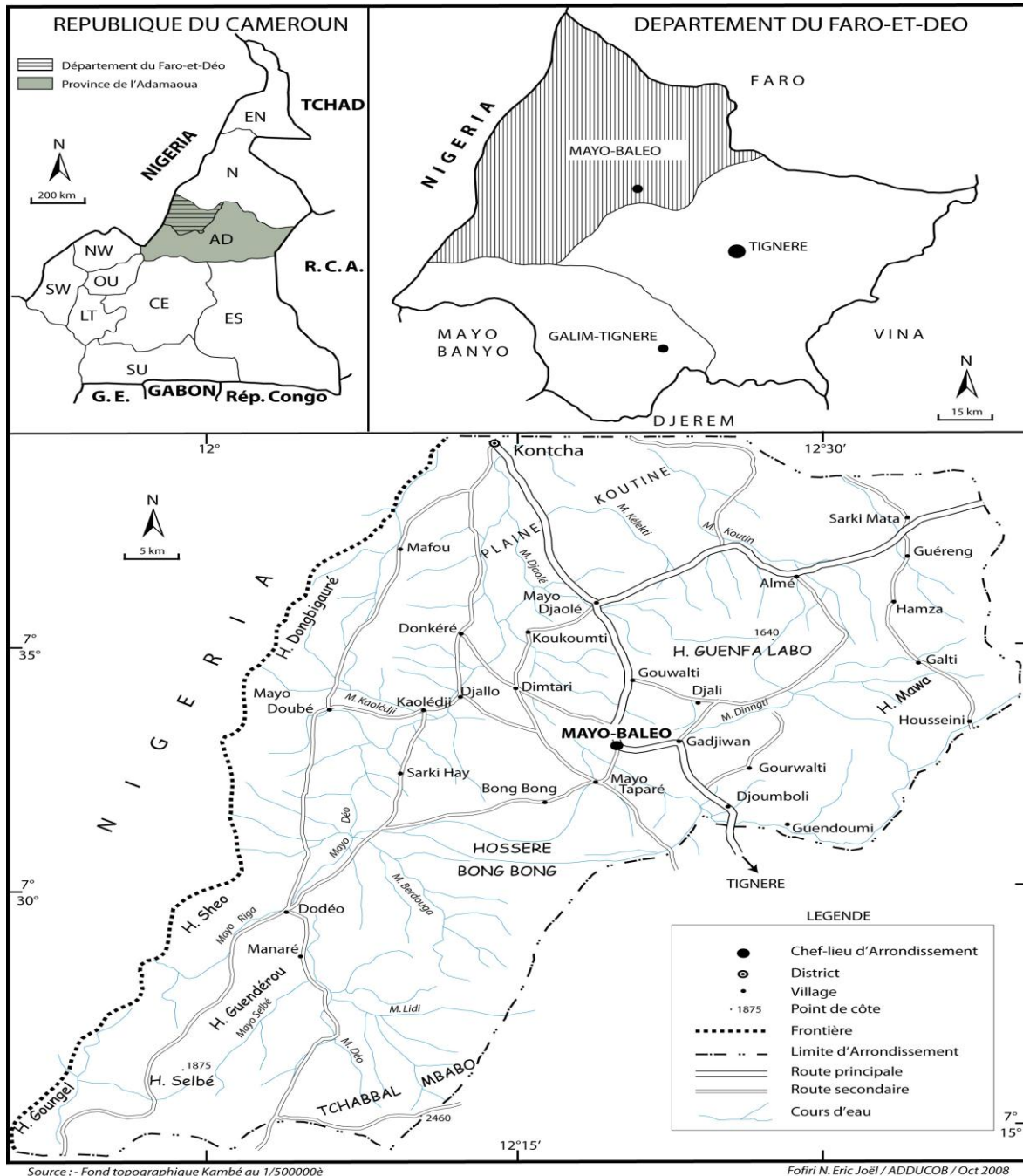


Figure 1 : La commune de Mayo-Baléo dans le département du Faro-et-Déo

1.2- Les contraintes morfo-pédologiques de la plaine Koutine : relief et orographie

Le soubassement de la plaine est formé par le socle ancien qui comprend des granites et gneiss. Le volcanisme est représenté sur les reliefs de bordure par de vastes coulées horizontales de basaltes se traduisant dans la topographie par le relief tabulaire de « » (Mbabo, Tchabbal Mbana, Tchabbal Gandaba), montagne pastorale aux horizons doucement ondulés. Le volcanisme a accompagné des mouvements tectoniques très importants qui ont cassé le socle et l'ont basculé vers le sud. L'ampleur de la dénivellation de la falaise résulte de ce mouvement de bascule. Les limites plaine-plateau et plaine- sont escarpées et subverticales, clairement visibles lorsque l'on se trouve sur la falaise de Tignère (photo 1).



Photo 1 : La plaine Péré

1.3.-Sols

L'érosion sur un relief aussi énergétique que celui qui surplombe la plaine Koutine a fini par accumuler de grandes quantités de dépôts dans les zones effondrées. Le long du mayo Déo, les sols sont argileux mais présentent une bonne structure et sont riches en matière organique. De même, les sols alluviaux près de Gadjiwan sont des sols de bonne qualité formés sur des débris de matériaux volcaniques. Il n'est donc pas étonnant que la commune de Mayo-Baléo soit aujourd'hui le grenier du département du Faro et Déo. Cependant, au fur et à mesure que l'on s'éloigne vers le nord (zone de Kontcha), les sols sont plus sableux et plus pauvres en matière organique. Les bons sols agricoles sont étroitement limités à la frange des terrasses alluviales récentes en bordure des rivières. Partout ailleurs, on ne rencontre que des surfaces cuirassées ou des sols sableux minces entraînés par l'érosion dès qu'on les déboise pour leur mise en culture. Cette fragilité des sols à l'érosion est le fait le plus important à retenir quant à leurs potentialités agricoles, car l'économie régionale en dépend presque essentiellement. On pourrait doré et déjà formulées des recommandations dans le sens de la conservation des sols dans la plaine.

On rencontre globalement trois types de sols Mayo-Baléo :

- Les sols ferrallitiques qui sont les plus dominants moins propices à l'agriculture ;
- Les sols argilo sablonneux dans la plaine qui sont très propices à l'agriculture, mais limités aux bordures des cours d'eau ;
- Les sols argilo-limoneux dans les bas-fonds.

1.4-Climat

Le climat est de type soudanien avec deux saisons: une saison des pluies qui dure six à sept mois s'étalant d'avril-mai à octobre-novembre selon le cas, et une saison sèche couvrant le reste de la période. Les précipitations annuelles oscillent entre les 1300mm et 1500mm avec des maxima en Août et octobre (tableau 1), ce qui est un élément favorable à la vie agricole. Les températures moyennes se situent entre 35°C à l'ombre en saison sèche et 25°C en saison des pluies.

Tableau 3 : Relevés pluviométriques pour la campagne 2007

Mois	Hauteur des pluies (mm)	Nombre de jours de pluie
Janvier	0	0
Février	0	0
Mars	0	0
Avril	47,1	5
Mai	190,7	14
Juin	113,5	11
Juillet	217,3	16
Août	275,1	19
Septembre	200,9	19
Octobre	215,17	20
Novembre	1,70	1
Décembre	0	0
Total	1261,3	105

Source: DAADER de Mayo-Baléo

Dans l'ensemble, les précipitations sont mensuellement assez bien réparties pour permettre de bonnes levées des plantes et une meilleure maturation des cultures.

1.5-Hydrographie

Le territoire de Mayo-Baléo présente un réseau hydrographique très important. Les principaux cours d'eau de la région sont :

- ✓ Le Mayo Déo -Mayo-Alti
- ✓ Le Mayo-Nolti -Mayo-Djournvoli
- ✓ Le Mayo Kaoulédji -Mayo-Volecti
- ✓ Le Mayo Djaoulé -Mayo-Diilecti
- ✓ Le Mayo Kélekti -Mayo-Boggou
- ✓ Le Mayo Koutin -Mayo-Woulti

- ✓ Le Mayo Dinngti -Mayo-Djamtari
- ✓ Le Mayo- Taoula -Mayo-Laatalpaï

Ces cours d'eau permettent aux populations non seulement de s'approvisionner en eau domestique mais aussi joue un rôle important dans l'abreuvement des animaux en saison sèche.

1.6-Végétation

La végétation actuelle de la plaine Koutine n'est qu'un compromis entre le climax forestier et l'action de l'homme. La plupart des espèces caractéristiques de la plaine, en particulier *Anogeissus leiocarpus*, *Monotes kerstingii*, *Uapaca logoensis*, *Isobertina doka*, ne subsistent plus qu'en position résiduelle dans les zones accidentées rarement mises à feu et peu revendiquées par les cultivateurs. Ces espèces qui formaient autrefois une grande partie des forêts sèches de la plaine, résistent mal aux feux de brousse (Boutrais, Op ; Cit.).

L'action de l'homme se traduit par deux paysages végétaux différents en zone soudanienne, selon qu'il s'agit d'éleveurs ou d'agriculteurs. Les éleveurs mettent le feu à la végétation pour obtenir une repousse d'herbe tendre en milieu ou en fin de saison sèche. Les cultivateurs ne se contentent pas d'attaquer les forêts claires d'interfluve. Le plus souvent, ils préfèrent cultiver sur les sols alluviaux, plus riches que les sols lessivés d'interfluve et convenant seuls à la culture du maïs. Pour cela, ils détruisent de façon systématique les galeries forestières denses. Le couvert post-cultural comprend des graminées dominées par *Hyparrhenia* sur les sols colluviaux des hautes et moyennes terrasses et par *Pennisetum purpureum* (sisongo) sur les franges de basses terres alluviales toujours humides. La durée des jachères n'est pas suffisante pour permettre une reprise du couvert arboré.

Au total, les espèces ligneuses principales sont :

- *Isobertina doka*,
- *Monotes kerstingii*,
- *Anogeissus leiocarpus*,
- *Isobertina doka*,
- *Khaya senegalensis*,
- *Pygeum africana*,
- *Azizelia africana*,
- *Daniela oliveri*,
- *Hymenocardia acida*,
- *Lophira lanceolata*,
- *Terminalia macroptera*,
- *Acacia spp.*

Le tapis herbacé est composé de :

- *Hyparrhenia spp*,
- *Aristida kertingii*,
- *Landetia flavida* et des
- *Andropogons spp*.
- *Ficus*
- *Tamarindus indica*

Les savanes arbustives rencontrées autour des villages constituent les formes de dégradation anthropiques de ces espèces végétales. Les espèces dominantes sont : Le *Combretum glutinosum*, *Terminalia spp*, *Combretum nigricans*, *Daniella oliveri*.

1.7-Faune

La faune de la commune de Mayo-Baléo peut être classée en trois classes selon les niveaux de protection prévus par la nomenclature du Ministère des Forêts et Faunes :

- *les animaux de première classe*

Le lion

La panthère

Le serpent boa

- *les animaux de deuxième classe*

Le buffle

L'antilope

Le cynocéphale

- *les animaux de troisième classe*

La gazelle ;

La pintade ;

La perdrix

Le phacochère

Dans l'ensemble, la faune est assez variée et fait l'objet d'une intense activité de braconnage. Cette situation est causée par un certain nombre de difficultés à réglementer l'activité de chasse, du fait d'un manque de compréhension de la part des populations autochtones et surtout nigérianes identifiées comme principaux acteurs. Le poste forestier de l'arrondissement de Mayo-Baléo qui ne compte qu'un seul agent, le Chef de Poste, connaît de nombreuses difficultés fonctionnelles :

- un manque criard de personnel ;
- le manque de moyens logistiques pour les déplacements sur le terrain ;
- l'absence d'infrastructures : le poste ne dispose pas de locaux propres.

II. Description du milieu humain

2.1. La population dans la commune

La population de la commune de Mayo-Baléo est estimée à 22 000 habitants (RGPH, 1987 ; Estimation 2007).

2.1.1-Densité, répartition de la population et ménages agricoles

La population se localise notamment le long des principaux axes routiers (Mayo-Baléo – Sarki Mata ; Mayo-Baléo – Tongo Sarkiyayi ; Mayo-Baléo – Gourwalti, Mayo-Baléo-Djournvoli, Mayo-Baléo-Toulwatoungti et Mayo-Baléo-Pawati). On assiste tout de même à une forte concentration humaine dans le canton de Almé situé au Nord-Est de la commune, et qui regroupe une vingtaine de villages. Le centre urbain de la commune abrite environ 5 000 habitants, soit 23% de la population. Dans l'ensemble les densités sont faibles (moins de 10 hab./km²), ce qui d'un point de vue agricole, témoigne d'une grande disponibilité en facteur terre. Près de 97% des ménages vivent de l'agriculture, qui représente à cet effet la principale source de revenus monétaires.

2.1.2-Caractéristiques sociales de la population

La structuration de la population est à l'image de celle de l'ensemble du pays. Les femmes représentent près de 53%. C'est une population assez jeune (plus de 40%), malgré le faible niveau d'instruction qui la caractérise. Outre les difficultés structurelles et fonctionnelles auquel fait face le système éducatif local comme nous le verrons plus loin, le faible niveau d'instruction des jeunes pourrait surtout s'expliquer par leur attrait pour les activités génératrices de revenus (mototaxi, échanges commerciaux avec le Nigeria). Cette jeunesse constitue également un important facteur de la migration, contribuant ainsi à vider les campagnes de leurs mains-d'œuvre agricoles les plus valides.

2.1.3-Répartition ethnique de la Commune

Les Péré, groupe ethnique autochtone représentent 95% de la population de la commune. Ils partagent le territoire avec les Foulbé (2%), les Gbaya (1%), les Nem-Nem (moins de 1%) et quelques groupes ethniques du pays constitués par le personnel des services déconcentrés de l'Etat et des organismes de développement d'une part, et des ressortissants du Nigeria d'autre part.

2.1.4-Caractéristiques des tribus autochtones

L'historiographie du peuple Péré témoigne de son sens d'hospitalité, de partage et surtout de son extrême passivité. Comprendre ces caractéristiques fondamentales impose de remonter bien loin dans l'histoire.

Les recherches n'ont pas encore permis à ce jour de déterminer l'origine et la signification du nom « Péré ». Son utilisation ces dernières années s'inscrit dans le cadre d'un rejet de l'appellation péjorative « Koutine » par les Foulbé de Kontcha. En effet, les Péré ont longtemps traîné avec eux l'appellation de « Koutine », terme qui veut dire « chien » en Foulfouldé. Tout partirait du fait que les Foulbé installés à Boudel avaient constaté que les Potopo, peuples frères des Péré, mangeaient la viande des animaux non rituellement égorgés. Ils les assimilèrent très vite aux chiens qui, selon eux, étaient capables de poser pareils actes. Et chaque fois que l'une de leurs bêtes venaient à mourir, ils disaient aux enfants « *n'djehe n'dokke koutine* », c'est-à-dire « allez donner aux chiens ». C'est ainsi que peu à peu le terme désigna les Potopo de Kontcha et leurs frères Péré (Hamadjouldé D., 1998 ; Pasteur Bakari Etienne, 2008⁵). Il n'y a donc pas longtemps que l'appellation « Péré » a été reprise pour redonner de la dignité à ce peuple *esclavagisé* et humilié.

Les Péré aujourd'hui peuples de plaines viendraient de Kano au Nigeria, d'où ils gagnèrent Ukari en pays Djoukoun. C'est de là qu'ils se dispersèrent et atteignirent le Déo et la plaine koutine, habitée alors par les Nyam-Nyam (Mohammadou E., 1978 : 28). Après une cohabitation pacifique avec les Foulbé venus s'installer dans la plaine vers le XIX^e siècle, les Péré furent par la suite l'objet d'un asservissement profond par le Lamidat de Kontcha fondé en 1923. De ce fait, l'on pense que l'installation des Foulbé dans la plaine Péré au début du XIX^e siècle fut à l'origine de nombreux changements dans la région. Cependant, la conquête des Péré par les Foulbé s'est faite de manière pacifique résultant d'un compromis politique entre les deux peuples. Il s'agissait d'une entente qui obligeait les Péré à verser des redevances coutumières aux Foulbé, afin de les empêcher de leur déclarer la guerre. Ces redevances étaient basées sur la livraison des produits agricoles, d'élevage et sur les prestations de services par les Péré. L'absence de résistance pourrait également s'expliquer par le fait qu'au départ, les peuples de plaine vivaient dans des hameaux dispersés, sans organisation sociale solide (Hamadjouldé D., 1998).

C'est en 1950 que survient leur libération de la domination du Lamidat de Kontcha, considéré comme l'un des plus grands Lamidats de l'Adamaoua au XIX^e siècle, libération fortement soutenue par le Chef de la Subdivision de Tignère, Maurice Baudelaire. Et pour permettre leur plein épanouissement, le pouvoir colonial entrepris l'ouverture de la route carrossable Tignère-Kontcha à partir de 1951, permettant ainsi de désenclaver une région qui a subi les abus divers du Lamidat de Kontcha, plus tourné vers le Nigeria tant sur le plan sociopolitique qu'économique.

⁵ Entretien accordé le 11 octobre 2008 à Mayo-Baléo.

Les Péré n'ont pas pratiqué l'excision, mais plutôt la circoncision qui s'accompagnait de rites, obligeant le jeune initié à passer trois à quatre mois en brousse. La fin de ces pratiques a été favorisée par le développement de la médecine et de l'école moderne notamment.

Les recherches auraient permis d'identifier une souche de Péré du côté de Bamenda, mais les informations mobilisées à ce jour restent peu significatives pour attester d'une appartenance effective aux peuples installés dans la plaine. Ce qui traduirait une prépondérance de ce groupe à la mobilité.

2.2. Migrations

Les Péré sont historiquement un peuple mobile. Cette mobilité était surtout favorisée par la pratique du commerce. Aujourd'hui on enregistre d'importants flux vers les villes de Tignère, Ngaoundéré, Yaoundé et Douala. On enregistre très peu de mouvements en direction du Nigeria.

2.2.1-Les mouvements migratoires

Globalement on distingue deux principaux itinéraires :

- Mayo-Baléo-Tignère-Ngaoundéré-Yaoundé
- Mayo-Baléo-Kontcha-Nigeria

Les causes sont la pratique du commerce de carburant, l'exploitation des motos pour le transport voyageur, le commerce des produits manufacturés et des produits forestiers (arômes) qui rentrent dans l'agroalimentaire nigériane.

2.2.2-L'exode rural

L'exode rural est très développé dans la commune, et touche particulièrement les jeunes. Les causes sans être spécifiques à la commune portent surtout sur :

- la recherche de l'emploi ;
- la fuite des répressions suite aux vols ou à l'adultère ;
- la peur de la sorcellerie ;
- la poursuite de la formation scolaire secondaire.

III-Organisation sociale de la Commune

3.1-Organisation sociale existante

La commune de Mayo-Baléo est formée de trois cantons : Mayo-Baléo, Gadjiwan et Almé et un village autonome Samlecti. Leur formation remonterait officiellement à 1950 lors de leur libération du Lamidat de Kontcha par Baudelaire, Chef de Subdivision de Tignère lors d'une tournée dans la plaine. Suite à la difficulté des Péré de proposer un chef de canton unique, il avait été décidé de la création de trois communautés correspondant aux cantons suscités, et chaque groupement comportait un certain nombre de villages ainsi qu'il suit ;

Tableau 4 : Structuration initiale de la commune de Mayo-Baléo en Cantons (1950)

N°	Cantons/Communautés	Villages constitutifs
01	Mayo-Baléo	Mayo-Baléo
02		Mayo Dingti
03		Bekti
04		Djamtari
05		Kougoumti
06	Gadjiwan	Gadjiwan
07		Kila Jale
08		Gourwalti
09		Mayako
10		Mayo Kaoléji I
11		Mayo Jaolé
12		Mayo-Kaoleji II
13	Jongbi	
14	Almé	Almé
15		Gereng
16		Gahlti
17		Lassoumti
18		Way
19		Woulti

Source : Hamadjouldé D., 1998 :

L'asservissement des peuples de plaine ne s'est pas fait sans impact sur leur organisation sociale, à en juger par la nomenclature actuelle, calquée sur le modèle foulbé.

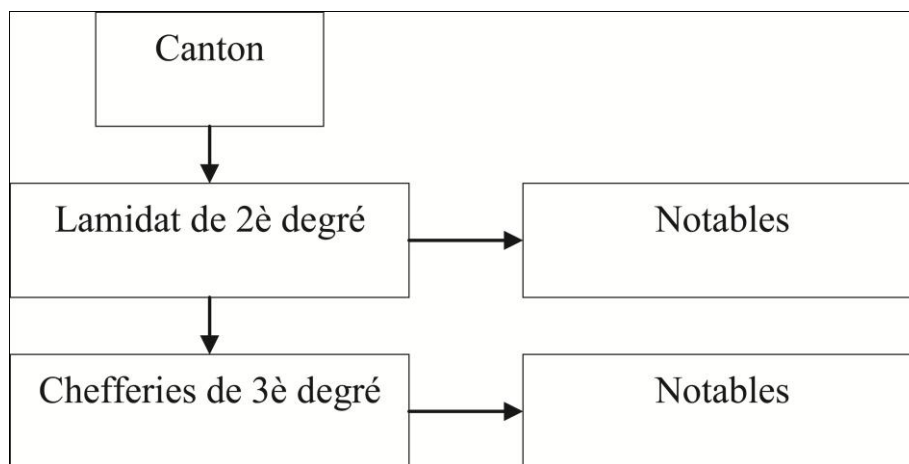


Figure 2 : Organisation sociale de la commune de Mayo-Baléo

A la tête des Cantons se trouvent les Lamibés Chef de 2^{ème} degré, assistés des notables. Chaque Lamidat est composé de plusieurs Chefferies portant à leur tête des Djaoro (*Chef de village*), Chef de 3^{ème} degré. L'organisation sociale des chefferies n'est pas identique à tous les villages ; la possibilité de nommer les notables est nombreuse et dépend des besoins ou des activités dominantes de la communauté. D'une manière générale, on retrouve les fonctions de base suivantes :

MISINDADI : Responsable des affaires intérieures ;

SARKI FADA : Responsable des relations publiques ;

DJAGABA : Chef de protocole ;

SARKI NOUMA : Responsable des activités agricoles ;

SARKI SAMARI : Responsable de la jeunesse ;

WAMBAÏ : Particulier du Djaoro ;

Certaines chefferies ont instauré les fonctions de Premier ministre ou *KAÏGAMA /Wadjiri*, celui-ci assurant la coordination générale des activités de la communauté, et d'autres celles de Responsable de chasse. On remarque étrangement dans presque toutes les communautés l'absence d'un notable chargé de la guerre, ce qui illustre le caractère à la fois pacifique et passif des Péré, et justifie l'absence de résistance à l'assujettissement des Foulbé au XIX^{ème} siècle.

Au total, chaque communauté dispose des fonctions de base lui permettant d'organiser au mieux son développement. Et malgré cette relative diversité des structures sociales, on constate une certaine homogénéité sur le plan socioculturel.

3.2-Caractéristiques sociales et culturelles

Outre la langue qui les distingue des autres groupes ethniques, les Péré se caractérisent également par leurs danses. On en dénombre une douzaine dont les plus symboliques sont :

- ✓ le *dandan* : danse pratiquée à l'occasion des manifestations festives, c'est la danse de la galanterie qui se fait avec beaucoup de souplesse. Elle se fait à l'occasion des mariages, naissances, accueils des autorités... ;
- ✓ le *Fang* : danse pratiquée lors des sacrifices et rites (circoncision, intronisation d'un Chef ou d'un notable...) ;
- ✓ le *Vang* : danse pratiquée avec une longue flûte pour célébrer la fin de la saison sèche et le début de la saison des pluies. La pluie représente dans ce contexte le signe de *renaissance* parce qu'elle permet le démarrage des activités agropastorales et par conséquent la vie ;
- ✓ le *Mivou* : danse pratiquée pour accompagner un sacrificateur dans sa dernière demeure. C'est une marque de reconnaissance de la société à celui-là qui assurait la « protection magico religieuse » de la communauté ;
- ✓ le *Néré* : danse pratiquée pour célébrer le fleurissement du mil. Il est important de rappeler que le mil a une valeur sociale très forte dans la plaine, tout comme dans l'ensemble de la zone soudano sahélienne. Il représente la base alimentaire qu'accompagne une diversité de sauces ; mais il constitue le composant de base du *bil-bil (foum)*, boisson traditionnelle alcoolisée qui rythme la vie quotidienne des populations, tant en zone rurale qu'urbaine. Le *bil-bil* participe de manière remarquable au fonctionnement et à la cohésion des *Surga*, groupes d'entraide essentiellement orientée vers les activités agricoles.

Par ailleurs, les Péré sont de très bons artisans ; le tissage des toiles a fait d'eux de grands commerçants de tissus dans la région au XIX^e siècle.

On peut en outre rappeler leur hospitalité légendaire qui, bien que ayant favorisé leur annexion par les Foulbé au XIX^e siècle, reste tout de même une caractéristique fondamentale dans l'ensemble du département du Faro-et-Déo.

Les Péré ont pratiqué la circoncision qui se faisait de manière rituelle. Le jeune garçon était appelé à quitter sa famille pour passer trois à quatre mois dans la brousse. Il s'agissait d'initier l'adolescent à la vie d'adulte.

3.3-La tenue des terres et les problèmes fonciers

*** Aspects fonciers**

Dans la pratique, la gestion de la terre est sous la double compétence des autorités traditionnelle et administratives. L'autorité traditionnelle procède à la répartition et à l'octroi des terrains aux membres de la communauté et à tout étranger qui souhaite s'installer en son sein. L'autorité traditionnelle suprême est représentée par le Lamido situé à la tête du Canton ; toutefois, les Chefs des communautés gèrent librement leur patrimoine foncier. Ces différentes autorités traditionnelles travaillent en étroite collaboration avec le sous-préfet de l'arrondissement de Mayo-Baléo, qui sur le plan législatif, est le gestionnaire légal des terres.

*** Location des terres agricoles**

Les terres agricoles ne font pas encore l'objet d'un quelconque marchandage dans la commune, que ce soit en numéraire ou en nature, en raison de leur disponibilité. Les densités brutes restent très faibles, en moyenne 6 hts/km², contre près de 35 au plan national, favorisant l'accès à la terre à toute personne qui souhaite pratiquer des activités agropastorales. Et bien que l'arrondissement soit le grenier du département du Faro-et-Déou, on est encore bien loin de la saturation foncière.

4- Les activités économiques et les acteurs de développement

Les activités économiques et les acteurs de développement dans la Commune de Mayo-Baléo sont présents, il s'agit de:

- ✓ -L'agriculture
- ✓ -L'élevage
- ✓ -Les garagistes (réparation des motos et des véhicules)
- ✓ -Le petit commerce
- ✓ -Les menuisiers
- ✓ La petite maçonnerie
- ✓ -Les restaurateurs
- ✓ -Les couturiers
- ✓ Les vidéos clubs
- ✓ -Les cabines téléphoniques (Turaya)
- ✓ -Les transporteurs par moto (moto taximan)

7. Etat des lieux du développement de la commune

7.1. Les secteurs productifs

7.1.1. Agriculture

La commune de Mayo-Baléo est le grenier agricole du département du Faro et Déo. Les spéculations principales sont : les mils/sorghos, le maïs, l'arachide et le manioc. Elle dispose d'un important potentiel foncier, facteur essentiel de la production. A ce facteur, il faut ajouter une main-d'œuvre agricole jeune et dynamique, qui bénéficie d'un important encadrement institutionnel : la délégation d'arrondissement de l'agriculture et ses différents projets et programmes techniques.

En effet, la commune compte cinq postes agricoles géographiquement répartis ainsi qu'il suit :

Tableau 5 : Postes agricoles de la commune de Mayo-Baléo

N°	Localisation	Situation du personnel
01	Samlecti	Poste vacant
02	Semti	Poste vacant
03	Gadjiwan	Poste vacant
04	Ganati	Pourvu
05	Almé	Poste vacant

Source : DAADER/Mayo-Baléo, 2008

Malgré la vacance des quatre postes agricoles, cet encadrement de proximité a permis à la commune d'acquiescer aujourd'hui le statut de bassin agricole reconnu à l'échelle régionale, lors des récents Mini Comices agropastoraux de l'Adamaoua en novembre 2007 et 2008, et comme le montrent les statistiques ci-après :

Tableau 6 : Superficies et productions des principales cultures de la commune de Mayo-Baléo (2007)

Cultures	Superficies (ha)	Production (t)	Rendement (t/ha)
Mil/sorgho	7135,31	6414,37	0,80
Maïs	1361,99	1623,72	1,19
Arachide	1116,54	1674,79	1,49
Manioc	1054,47	8931,35	8,46
Igname	78,33	1857,19	23,69
Patate douce	20,64	85,03	4,12
Banane	7,56	17,38	2,23
Total	10774,84	20603,83	

Source : DAADER/Mayo-Baléo, 2008

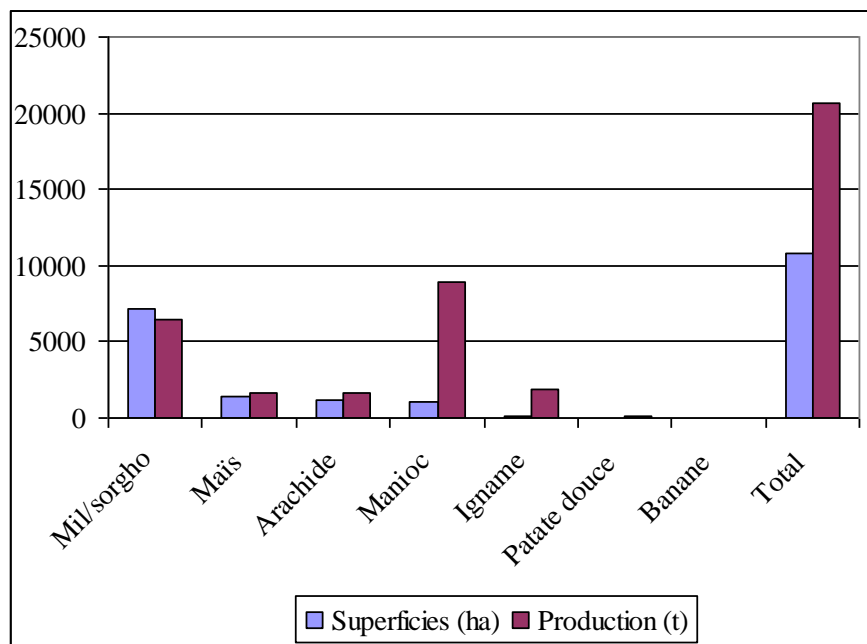


Figure 3 : Superficies et productions des principales cultures de la commune de Mayo-Baléo (2007)

Si dans l'ensemble la production est assez appréciable, des disparités subsistent entre différentes cultures, et dont l'analyse pourrait servir de base d'amélioration de l'encadrement institutionnel. On se rend par exemple compte pour les céréales (mils/sorghos et maïs) et l'arachide, principale légumineuse, que les rendements sont encore faibles (0,89 t/ha pour les mils/sorghos et 1,19 t/ha pour le maïs), bien que l'on soit en milieu paysan. Il se pose donc un problème de fertilisation des terres, malgré le relief de plaine de la commune, qui est favorable à la fertilisation naturelle par l'accumulation des dépôts alluvionneux.

Tableau 7 : Evolution des productions et des superficies dans l'arrondissement de Mayo-Baléo (2003-2007)

Spécifications	Années									
	2003		2004		2005		2006		2007	
	Sup.	Prod.	Sup.	Prod.	Sup.	Prod.	Sup.	Prod.	Sup.	Prod.
Mil/ sorgho	5879,92	5284,82	5850,52	5288,43	5879,77	5281,71	5909,17	5312,13	6204,72	5577,72
Maïs	1524,84	1617,86	1517,23	1808,81	1532,40	1826,89	1547,72	1845,15	1702,49	2029,66
Manioc	919,98	7659,20	899,45	7620,90	903,94	7659,00	912,97	7732,85	959,61	8119,42
Arachide	903,97	1007,34	915,38	1002,30	869,61	952,18	882,65	1323,97	970,91	1456,35
Igname	70	1668,16	70	1659,81	70,35	1668,16	71,05	1684,59	74,60	1768,76
Patate douce	19	78,35	18,9	77,95	19	78,36	19,09	78,65	20,04	82,56
Banane	6,5	15	6,63	15,29	7	16,14	7,07	16,26	7,42	17,00
Total	9324,23	17530,81	9278,10	17434,26	92782,07	17435,38	9349,72	17993,60	9938,69	19051,53

Source : DDADER/Mayo-Baléo, Rapports annuels d'activités (2004-2007)

7.1.2. Elevage

L'élevage est une activité secondaire des populations de la communauté de Mayo-Baléo. Celles-ci pratiquent l'élevage des petits ruminants et de la volaille. Le mode d'élevage est extensif. Les centres zootechniques placés dans les différentes communautés permettent aux éleveurs de bénéficier d'un encadrement institutionnel.

7.1.3. Pêche et pisciculture

Une pêche artisanale est pratiquée à la ligne et au filet dans les différentes rivières qui drainent la commune. Le caractère artisanal de cette activité se justifie par l'instabilité des cours d'eau, qui se jettent en général dans le *mayo déo*, collecteur principal.

7.1.4. Foresterie

En dehors des coupes traditionnelles pour des besoins domestiques (bois de chauffe, bois d'œuvre) il n'existe aucune activité forestière industrielle ou semi industrielle dans la commune. Cette situation peut s'expliquer par le type de végétation dominante, constituée notamment d'arbustes.

7.1.5. La chasse

Dans l'ensemble, la faune est assez variée et fait l'objet d'une intense activité de braconnage. Cette situation est causée par un certain nombre de difficultés à réglementer l'activité de chasse, du fait d'un manque de compréhension de la part des populations autochtones et surtout nigérianes identifiées comme principaux acteurs. Le poste forestier de l'arrondissement de Mayo-Baléo qui ne compte qu'un seul agent, le Chef de Poste, connaît de nombreuses difficultés fonctionnelles

7.1.6. La transformation

Pour la transformation des produits agricole, il existe de nombreuses unités de transformation des céréales et des cossettes de manioc en farine. Les autres types sont :

- Le mil/sorgho en boisson traditionnelle Bil-Bil
- La fabrication d'huile d'arachide

7.1.7. Le commerce et les équipements marchands

Douze marchés servent de lieux d'échanges divers dans la commune, mais on note une précarité des infrastructures marchandes.

Tableau 8 : Les principaux marchés fréquentés de la commune de Mayo-Baléo

N°	Localisation	Jour de marché	Type de produit dominant
01	Mayo-Baléo	Lundi	- Vivrier -Produits de première nécessité - Produits hydrocarbures -Produits manufacturés -Gros bétail -Petits ruminants -Volaille -Produits vestimentaires
02	Gadjiwan	Vendredi	- Vivrier, - Petit ruminant - Volaille - Gros bétail
03	Almé	Vendredi	
04	Ganati		
05	Djamtari	Mercredi	
06	Sarki Mata	Samedi	
07	Guereng	Lundi	
08	Gourwalti	Mercredi	
09	Sambo	Jeudi	
10	Vogti	Mercredi	
11	Guendoumin		
12	Wouldé		

Source : Diagnostic participatif, Novembre 2008

7.1.8. Artisanat, le tourisme

L'artisanat est représenté par :

- les forgerons qui fabriquent les outils agricoles, les couteaux
- les tisserands.

7.1.9. Les greniers

Il est de tradition que chaque habitat dispose de son grenier pour conserver ses productions agricoles à l'effet de pouvoir faire face à la disette en période de soudure qui se situe généralement en avril-juillet. De manière générale, ces greniers, de volumes et de formes variables, cylindriques ou coniques, sont construits en terre battue, de capacité variable et recouverts d'une toiture conique amovible, faite de matériaux locaux

7.1.10. Autres activités

Les petits emplois dans la Commune de Tignère sont présents, il s'agit de:

- ✓ -Les garagistes (réparation des motos et des véhicules)
- ✓ -Les menuisiers
- ✓ La petite maçonnerie

- ✓ -Les restaurateurs
- ✓ -Les couturiers
- ✓ Les vidéos clubs
- ✓ -les cabines téléphoniques (Turaya)
- ✓ -Les transporteurs par moto (moto taximan)

7.2. Les secteurs sociaux

7.2.1. L'éducation

La scolarisation commence dans la plaine Péré en 1957 avec la création de l'école catholique de Almé. La commune compte à ce jour deux écoles maternelles, vingt six écoles primaires et trois établissements secondaires fonctionnels, et réparties comme suit :

Tableau 9 : Répartition des écoles par cycle d'études et type d'école

N°	Cycle d'étude	Type d'école	Nombre d'école
1	Maternel	Publique	02
2	Primaire	Publique	22
3	Primaire	Privé	03
4	Primaire	Ecole des parents	01
5	Secondaire	Lycée	01
6		CES	01
7		CETIC	01
	Total		31

Source : Archive Inspection de l'éducation de base ; Mairie de Mayo-Baléo

Leur répartition spatiale est cependant très inégale, ce qui pose dans plusieurs localités le problème d'accès à l'éducation de base et secondaire.

Sur le plan des effectifs, on est passé de moins de 3 000 élèves en 2005-2006 à 3 450 en 2007-2008. Cette évolution résulte d'un ensemble d'actions convergentes entreprises par divers institutions publiques et acteurs de développement (Inspection de l'éducation de base, PAM, Mairie), et portant sur la sensibilisation de proximité des parents, l'encouragement des jeunes filles à travers les rations alimentaires sèches, la création des écoles dans les villages enclavés...). Les résultats de la sensibilisation des familles pour la scolarisation des jeunes filles sont d'ailleurs perceptibles à travers leur proportion dans les effectifs. Sur les 3 450 élèves que comptait la commune en 2007-2008, les filles représentaient 42%, malgré l'importance des déperditions des jeunes filles liées surtout à :

- ✓ La persistance de l'ignorance de nombreux parents ;
- ✓ Les mariages précoces ;
- ✓ La pauvreté qui amène de nombreuses familles à privilégier la scolarisation du garçon au détriment de la jeune fille.

Dans l'ensemble, les taux de réussites dans l'éducation de base connaissent une augmentation significative :

Tableau 10 : Evolution des taux de réussite dans l'enseignement maternel et primaire (2005-2008)

Années scolaires	Proportions (%)
2005-2006	65,58
2006-2007	54,92
2007-2008	91,05

Source : Archives Inspection de l'éducation de base

La baisse enregistrée en 2006-2007 s'explique par le départ de nombreux enseignants qualifiés de la commune, soit du fait de leurs mauvaises conditions de vie, soit des affectations. L'inspection vient d'accueillir de nouveaux enseignants formés, issus de l'opération de contractualisation des Instituteurs vacataires, ce qui porte leur nombre à 100 pour l'ensemble de la commune (instituteurs formés et maîtres des parents confondus).

7.2.2.-Enseignement maternel

La commune compte deux écoles maternelles publiques créées à Gadjiwan et à Mayo-Baléo, ce qui interpelle davantage les acteurs de développement en particulier, et du système éducatif en particulier, sur la nécessité d'intensifier les efforts dans ce sous système éducatif, maillon de base.

7.2.3.-Enseignement primaire

La formation des enfants du cycle primaire est effectuée dans vingt six écoles dont vingt deux écoles publiques, trois du privé confessionnel et une école des parents. Si les structures confessionnelles se démarquent par la très bonne qualité de leur aménagement (bâtiments construits en matériaux définitifs, tables bancs complets), toutes les écoles publiques souffrent de l'absence et/ou du mauvais état des infrastructures (photo 2). En dehors des dotations du Budget d'Investissement Public (BIP) très sporadiques et réduites jusqu'ici à un bâtiment de deux salles de classe pour les écoles bénéficiaires, les infrastructures sont pour la plupart construites en matériaux précaires par les populations, soucieuses de donner la chance à leurs enfants d'accéder à l'éducation de base. Ce souci a entraîné la prolifération des écoles des parents à travers la commune, écoles qui finissent par acquérir le statut public, sans infrastructures de base. Le jumelage des niveaux d'études dans une même salle de classe, faute d'infrastructures et d'enseignants, se trouve être la solution la plus pratique adoptée dans plusieurs localités.

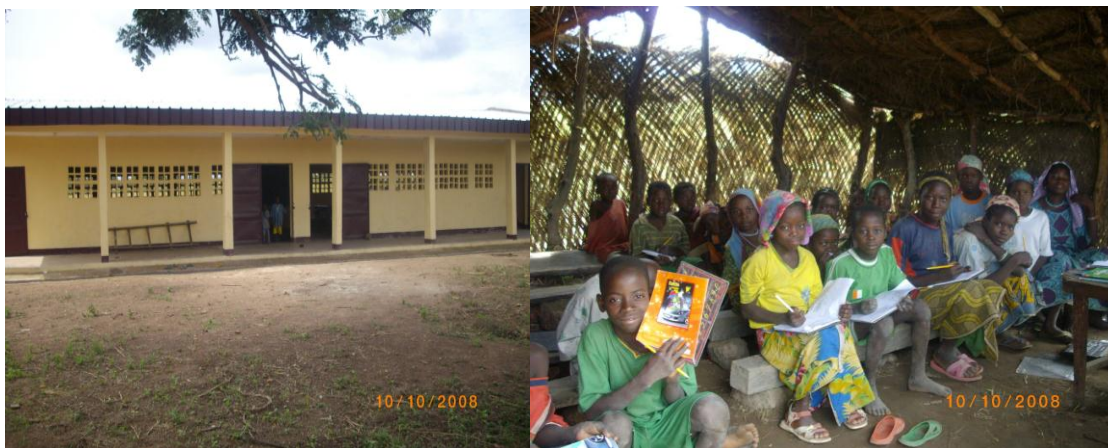


Photo 2 : Contrastes dans la formation éducative des enfants d'une localité à une autre

Cliché : ADDUCOB/Octobre 2008

A gauche : un bâtiment de deux salles de classe construit sur financement BIP à Ganati (10 km de Mayo-Baléo), et à droite une salle de classe en matériaux précaires exposant les enfants aux intempéries à Salassa, (5 km de Mayo-Baléo)

7.2.4.-Enseignement secondaire

L'enseignement secondaire est présente à travers trois établissements : le lycée et le CETIC à Mayo-Baléo, le CES à Almé. Si le lycée et le CES fonctionnent depuis près de dix ans, le CETIC quant à lui vient d'ouvrir ses portes à la rentrée scolaire 2008-2009, avec un bâtiment de deux salles de classe et des spécialités adaptées à l'environnement socio-économique (Economie socio-familiale -ESF-, Menuiserie, Maçonnerie...). Les salles de travaux pratiques font défaut, et cette absence pourrait compromettre la qualité d'une formation qui se veut essentiellement pratique.

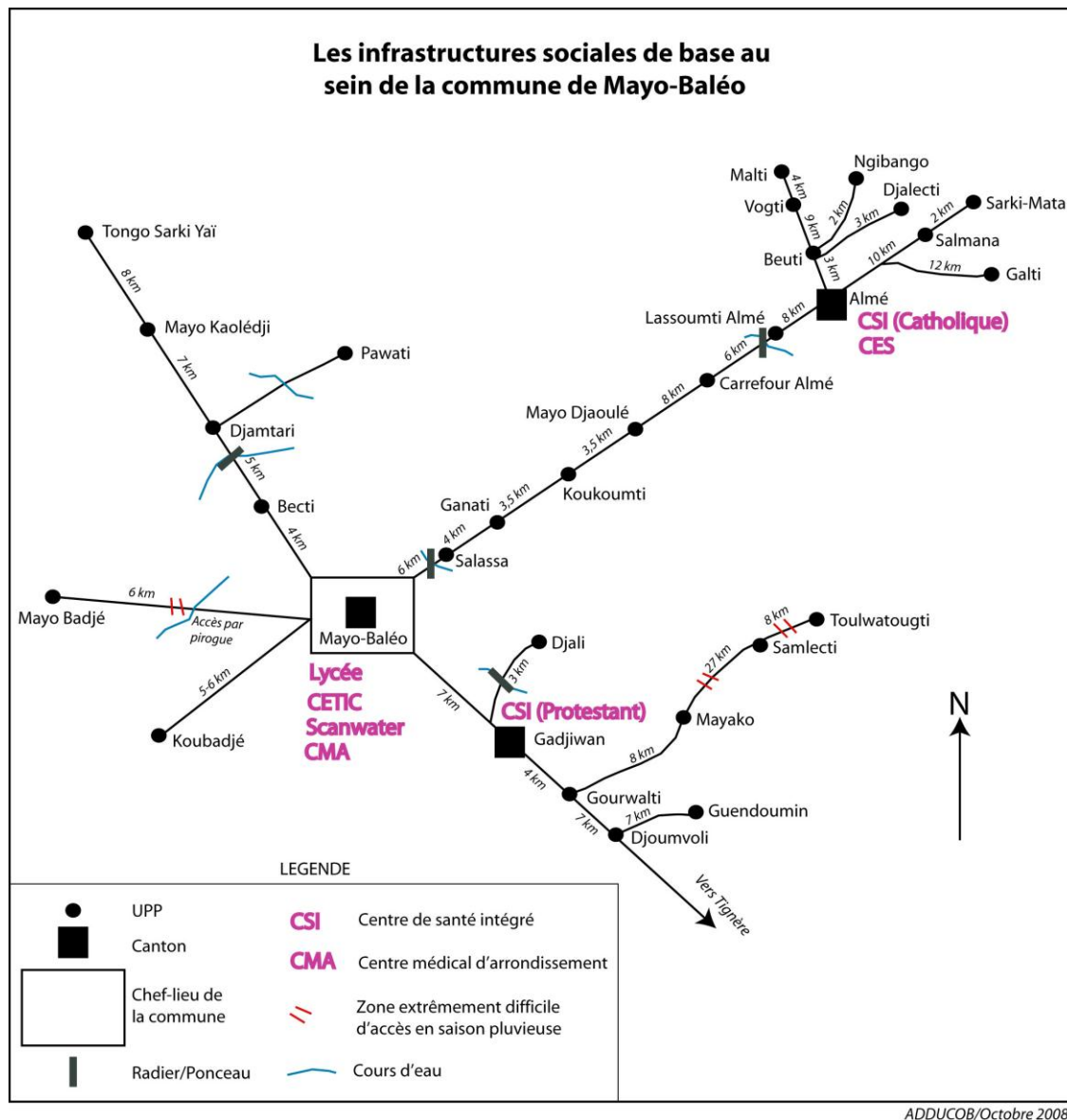


Figure 4 : Les infrastructures sociales de base au sein de la commune de Mayo-Baléo

Ce cycle d'enseignement fait face à des difficultés dont la plus significative est l'insuffisance des enseignants qualifiés dans certaines disciplines fondamentales (mathématiques, physique, français, anglais).

7.2.5.-Formation professionnelle

Il n'existe aucune structure de formation professionnelle dans la commune, telle que les centres de formation en couture, en dactylographie... Cette situation pourrait trouver un pan d'explication dans le type d'économie dominante de la région, basée sur le commerce informel avec le Nigeria, et qui préoccupe beaucoup les jeunes garçons, dans le caractère fortement ruralisé de la commune, qui prédispose les populations aux activités champêtres.

7.2.6. La santé

Assurer la santé des populations est une des missions régaliennes de l'Etat qui bénéficie des appuis de ses partenaires privés au développement, en l'occurrence les confessions religieuses, qui sont très étroitement associées à la mise en œuvre de la politique de santé dans la commune. Celle-ci est administrativement rattachée au district de santé de Tignère. L'espace communal est structuré en trois aires de santé relativement bien réparties dans l'espace, afin d'assurer un meilleur suivi des populations : Mayo-Baléo, Almé et Gadjiwan.

7.2.6-Le Centre Médical d'Arrondissement (CMA)

Le Centre Médical d'Arrondissement (CMA) de Mayo-Baléo a été créé en 1990, à la suite de la transformation de l'ancien Centre de Santé Développé (CSD). Il couvre l'aire de santé de Mayo-Baléo qui regroupe une vingtaine de villages. C'est la structure sanitaire qui compte le plus de personnel médical (Sept). Le CMA offre les services suivants :

- ❖ Les consultations curatives ;
- ❖ Les consultations prénatales ;
- ❖ Les services de laboratoires ;
- ❖ Les consultations préscolaires (programmes élargis de vaccination).

Les maladies récurrentes sont :

- ❖ Le paludisme ;
- ❖ Les parasitoses intestinales (diarrhées, vers intestinaux) ;
- ❖ Les infections pulmonaires ;
- ❖ Les Infections Sexuellement Transmissibles (IST) ;
- ❖ Les infections cutanées.

La position de zone frontalière de la commune et par conséquent espace de forte mobilité humaine, l'expose à la pandémie du VIH/SIDA. Le CMA a ainsi intégré depuis 2005 les dépistages systématiques dans les consultations prénatales, et encourage l'ensemble de la population à travers des campagnes de sensibilisation, menées avec l'appui des Comités de Santé (COSA), au dépistage volontaire. Malgré le taux relativement accessible (500 FCFA), le dépistage volontaire n'est pas encore spontané. Le CMA assure la prise en charge des femmes enceintes infectées par le virus avant, pendant et après l'accouchement. Les autres Personnes testées positives sont envoyées à l'Unité de prise en charge à Tignère.



Photo 3 : Les bâtiments du CMA de Mayo-Baléo

Cliché : ADDUCOB/Octobre 2008

Si les infrastructures du CMA peuvent lui permettre d'accueillir et d'interner un nombre important de patients, les équipements font cruellement défaut. On note une absence de la chaîne de froid, indispensable pour la conservation des vaccins et autres produits. Cette situation contraint à solliciter les structures du Centre de Santé Intégré protestant de Gadjiwan situé à 7 km pour la conservation des vaccins.

Notons également :

- ❖ La vétusté et/ou la défectuosité des lits d'hospitalisation (seuls dix lits sont fonctionnels) ;
- ❖ L'insuffisance des moyens de locomotion (le CMA dispose de trois motos donc deux fonctionnelles) ;
- ❖ L'absence de fonctionnement de la radio de commandement qui permet de solliciter les secours à l'hôpital départemental de Tignère ;
- ❖ L'irrégularité dans l'approvisionnement de la pharmacie depuis la rupture du pont de Kolati à 10 Km de Wouldé.

L'aire de santé de Mayo-Baléo sera bientôt renforcée en structures de soins, avec l'obtention récente d'une autorisation de création d'un Centre de Santé Intégré de Mayo-Baléo, dont le site est déjà connu et les travaux sont en cours de réalisation.

7.2.7.-Les autres centres de santé (Gadjiwan et Almé)

Gadjiwan et Almé sont les deux autres Centres de Santé Intégré (CSI) de la commune. Il s'agit toutes deux des structures confessionnelles, respectivement protestant et catholique, qui contribuent de façon significative à l'amélioration des conditions des soins de santé au niveau communal, de par leur localisation spatiale (figure 4). Chaque CSI couvre une aire de santé regroupant une vingtaine de villages. Si les deux structures souffrent d'un manque

criard de personnel (un infirmier chef et un assistant à Gadjiwan ; deux infirmiers et un laborantin à Almé), elles offrent cependant au même titre que le CMA, les services sanitaires essentiels. En tant que aires de santé, elles participent aux journées de vaccinations, aux campagnes de sensibilisation contre les IST/VIH/SIDA, le paludisme. Elles marquent également par leurs infrastructures et leurs équipements (chaîne de froid fonctionnel, moyens logistiques...), contrairement au CMA.

7.3. Les routes et les pistes

La commune de Mayo-Baléo est traversée par la route carrossable Djoumvoli – Almé, cette route est impraticable en saison des pluies. Quelques pistes desservent les UPP. Mais leur état reste bien déplorable car pour la plupart de temps ces pistes, uniquement réservées aux piétons, sont donc mal entretenues. Cette situation constitue un handicap pour le déplacement des populations et ne prédispose pas à une production de masse, et par conséquent à un besoin d'évacuation des produits agropastoraux vers les centres de consommation ou de stockage.



Photo 4 : Illustration de l'état des routes en saison des pluies

7.4. L'hydraulique

Le slogan « l'eau c'est la vie » trouve toute sa signification dans cette commune où les infrastructures hydrauliques font cruellement défaut, qu'elles servent à l'abreuvement des humains ou des animaux. Le problème se pose autant en zone urbaine que rurale.

Dans la ville de Mayo-Baléo, on dénombre au total trois forages, dont deux fonctionnels, deux puits équipés pour près de 7 000 personnes. Une station Scan water créée en 1998 a fonctionné pendant deux ans, soit jusqu'en 2000 (photo 4). Financée par le Danemark, elle avait permis d'installer à travers la ville, 17 bornes fontaines, alimentant gratuitement les ménages. Son non fonctionnement serait lié à trois causes principales :

- La salinité des eaux qui causait déjà l'abandon de borne fontaines par les populations pour recourir aux puits et sources non aménagées ;

- L'obstruction du forage principal qui alimentait la station ;
- L'irrégularité dans les approvisionnements de la station en carburant ;
- Un suivi mécanique peu rigoureux qui a entraîné des problèmes mécaniques plus tard ;
- Récemment la vétusté du réseau de tuyauterie.

En saison sèche (Janvier - Mai), le problème d'eau se pose avec acuité et on assiste à une forte augmentation du nombre de malades souffrant des parasitoses intestinales passant de 20% à plus de 60% (CMA, 2008). Les populations adoptent comme solution locale le creusement des puits à ciel ouverts dans leur concession, près des WC non protégés et peu profonds qui tarissent avec la sévérité de la saison sèche.



Photo 5 : Etat des infrastructures hydrauliques dans la ville de Mayo-Baléo

Cliché : ADDUCOB/Octobre 2008

7.4.1.-Hydraulique villageoise

40% des villages de la commune disposent au moins un forage ou de puits modernes fonctionnels construits sur financement BIP ou FEICOM. Dans l'ensemble, l'accès à l'eau potable reste un problème permanent en zone rurale. Dans la majorité des localités, le tarissement des puits à ciel ouverts réalisés par le génie rural il y a une vingtaine d'années, contraint les populations à faire recours aux eaux des sources non aménagées.

7.4.2.-Hydraulique pastorale

Malgré la forte présence de l'élevage bovin dans la commune, l'hydraulique pastorale n'a pas fait l'objet d'attention particulière. L'abreuvement du bétail se fait dans les sources d'eau non aménagées, en partage avec les humains et dans les rivières.

7.5. L'énergie

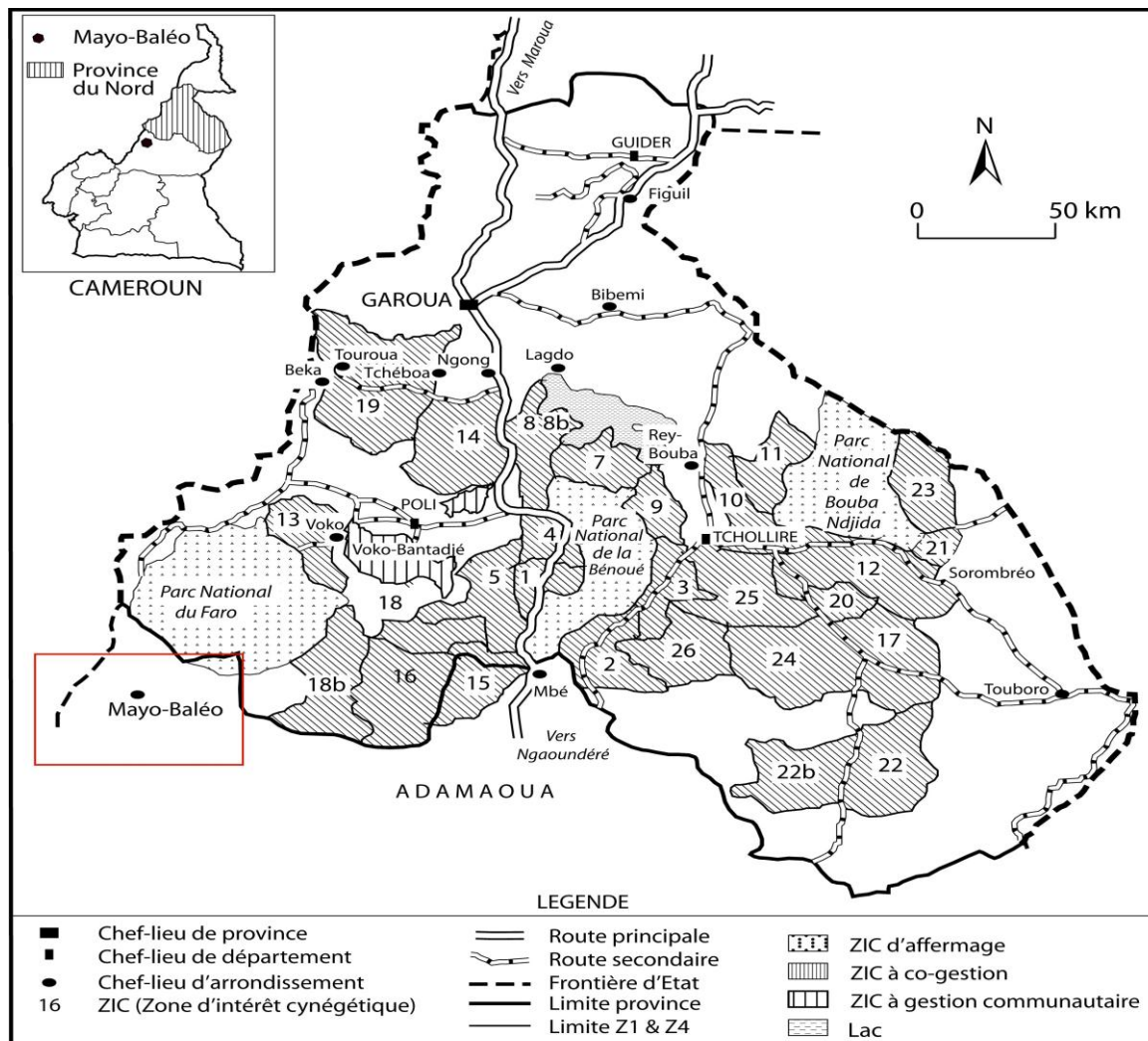
La commune n'est pas connectée au réseau électrique AES/SONEL, et ne dispose pas d'un générateur. Quatre sources d'énergie sont utilisées : le bois de chauffe, le pétrole lampant, le groupe électrogène et la plaque photovoltaïque. La possession d'un groupe électrogène reste élitiste, et davantage de la plaque réservée aux institutions confessionnelles catholique et protestante, qui l'utilisent dans les centres de santé et les paroisses. L'éclairage courant se fait essentiellement à la lampe à pétrole. Face au coût élevé du pétrole lampant (600 FCFA/litre), la cuisson des repas est effectuée au bois de chauffe, avec comme conséquence, l'intensification des coupes de bois. L'usage du gaz domestique est assez rare.

L'accès à l'énergie reste donc un problème crucial face auquel il faudra apporter une solution durable, si l'on veut préserver le patrimoine forestier de la commune, violemment pénétré par les populations.

7.6. L'environnement

L'environnement naturel de la commune est soumis aux lois de la République en matière de protection de la nature. La pratique de la chasse, les coupes d'arbres ainsi que toute autre exploitation floristique sont subordonnées à l'obtention d'une autorisation administrative. Toutefois, la mise en application des mesures est difficile voire impossible, faute de personnel formé. Le chef de poste forestier et de chasse, seul personnel du poste, ne peut pas assurer la surveillance des 3 700 km² de territoire de la commune, dont près de 500km² représentent une portion du parc national du Faro dans la région du Nord (figure 5).

500km² représentent une portion du parc national du Faro dans la région du Nord.



Adaptée de la Convention de Cogestion Minpat/Minef (1998) par :
Fofiri Eric Joël, Octobre 2008

Figure 5 : Portion du Parc National du Faro dans la commune de Mayo-Baléo

Cette portion du parc national du Faro souffre d'une absence totale de contrôle, exposant la faune et la flore à une exploitation anarchique autant par les populations locales, que par les ressortissants de certains pays voisins.

Il n'existe pas d'autres espaces protégés dans la commune, qu'il s'agisse de forêt communale ou communautaire.

7.8. Les services sociaux de base

7.8.1. Travaux publics

L'essentiel des travaux publics réalisés dans la commune porte sur l'entretien routier et les ouvrages d'art. Ils sont gérés par la délégation départementale des travaux publics du Faro et Déo. La construction d'un bâtiment de deux salles de classe dans une école, d'un forage, ou d'un centre de santé, constituent certes des travaux publics, mais leur fréquence reste faible, et capte très peu l'attention de la grande masse de populations du point de vue de l'aménagement de la commune.

7.8.2. Agriculture

La commune de Mayo-Baléo est le grenier agricole du département du Faro et Déo. Les spéculations principales sont : les mils/sorghos, le maïs, l'arachide et le manioc. Elle dispose d'un important potentiel foncier, facteur essentiel de la production. A ce facteur, il faut ajouter une main-d'œuvre agricole jeune et dynamique, qui bénéficie d'un important encadrement institutionnel.

La commune bénéficie également de l'appui de certaines institutions ; à savoir :

- PNVRA
- PNAFM
- PARFAR
- PAM

7.8.3. Elevage

La plaine Péré constituent une importante réserve de pâturages de contre saison dans tout le département du Faro et Déo. Ce pâturage assez bien apprécié des bouviers, contribue depuis un an à l'amélioration des ressources propres de la commune. La taxe sur le bétail est passée de 40 000 FCFA en 2007, à 600 000 FCFA en septembre 2008. Toutefois, ce pâturage n'a connu aucun aménagement pour le rendre plus rentable.

Le petit bétail qui se développe dans la région porte surtout sur le mouton, la chèvre, un peu de porc spécifiquement à Almé et Gourwalti ; et très rarement la volaille.

7.8.4. Promotion de la femme et de la famille

La promotion de la femme se fait jusqu'ici uniquement lors des évènements nationaux et internationaux :

- La Journée internationale de la femme (08 mars) ;
- La Journée internationale de la femme rurale (15 octobre 2008) ;
- La Fête des mères (01 mai).

Il n'existe aucune action spécifique entreprise par l'institution communale en faveur des femmes et de la famille.

7.8.5. Jeunesse/Sports/Loisirs

La jeunesse représente plus de 40% de la population de la commune. Au-delà du besoin de multiplication des infrastructures de formation éducative, il se qui pose également un besoin de création des infrastructures de sport et de loisirs, afin de permettre le plein épanouissement de ceux qui constitueront la force de travail de la commune au cours des dix prochaines années.

Le principal sport est le football, il se pratique sur terrains aménagés par les populations. Aucun aménagement d'infrastructures sportives n'a été effectué par les institutions publiques ou privées. Les aires de jeu se trouvent généralement dans les établissements scolaires.



Photo 6 : Principales activités de divertissement des jeunes à Mayo-Baléo

Cliché : ADDUCOB/Octobre 2008

Les projections cinématographiques constituent également des rares occasions de rencontres des jeunes. Elles restent cependant limitées dans la zone urbaine. La commune ne dispose d'aucun centre de lecture. Une salle de fêtes a été construite à Mayo-Baléo par le Comité de Développement du canton de Mayo-Baléo (CODECMA), et un foyer des femmes à Gadjiwan par le Programme d'appui au développement intégré (PADI).

Deux contraintes majeurs rendent difficile la vulgarisation des activités de loisirs : l'absence des foyers des jeunes et de l'électricité. La possession d'un groupe électrogène demeure un luxe dans la commune, et se limite en ville.

L'absence des structures de sport et de loisirs a pour conséquences l'oisiveté des jeunes, le développement de la délinquance juvénile et la multiplication des comportements sexuels à risques, à la base de la prolifération des IST/VIH/SIDA.

7.8.6. La protection sociale

En 2005, la délégation départementale de la Promotion de la femme et de la famille du Faro et Déo avait procédé à un recensement des orphelins mineurs dans la commune. Ces derniers reçoivent trimestriellement depuis 2006 des dons constitués de fournitures scolaires, des vivres et des vêtements. Cependant ces orphelins restent logés dans leur famille. Il n'y a aucune action spécifique menée par la commune à l'endroit des populations les plus vulnérables (orphelins, veuves, handicapés...).

7.8.7. Les moyens d'informations et de communication

Sur le plan des télécommunications, la commune n'est couverte par aucun opérateur de téléphonie mobile. La CRTV radio est accessible par endroits, et seuls les ménages possédant une antenne parabolique peuvent avoir accès à la télévision nationale. La communication téléphonique n'est possible que par Turaya, installé à Mayo-Baléo par un particulier à usage commercial à raison de 500 FCFA/mn. Au total, il s'agit d'une région fortement enclavée et dont les conséquences sur le développement rural sont immédiates.

7.8.8. L'organisation sociale

La commune de Mayo-Baléo est formée de trois cantons : Mayo-Baléo, Gadjiwan et Almé. Leur formation remonterait officiellement à 1950 lors de leur libération du Lamidat de Kontcha par Baudelaire, Chef de Subdivision de Tignère lors d'une tournée dans la plaine. Suite à la difficulté des Péré de proposer un chef de canton unique, il avait été décidé de la création de trois communautés correspondant aux cantons suscités, et chaque groupement comportait un certain nombre de villages ainsi qu'il suit ;

Tableau 11 : Structuration initiale de la commune de Mayo-Baléo en Cantons (1950)

N°	Cantons/Communautés	Villages constitutifs
01	Mayo-Baléo	Mayo-Baléo
02		Mayo Dingti
03		Bekti
04		Djamtari
05		Kougoumti
06	Gadjiwan	Gadjiwan
07		Kila Jale
08		Gourwalti
09		Mayako
10		Mayo Kaoléji I
11		Mayo Jaolé
12		Mayo-Kaoleji II
13	Jongbi	
14	Almé	Almé
15		Gereng
16		Gahlti
17		Lassoumti
18		Way
19		Woulti

Source : Hamadjouldé D., 1998 : annexes 2, 4, 5

L'asservissement des peuples de plaine ne s'est pas fait sans impact sur leur organisation sociale, à en juger par la nomenclature actuelle, calquée sur le modèle foubé (figure 2).

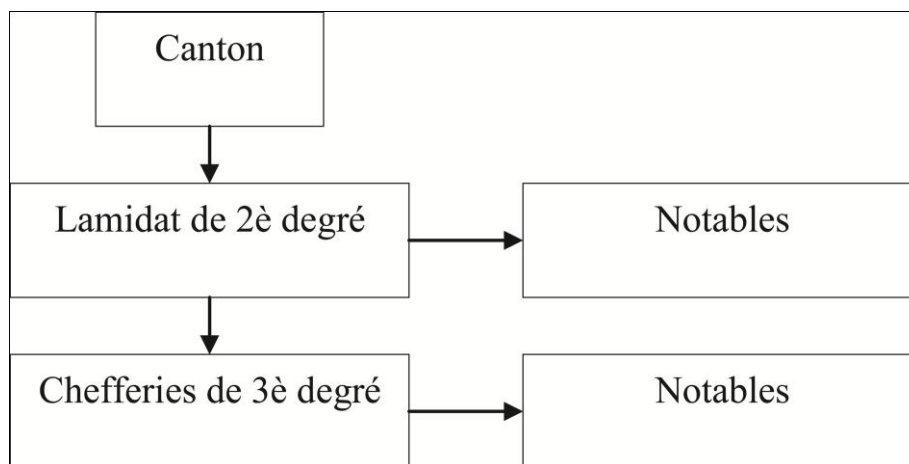


Figure 6 : Organisation sociale de la commune de Mayo-Baléo

A la tête des Cantons se trouvent les Lamido Chef de 2^{ème} degré, assistés des notables. Chaque Lamidat est composé de plusieurs Chefferies portant à leur tête des Djaoro (*Chef de village*), Chef de 3^{ème} degré. L'organisation sociale des chefferies n'est pas identique à tous les villages ; la possibilité de nommer les notables est nombreuse et dépend des besoins ou des activités dominantes de la communauté. D'une manière générale, on retrouve les fonctions de base suivantes :

MISINDADI : Responsable des affaires intérieures ;

SARKI FADA : Responsable des relations publiques ;

DJAGABA : Chef de protocole ;

SARKI NOUMA : Responsable des activités agricoles ;

SARKI SAMARI : Responsable de la jeunesse ;

WAMBAÏ : Particulier du Djaoro ;

Certaines chefferies ont instauré les fonctions de Premier ministre ou *KAIĠGAMA*, celui-ci assurant la coordination générale des activités de la communauté, et d'autres celles de Responsable de chasse. On remarque étrangement dans presque toutes les communautés l'absence d'un notable chargé de la guerre, ce qui illustre le caractère à la fois pacifique et passif des Péré, et justifie l'absence de résistance à l'assujettissement des Foulbé au XIX^{ème} siècle.

Au total, chaque communauté dispose des fonctions de base lui permettant d'organiser au mieux son développement. Et malgré cette relative diversité des structures sociales, on constate une certaine homogénéité sur le plan socioculturel.

LA COMMUNE ENTANT QU'INSTITUTION

Chapitre 2: Organisation institutionnelle et fonctionnement de la commune de Mayo-Baléo

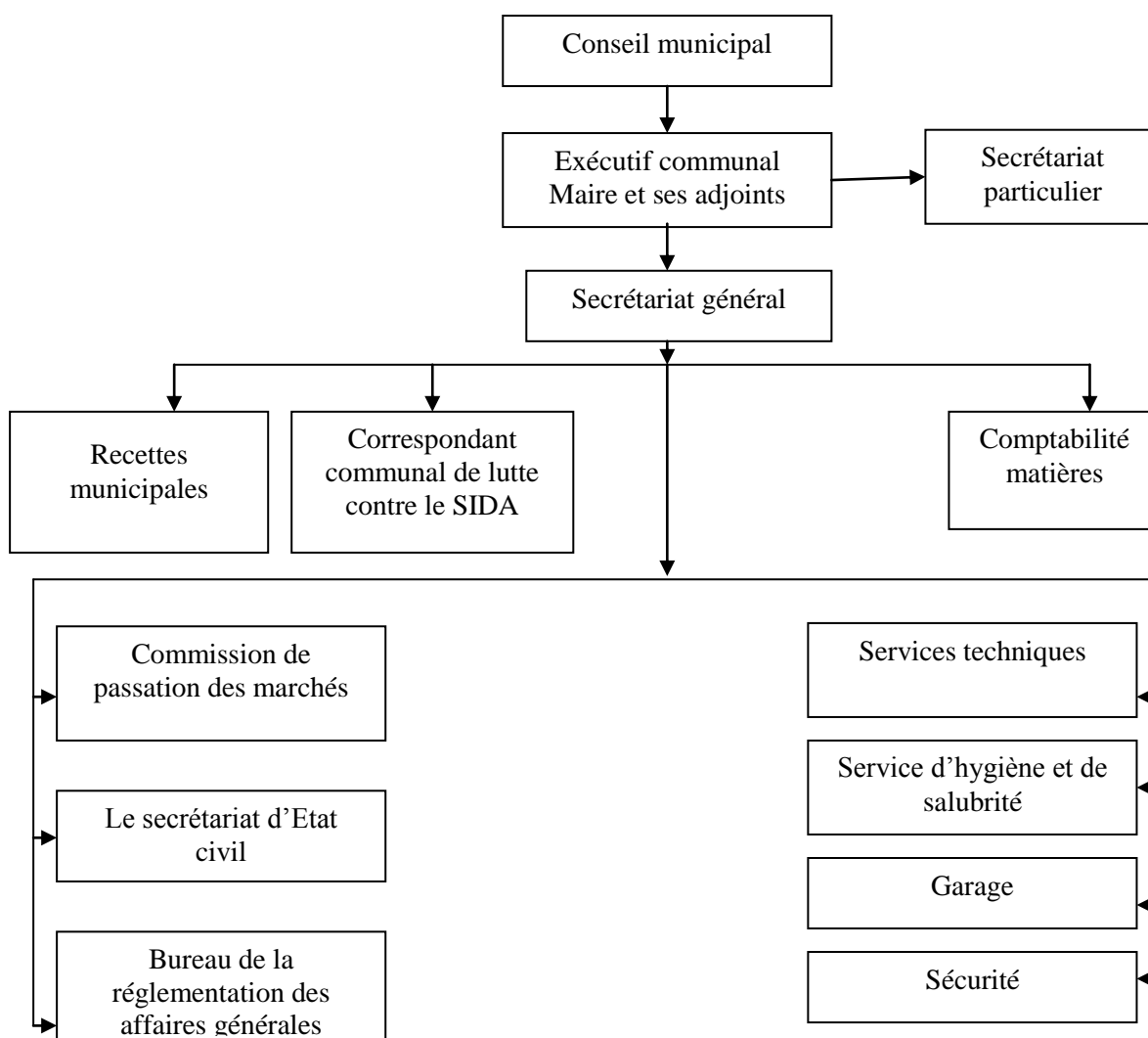
2.1. L'administration communale

La commune de Mayo-Baléo couvre une superficie de 3 700 km² et compte une population estimée en 2007 à 30 000 habitants (Budget communal, 2007). Elle a été créée par décret N°92/127 du 26 juin 1992. Avant cette création, elle dépendait de la commune de Tignère. Depuis 1992, la commune est à son troisième mandat, le premier ayant été administré sous le régime de l'Union National pour la Démocratie et le Progrès (UNDP) et les deux derniers sous le régime du Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC).

2.1.1. Organigramme de la commune

L'organigramme de la Commune de Mayo-Baléo se présente ainsi qu'il suit :

Figure 7 : Organigramme de la commune de Mayo-Baléo



2.1.1. Les ressources humaines

Les ressources humaines de la commune se répartissent au sein de trois principaux organes : l'exécutif communal, le conseil municipal et le personnel administratif et technique.

2.1.2 ; Le conseil municipal : composition, attributions et fonctionnement

➤ Composition

Le conseil municipal, organe de délibération de la commune est composé initialement de 25 conseillers municipaux dont six femmes et dix neuf hommes, élus pour cinq ans au suffrage universel direct et secret.

La situation actuelle dudit conseil se présente comme suit :

- 03 femmes;
- 20 hommes;
- 02 décédés (hommes).

Tableau 12 : Les conseillers municipaux

No	Noms et prénoms	Date de naissance	Sexe	Formation De base	Formation Reçue en tant que CM	Catégorie Socioprofessionnelle	Parti politique	Observation
1	ABBA	1968	Masc	CAPIA	Passation des marchés	Enseignant	RDPC	Maire
2	ISSA HAMADJOLDE	1967	Masc	Agent Technique d'Agriculture	Planification participative	Chef de Poste agricole	RDPC	1 ^{er} Adjoint
3	NENE AÏSSATOU	1960	Fem	CEPE	Planification participative	Ménagère	RDPC	2 ^{ième} Adjointe
4	SAÏDOU SARKI FADA	1954	Masc	CAPIA		Enseignant	RDPC	
5	HAMAN ADAM ADAMOU	1971	Masc	Probatoire	Passation des marchés	Aide commerçant	RDPC	Décédé
6	ADAMOU ALHAMDOU	1965	Masc	Infirmier vétérinaire		Chef de poste vétérinaire	RDPC	
7	TANKO MOHAMAN	1962	Masc	Infirmier breveté		Chef de centre de santé	RDPC	
8	HAYATOU Jean	1959	Masc	CAPIA		Enseignant	RDPC	
9	BABA ADOULLAHI	1963	Masc	PLEG		Enseignant	RDPC	
10	MAMOUDOU HAMADOU	1971	Masc	BAC F		Mécanicien	RDPC	
11	OUSMANOU BAOURI	1966	Masc	-		Chef 2 ^{ème} degré Almé	RDPC	
12	LIASSA OUMAROU	1971	Masc	CEPE	Planification participative	Cultivateur	RDPC	
13	TELLA	1976	Masc	CAPIEMP	Planification participative	Enseignant	RDPC	
14	HADIDJATOU	1970	Fem	-		Ménagère	RDPC	
15	SOULE ALIM	1962	Masc	Secrétaire d'Administration		Sous-Préfet	RDPC	
16	YAYA BOUBA	1971	Masc	BEPC	Planification participative	Menuisier	RDPC	
17	DITMA	1968	Fem	-		Ménagère	RDPC	

18	ADAMOU WAMBAÏ	1961	Masc	CEPE		Agent de l'Etat	RDPC	
19	MAMADOU BABBA	1976	Masc	CEPE		Cultivateur	RDPC	
20	ABDOU TANKO	1978	Masc	CEPE	Planification participative	Agent Municipal	RDPC	
21	DINMOURE		Masc	-		Cultivateur	RDPC	
22	ISSA BOUKAR	1961	Masc	-		Cultivateur	RDPC	Décédé
23	MISSA NOMA	1957	Masc	-		Cultivateur	RDPC	
24	ABDOU HAYATOU	1976	Masc	CEPE		Cultivateur	RDPC	
25	MOUSSA MOHAMADOU	1970	Masc	CAPIEMP		Enseignant	RDPC	

Source : Archives de la commune de Mayo-Baléo (2009)

➤ **Attributions et fonctionnement**

Le conseil municipal se réunit en session ordinaire une fois tous les trois mois sur convocation du maire, pendant une durée maximale de sept (07) jours, et en session extraordinaire chaque fois que le maire le juge nécessaire, à la demande motivée adressée au maire par les 2/3 des membres en exercice dudit conseil ou sur requête du représentant de l'Etat ;

Il règle par délibération les affaires de la commune telles que définies par la loi d'orientation de la décentralisation (loi n° 2004-17 du 22 juillet 2004) et la loi fixant les règles applicables aux communes (loi n°2004-18 du 22 juillet 2004) ;

Il examine le compte administratif.

En outre, il délègue en cas de besoin une partie de ses attributions au maire, excepté la création des commissions.

Les conseillers municipaux se constituent en commissions, organes de réflexion et de consultation interne de la commune. Les principales commissions existantes sont contenues dans le tableau ci-dessous :

Tableau 13 : Organisation des commissions techniques

N°	Commissions	Composition	Fonctionnement				
			Nombre de Réunions tenus	Thèmes discutés	Activités réalisées	Activités en cours	Moyens financiers et matériels
1	Commission de passation des marchés	6 membres	02	0	Dépouillement des offres		Commune
	Commission des finances	6 membres	0	0	0	0	-
2	Commission des grands travaux	6 membres	0	0	0	0	-
3	Commission des Affaires Sociales	6 membres	0	0	0	0	-

Source : Archives de la commune de Mayo-Baléo (2009)

2.1.3. L'exécutif communal : statut et attributions

L'exécutif communal est composé du maire et de ses deux adjoints tous élus au cours de la première session du conseil municipal après les élections.

➤ Statut

Le maire est le chef de l'exécutif communal, il est assisté dans l'exécution de ses tâches par ses deux adjoints dans l'ordre de leur élection.

Outre la fonction d'officier d'état civil, l'exécutif communal est chargé entre autres :

- De la mise en œuvre des actions de développement et notamment des actions de participation populaire ;
- de la surveillance du recouvrement des impôts, taxes et droits municipaux, dont il propose le cas échéant des mesures visant à améliorer le rendement ;
- du suivi de l'exécution des travaux.

Tableau 14 : Composition de l'exécutif communal

Fonction	Noms et prénoms	Date de naissance	Sexe	Formation De base	Formation Reçue en tant que CM	Catégorie Socioprofessionnelle	Parti politique	Obs
Maire	ABBA	1968	Masc	CAPIA	Passation des marchés	Enseignant	RDPC	En poste
1 ^{er} Adjoint	ISSA HAMADJOU LDE	1967	Masc	Agent Technique d'Agriculture	Planification participative	Chef de Poste agricole	RDPC	En poste
2 ^{ème} Adjointe	NENE Aïssatou	1960	Fém	Couturière	Elaboration PDC et PDL	Ménagère	RDPC	En poste

Source : Archives de la commune de Mayo-Baléo (2009)

2.1.4. Administration de la commune

L'administration communale se compose de deux organes de base : le secrétariat général et la recette municipale. Le receveur municipal assure également les fonctions de Percepteur de l'arrondissement, comme dans nombre de commune des zones rurales. L'administration communale compte 09 personnes :

Tableau 15 : Composition de l'administration communale à Mayo-Baléo (2008)

Nbre de personne	Fonctions
01	Secrétaire général
01	Chargé de l'état civil
01	Chef des affaires financières
01	Chef de service d'hygiène
01	Agent intermédiaire à la recette municipale
01	Agent chargé des affaires financières
02	Enseignants mis à la disposition de l'inspection de l'éducation de base
01	Planton
01	Chauffeur

Source : Registre du personnel, Commune Mayo-Baléo

Tout le personnel est financièrement pris en charge par la commune, ce qui correspond à une masse salariale mensuelle de 500 000 FCFA (soit 6 000 000 FCFA/an), presque essentiellement payée sur les centimes additionnels communaux (CAC).

3.1.5. Budget communal

Les budgets communaux pour les 05 derniers exercices se présentent comme suit dans le tableau ci-dessous

Exercice	Prévisions	Réalisation	% de réalisation
2008	33 000 000	14 398 955	44
2007	37 000 000	10 778 970	29
2006	33 000 000	14 337 282	43
2005	26 000 000	10 082 955	40
2004	25 000 000	12 321 451	49

Le taux de recouvrement du budget est de 41% en moyenne.

Les Sources de financement de la commune sont constituées des :

- Centime additionnel communal (CAC), principale source.
- Impôts libératoires
- Taxes diverses (inspections sanitaires...)
- Droits de stationnement
- Amendes diverses
- Appuis des élites
- Partenaires
- Crédits du FEICOM.

2.1.6. Patrimoine communal

- Patrimoine roulant : 01 Camion Benz

2.1.7. Potentiel économique

- Le marché de Mayo-Baléo avec quelques boutiques et des hangars
- Le marché de Gadjiwan non construit
- Le marché d'Almé avec quelques boutiques
- La gare routière de Mayo-Baléo non construit

2.1.8. Les ressources naturelles

Les sites touristiques :

- Les cours d'eau (Mayo Nolti, mayo Dinngti.....)
- 03 chefferies traditionnelles des cantons de Mayo-Baléo, Gadjiwan et Almé.
- Le centre des œuvres catholique d'Almé
- Le centre de l'Eglise Evangélique Luthérienne du Cameroun (EELC) de Gadjiwan

Les ressources minières

Carrières de sable non exploitées.

2.2. Analyse institutionnelle de la commune de Mayo-Baléo

2.2.1. Les forces, les faibles, les opportunités et les menaces

Tableau 16 : Analyse institutionnelle de la commune de Mayo-Baléo

Aspect d'analyse	Forces	Faiblesses	Opportunités	Menaces	Solutions Envisagées
Ressources Humaines	<p>Le Maire et l'élite s'impliquent dans le financement des activités de la commune</p> <p>Volonté du personnel à travailler</p> <p>Expérience de certains responsables</p>	<p>Faible représentativité des femmes au sein du personnel communal</p> <p>Insuffisance du personnel qualifié dans la commune</p> <p>Faible rendement du dispositif actuel de recouvrement des recettes municipales: Niveau de collaboration entre responsables encore faible.</p> <p>Quelques incompréhensions du côté droits et devoirs</p> <p>Pas de service d'assiette qui nécessite un cadre maîtrisant la fiscalité</p>	<p>Les organismes d'accompagnements disponibles à former le personnel</p>	<p>- Manque de moyens financiers</p>	<p>- Augmenter l'alternative effective des femmes au sein du personnel</p> <p>- Accroître l'effectif du personnel qualifié par le recrutement ou le renforcement des capacités techniques</p> <p>-S'appuyer sur les organismes d'accompagnement pour former le personnel</p> <p>-Rendre l'organigramme qui entraîne des blocages et démotivations plus fonctionnel au sein de la commune</p> <p>-Formation/ recyclage</p>
Composition/ organisation du conseil municipal	<p>-Disponibilité et engagement des conseillers municipaux</p> <p>-Exécutif municipal favorable au développement</p>	<p>Faible représentation des femmes au conseil municipal</p> <p>Certains conseillers maîtrisent très peu leur rôle</p> <p>Certains conseillers vivent hors de la commune.</p>	<p>Personnes ressources présentes au conseil municipal.</p>	<p>Incapacités des femmes à participer aux débats</p> <p>Egocentrisme de certains conseillers</p>	<p>-Impliquer les populations dans l'élaboration et le suivi du budget</p> <p>-Former les conseillers à la maîtrise de leur rôle et sur la nouvelle loi sur la</p>

Aspect d'analyse	Forces	Faiblesses	Opportunités	Menaces	Solutions Envisagées
	participatif -Présence des conseillers municipaux maîtrisant des problèmes sociaux	-Certains conseillers municipaux viennent rarement à la commune. -Non respect du calendrier trimestriel des réunions -Faible implication des élites dans la vie de la Mairie -Faiblesse des moyens de fonctionnement.		Tendance de certains conseillers à dénigrer les autres	décentralisation -Favoriser la participation des femmes aux débats
Ressources Financières	Fort potentiel économique de la Mairie	-Agents de recouvrement peu formés. -Peu de ressources propres -Stratégie de recouvrement peu efficace -Les institutions de micro finances inexistantes -L'élite contribuent peu au financement de la Mairie	un fort potentiel économique valorisable (sites touristiques, les carrières, ...) Des engins des missionnaires utilisables par la mairie	-	Réadapter la stratégie de recouvrement au contexte - Former l'équipe de recouvrement - Elaborer un plan de développement communal assorti des études de faisabilité recherché des financements - Affecter des moyens pour le recouvrement
Processus d'élaboration du budget communal	Début d'implication des populations dans l'élaboration du budget communal (femmes, homme, jeunes, vieux,...)	-Faible niveau d'implication de certains conseillers, des femmes et des populations dans l'élaboration et le suivi du budget communal -Faible niveau de	Le PNDF finance l'élaboration du PDC / PDL	Manque de financement Passivité des conseillers Municipaux Pas de	Informer les populations sur le budget communal Restituer régulièrement les résolutions des conseils municipaux auprès de la population

Aspect d'analyse	Forces	Faiblesses	Opportunités	Menaces	Solutions Envisagées
		<p>communication autour du budget</p> <p>-Elaboration non participative, budget pas toujours très réaliste</p> <p>-Faible taux de réalisation</p>		restitution auprès de la population	- impliquer suffisamment les conseillers, les populations et les élites dans l'élaboration du PDC et des budgets communaux
Patrimoine Communal	Fort potentiel économique pour le développement de la commune	Sous - exploitation du patrimoine communal, matériel roulant non existant (à l'exception du camion régulièrement en panne)	ressources naturelles exploitables (sites touristiques, carrières de pierres...)	Manque de Moyens Financiers	<p>Valoriser les sites touristiques</p> <p>Exploiter les engins des missionnaires dans le développement du partenariat.</p>
Gestion des relations autour de la commune	La commune entretient de bonnes relations avec les programmes et projets (PNDP) et avec les prestataires et l'Organisme d'appui Local (OAL)	<p>Les relations existant autour de la Commune sont peu exploitées</p> <p>Faible niveau d'implication des autorités traditionnelles dans les activités de la commune.</p>			<p>Négocier des jumelages avec d'autres communes</p> <p>Renforcer la collaboration avec les autorités traditionnelles.</p>

2.2.2. Les entreprises

- 01 auberge
- 01 garage

Les possibilités de développement de chaînes de valeurs ajoutées

- Le maïs transformé en farine et en patte.
- Le manioc transformé en tapioca, en bâtons de manioc et en farine

Les services de promotion économique (privés ou publiques) travaillant avec la commune

- La Délégation d'Arrondissement d'Agriculture
- La Délégation d'Arrondissement de l'Elevage pour la promotion de l'élevage

2.2.3. Les relations qui existent entre les services publics, privés et de promotion économique et la commune

Les organismes d'appui sont sollicités pour le montage des projets en vue de la recherche du financement. Les services déconcentrés de l'état répondent présent à toute sollicitation de la mairie. Ils se comportent comme des techniciens de la commune pour la maîtrise d'ouvrage.

2.2.4. Gestion des relations entre la mairie et ses partenaires

La commune entretient de bonnes relations avec les partenaires que sont :

- Le FEICOM qui finance les projets de la commune (Réalisation des puits modernes, la construction des salles de classe, la construction de hôtel de ville,.....)
- Les Services Déconcentrés de l'Etat qui contribuent aux activités de la commune
- Les Congrégations religieuses
- Les chefferies traditionnelles
- La tutelle (Préfet, Gouverneur et MINATD)
- Les organisations paysannes
- Les opérateurs économiques
- Les Comités de développement.

2.2.4. Les principaux acteurs de développement de niveau communal

Tableau 17 : Présentation des différents acteurs locaux

N°	Acteurs	Rôle	Forces	Faiblesses
1	Le Staff municipal (Conseillers municipaux et agents communaux)	- Représente la population dans la gestion des affaires communales. - Assure la gestion quotidienne des affaires de la commune.	Dynamisme du Maire et de certains conseillers	Faible maîtrise du rôle de chacun Le niveau intellectuel des conseillers est peu satisfaisant La majorité des conseillers à l'extérieur Faible représentativité des femmes au CM Faible communication entre la commune et les populations
2	Les Services Déconcentrés de l'Etat (SDE)	Encadrent les populations dans leurs politiques sectorielles.	Forte représentation dans la commune et ouverts aux populations	Faible niveau de collaboration technique avec la commune Certains peu connus de la population
3	Les organisations de producteurs agricoles et pastorales	Produisent les biens de consommation Assurent l'organisation des producteurs et la communication au sein des membres.	Début d'organisation des producteurs La plupart de ces organisations ont une large expérience dans le développement communautaire	Evoluent en rangs dispersés Collaboration insuffisante avec la commune Difficulté de financement des activités Faible capacité technique, organisationnelle et institutionnelle
4	Les organisations traditionnelles (chefferies)	Assurent le gardiennage de la tradition	Forte capacité de mobilisation des populations	Faible niveau d'implication dans les activités communales

N°	Acteurs	Rôle	Forces	Faiblesses
5	Opérateurs économiques (Transporteurs, producteurs agricoles, pastoraux et artisanaux, commerçants, etc.)	Financent le développement Fournissent de l'emploi aux jeunes Créent des richesses dans la commune Sont des grands contribuables	S'impliquent dans le financement du développement de la population.	Pas de collaboration avec la commune dans les activités de développement.
6	Les comités de développement (CDV)	Mobilisent les fonds au sein des populations de l'intérieur et de l'extérieur pour le financement du développement local	Existent dans chacun canton Bonne collaboration avec la commune	Faible capacité de financement pour la plupart Ne s'intéressent très souvent qu'aux problèmes infra structureaux
7	Les Elites intérieures et extérieures	Financent le développement de la commune par des dons	Volonté du développement	
8	Les ministres de cultes (Prêtres, pasteurs, Imams)	Développement spirituel Canaux de communication	Financent le développement Forte capacité de mobilisation des populations	Evoluent en rangs dispersés
9	Les projets et programmes (PNDP, PNUD, PARFAR, PNVRA, etc.)	Accompagnent la commune et les communautés au développement	S'intéressent à la commune	Sont peu connus des populations
10	L'administration (Préfet, Sous Préfet)	Assure la tutelle de la commune Administre les populations	Volonté du développement de la commune	-
11	La Brigade de Gendarmerie	Assure la sécurité des biens et des services	S'implique aux activités de la commune	Insuffisance de moyens de travail
	Les CLLS	Sensibilisent les populations dans la lutte contre le VIH/ SIDA	Quelques-uns sont présents	Inactifs par manque de moyens.

2.2.5. Formulation des axes de développement de la commune sur le plan institutionnel

Tableau 18 : Les axes d'accompagnement de la commune

Axes d'accompagnement	Actions à mener
Renforcement de la dynamique interne de la commune	<ul style="list-style-type: none"> - Formation du personnel à la maîtrise de leur poste - Formation des conseillers à la maîtrise de leur rôle (thèmes : rôle d'un conseiller municipal, informatique et internet, loi sur la décentralisation) ; - Renforcement de la stratégie de recouvrement des recettes (sensibilisation, formation de l'équipe sur les stratégies de recouvrement ; nécessité d'un matériel de liaison) - Mettre sur pied un dispositif d'information de la population autour des activités de la mairie (Une cellule municipale de communication ...)
Renforcer la capacité de financement de la mairie	<ul style="list-style-type: none"> - Rechercher les voies et moyens pour exploiter le potentiel économique existant (sites touristiques, ressources naturelles) - Développer le partenariat autour de la commune - Collaborer avec les structures de développement existantes - Créer une plate - forme de collaboration et de dialogue entre les différents acteurs de développement de la commune (ONG, Opérateurs économiques, ...) en vue de les impliquer plus efficacement dans le développement de la commune - Négocier des jumelages avec d'autres communes - Instituer l'impôt libérateur sur le bénéfice agricole.
Impliquer davantage les populations dans les activités de la commune	<ul style="list-style-type: none"> - Elaborer des projets et rechercher les financements extérieurs et intérieurs pour le développement de la commune - Mise sur pied des espaces de dialogue entre la population et la commune - Elaborer une stratégie de stimulation du développement économique dans l'espace communal (pour la production des richesses)

Classement des axes d'accompagnement par ordre de priorité

- 1) Etude de faisabilité des projets et recherche des financements
- 2) Formation des conseillers à la maîtrise de leur rôle (Formation des conseillers municipaux dans l'identification des besoins et des stratégies de communication)
- 3) Renforcement de la stratégie de recouvrement des recettes
- 4) Développement du partenariat autour de la mairie.
- 5) Former le personnel communal

- 6) Création d'une plate - forme de concertation et de dialogue au sein des acteurs de développement de la commune (Micro – finance, opérateurs économiques, organismes d'accompagnement, ...)
- 7) Elaboration d'une stratégie de valorisation du potentiel économique.
- 8) Amélioration du niveau de collaboration entre tous les acteurs de la municipalité

Chapitre 3: Présentation du contexte de développement de la commune de Mayo-Baléo

3.1. Etat des lieux des infrastructures de la commune de Mayo-Baléo

3.1.1. Les infrastructures administratives publiques

3.1.1.1. Les locaux de la Sous-préfecture

Les bâtiments abritant les services de la sous-préfecture ont été construits en 1993. Ils sont construits en matériaux définitifs et se trouvent en bon état. A une dizaine de mètres de ce bâtiment se trouve la résidence du Sous-préfet.



Photo 7 : Bâtiment de la sous-préfecture de l'arrondissement de Mayo-Baléo
(Cliché ADDUCOB, Novembre 2008)

3.1.1.2. Les locaux de la commune

Ils sont situés au centre de ladite commune et comprennent un bâtiment principal abritant les bureaux du Maire, de ses deux adjoints, du secrétaire général et de l'état civil.

On note la vétusté et étroitesse du bâtiment abritant la commune de Mayo-Baléo.



Photo 8 : Bâtiment abritant la commune de Mayo-Baléo
(Cliché ADDUCOB, Novembre 2008)

3.1.1.3. Le poste forestier et chasse

Le Poste forestier et chasse représente le Ministère des forêts et faunes. Créé en 1983, ce service est pourvu d'une seule personne, représentant le Chef de poste forestier. Le poste forestier est logé dans une salle de la Délégation d'arrondissement de l'agriculture et du développement Rural.

3.1.1.4. La Délégation d'Agriculture et du Développement Rural

Une Délégation d'Arrondissement de l'Agriculture et du Développement Rural (DA/ADER) existe depuis une dizaine d'années. Afin d'assurer un meilleur suivi de l'encadrement du monde paysan, la commune a été structurée en quatre postes agricoles (Almé, Gadjiwan, Ganati et Samlecti). Le service dispose d'un bâtiment propre qui nécessite des réfections et sa sécurisation.

3.1.1.5. La Délégation de l'élevage

Tout comme la DA/EPIA, la Délégation d'Arrondissement de l'Elevage des Pêches et des Industries Animales est l'un des plus vieux services déconcentrés de l'Etat dans la commune, en raison de la prépondérance des activités d'élevage, en l'occurrence bovin dans la région. Ce service est structuré en deux Centres zootechniques (Almé et Gadjiwan). Il compte un effectif total de cinq personnes, composé du délégué, de deux chefs de centre et de deux techniciens d'appui. Le service dispose d'un bâtiment propre qui nécessite des réfections et sa sécurisation.

3.1.1.6. Les Délégations de l'Education de Base et des Enseignements Secondaires

L'éducation est le secteur le plus représenté au sein de la commune à travers de nombreux établissements maternels, primaires et secondaires. L'enseignement de base qui regroupe la maternelle et le primaire dépend administrativement de l'Inspection de l'enseignement de base. Le lycée, le CES et le CETIC dépendent de la délégation départementale des enseignements secondaire du Faro et Déo à Tignère.

L'inspection des enseignements de base de Mayo-Baléo a été créée en 1994. Elle est administrée par un inspecteur d'arrondissement qui est chargé de la coordination des activités de ce sous-secteur de l'éducation.

L'inspection connaît des difficultés qui compromettent la bonne exécution de ses missions, dont les plus importantes sont :

- L'insuffisance d'un personnel enseignant formé ;
- L'insuffisance d'un personnel administratif (l'inspection compte actuellement 03 agents, qui se trouvent rapidement débordés dès le démarrage des

opérations d'examens officiels (dépôts des dossiers de CEP et de concours d'entrée en 6^e et en 1^{ière} année, organisation des examens) ;

- L'absence de locaux propres (l'inspection est logée dans une salle de classe de l'école publique de Mayo-Baléo depuis sa création) ;
- Les mauvaises conditions de logement et de travail des enseignants qui a pour conséquences un encadrement pédagogique au rabais ;
- Le retard dans l'acheminement du paquet minimum qui arrive quelques fois à la fin du second trimestre, rendant ainsi difficile les démarrages de l'année scolaire.

Quant au sous-secteur de l'enseignement secondaire, si la commune est spatialement bien quadrillée par les établissements (le lycée et le CES à Mayo-Baléo, le CES à Almé), les difficultés évoquées pour l'enseignement de base, y sont également présentes.

3.1.1.6.1. Enseignement maternel

La commune compte deux écoles maternelles publiques créées à Gadjiwan et à Mayo-Baléo, ce qui interpelle davantage les acteurs de développement en particulier, et du système éducatif en particulier, sur la nécessité d'intensifier les efforts dans ce sous système éducatif, maillon de base.

3.1.1.6.2. Enseignement primaire

Tableau 19 : Répartition des écoles primaires de la commune de Mayo-Baléo

N°	Cycle d'étude	Type d'école	Nombre d'école
1	Primaire	Publique	22
2	Primaire	Privé	03
3	Primaire	Ecole des parents	01
Total			26

Source : Archive Inspection de l'éducation de base ; Mairie de Mayo-Baléo

La formation des enfants du cycle primaire est effectuée dans vingt six écoles dont vingt deux écoles publiques, trois du privé confessionnel et une école des parents. Si les structures confessionnelles se démarquent par la très bonne qualité de leur aménagement (bâtiments construits en matériaux définitifs, tables bancs complets), toutes les écoles publiques souffrent de l'absence et/ou du mauvais état des infrastructures (photo 2). En dehors des dotations du Budget d'Investissement Public (BIP) très sporadiques et réduites jusqu'ici à un bâtiment de deux salles de classe pour les écoles bénéficiaires, les infrastructures sont pour la plupart construites en matériaux précaires par les populations, soucieuses de donner la chance à leurs enfants d'accéder à l'éducation de base. Ce souci a entraîné la prolifération des écoles des parents à travers la commune, écoles qui finissent par

acquérir le statut public, sans infrastructures de base. Le jumelage des niveaux d'études dans une même salle de classe, faute d'infrastructures et d'enseignants, se trouve être la solution la plus pratique adoptée dans plusieurs localités.



Photo 9 : Contrastes dans la formation éducative des enfants d'une localité à une autre

Cliché : ADDUCOB/Octobre 2008

A gauche : un bâtiment de deux salles de classe construit sur financement BIP à Ganati (10 km de Mayo-Baléo), et à droite une salle de classe en matériaux précaires exposant les enfants aux intempéries à Salassa, (5 km de Mayo-Baléo)

3.1.1.8. La perception de Mayo-Baléo

Elle représente le Ministère de l'Economie et des Finances. La perception compte un percepteur et un agent de l'Etat. Le percepteur assure également les fonctions de receveur municipal, ce qui établit de fait une franche collaboration entre les deux institutions.

La perception est logée dans les locaux de la Sous-Préfecture.

3.1.1.9. La brigade de gendarmerie

La localisation géographique de la commune en zone frontalière (la frontière avec le Nigeria se situe à moins de 50 km), l'expose de nombreux risques d'insécurité et de délinquance tant sociale que économique. Cette position nécessite la mise en place d'un système sécuritaire conséquent afin de parer à toute éventualité.

La brigade de gendarmerie de Mayo-Baléo composée de six éléments au total et elle est logée dans une maison de fortune en location.

3.2. Les infrastructures sociales de base

Les infrastructures sociales de base regroupent principalement les structures sanitaires, les infrastructures marchandes, infrastructures routières et hydrauliques.

3.2.1. les structures sanitaires et sociales

La commune de Mayo-Baléo dispose d'un Centre médical d'arrondissement (CMA) et des centres de santé intégrés confessionnels.

3.2.2 Les institutions sanitaires

Le Ministère de la santé publique est représenté au niveau communal à travers les trois structures sanitaires que sont le Centre Médical d'Arrondissement installé à Mayo-Baléo, le Centre de santé intégré protestant de Gadjiwan et le Centre de santé intégré catholique d'Almé. Les trois structures nécessitent des réfections et des équipements pour un service efficace.

Tableau 20 : Synthèse des infrastructures sanitaires dans l'arrondissement de Mayo-Baléo

N°	UPP	Nature infrastructure	Personnel	Observations/ Etat
01	Mayo-Baléo centre	Centre Médical d'Arrondissement	-Un médecin (directeur) -Deux infirmiers -Une aide soignante -Un aide pharmacien -Un planton	Fonctionnel
02	Almé	Centre de santé intégré catholique	-Deux infirmiers (Un major) -Une aide soignante	Fonctionnel
03	Gadjiwan	Centre de santé intégré de l'EELC	-Deux infirmiers -Un laborantin -Un aide pharmacien	Fonctionnel

Source : Synthèse des PDL (2009)

3.2.3. L'hydraulique

Le slogan « l'eau c'est la vie » trouve toute sa signification dans cette commune où les infrastructures hydrauliques font cruellement défaut, qu'elles servent à l'abreuvement des humains ou des animaux. Le problème se pose autant en zone urbaine que rurale.

Dans la ville de Mayo-Baléo, on dénombre au total trois forages, dont deux fonctionnels pour près de 7 000 personnes. Une station Scan water créée en 1998 a fonctionné pendant deux ans, soit jusqu'en 2000. Financée par le Danemark, elle avait permis d'installer à travers la ville, 17 bornes fontaines, alimentant gratuitement les ménages. Son non fonctionnement serait lié à trois causes principales :

- La salinité des eaux qui causait déjà l'abandon de borne fontaines par les populations pour recourir aux puits et sources non aménagées ;
- L'obstruction du forage principal qui alimentait la station ;
- L'irrégularité dans les approvisionnements de la station en carburant ;

- Un suivi mécanique peu rigoureux qui a entraîné des problèmes mécaniques plus tard ;
- Récemment la vétusté du réseau de tuyauterie.

En saison sèche (Janvier - Mai), le problème d'eau se pose avec acuité et on assiste à une forte augmentation du nom de malades souffrant des parasitoses intestinales passant de 20% à plus de 60% (CMA, 2008). Les populations adoptent comme solution locale le creusement des puits à ciel ouverts dans leur concession, près des WC non protégés et peu profonds qui tarissent avec la sévérité de la saison sèche.



Photo 10 : Etat des infrastructures hydrauliques dans la ville de Mayo-Baléo

Cliché : ADDUCOB/Octobre 2008

3.2.4. Hydraulique villageoise

50% des villages de la commune disposent au moins un forage fonctionnel construit sur financement BIP ou FEICOM. Dans l'ensemble, l'accès à l'eau potable reste un problème permanent en zone rurale. Dans la majorité des localités, le tarissement des puits à ciel ouverts réalisés par le génie rural il y a une vingtaine d'années, contraint les populations à faire recours aux eaux des sources non aménagées.

Tableau 21 : Situation des points dans la commune de Mayo-Baléo

Canton	Forage	Borne fontaine	Puits moderne	Puits à ciel ouvert	Source aménagées
Mayo-Baléo	04	17	03	04	01
Almé	03	05	03	02	01
Gadjiwan	04	0	05	02	0
Total	11	22	11	08	02

3.2.5. Hydraulique pastorale

Malgré la forte présence de l'élevage bovin dans la commune, l'hydraulique pastorale n'a pas fait l'objet d'attention particulière. L'abreuvement du bétail se fait dans les sources d'eau non aménagées, en partage avec les humains et dans les rivières.

3.2.5. Infrastructure marchandes

Douze marchés servent de lieux d'échanges divers dans la commune

Tableau 22 : Etat des infrastructures des principaux marchés fréquentés de la commune de Mayo-Baléo

N°	Localisation	Jour de marché	Etat des lieux	Type de produit dominant
01	Mayo-Baléo	Lundi	Quelques boutiques construites	- Vivrier, - Produits hydrocarbures - Produits manufacture - Produits de première nécessité - Volaille - Gros bétail
02	Gadjiwan	Vendredi	Construit en matériaux locaux	- Vivrier, - petit ruminant - Volaille - Gros bétail
03	Almé	Vendredi	Construit en matériaux locaux	
04	Ganati		Non construit	
05	Djamtari	Mercredi	Non construit	
06	Sarki Mata	Mardi	Non construit	
07	Guéreng	Lundi	Non construit	
08	Gourwalti	Mercredi	Non construit	
09	Sambo	Jeudi	Non construit	
10	Vogti	Dimanche	Non construit	
11	Guendoumin		Non construit	
12	Wouldé		Non construit	

Source : *Diagnostic participatif*

3.2.6. Infrastructures sportives et de Loisirs

La jeunesse représente plus de 40% de la population de la commune. Au-delà du besoin de multiplication des infrastructures de formation éducative, il se pose également un besoin de création des infrastructures de sport et de loisirs, afin de permettre le plein épanouissement de ceux qui constitueront la force de travail de la commune au cours des dix prochaines années.

Le principal sport est le football, il se pratique sur terrains aménagés par les populations. Aucun aménagement d'infrastructures sportives n'a été effectué par les institutions publiques ou privées. Les aires de jeu se trouvent généralement dans les établissements scolaires.

Les projections cinématographiques constituent également des rares occasions de rencontres des jeunes. Elles restent cependant limitées dans la zone urbaine.

3.2.7. Infrastructures routières

La commune de Mayo-Baléo est traversée par la route carrossable Djoumvoli – Almé, cette route n'a pas connue entretien depuis une décennie. Quelques pistes desservent les villages de la commune. Mais leur état reste bien déplorable car pour la plupart de temps ces pistes, uniquement réservées aux piétons, sont donc mal entretenues. Ceci constitue d'autant plus un handicap que l'UPP ne sont pas accessible en saison de pluies du aux inondations par de nombreux cours qui arrosent la commune. Cette situation rend difficile l'évacuation des malade dans les centres de santé et prédispose à une production de masse, et par conséquent à un besoin d'évacuation des produits agropastoraux vers les centres de consommation ou de stockage.



**Photo 11 : Illustration de l'état des routes en saison des pluies
(Cliché ADDUCOB, Octobre 2008)**

3. Analyse des ressources financières communales

3.1. Clarification notionnelle

Budget : Acte prévisionnel des recettes et des dépenses ; il est autorisé par le Conseiller Municipal par vote ou adoption, et par la Tutelle qui approuve le budget. Un avant-projet de budget est préparé par le Maire et soumis au Conseil Municipal, le projet de budget est approuvé par le Conseil Municipal et soumis à la Tutelle

Crédits : Ce sont des prévisions de recettes et de dépenses chiffrées

Deniers publics : L'argent de la collectivité territoriale décentralisée (Commune)

Assiette fiscale : le calcul de la matière imposable / base imposable d'après la réglementation en vigueur

Contraintes budgétaires : principes budgétaires, respect de l'orthodoxie budgétaire ou des pratiques régulières / normalisées

Orthodoxie : respect scrupuleux des règles originelles, et le cas précis de gestion

Budgétaire

2.2. Le budget communal et ses contraintes, élaboration et exécution

2.2.1. Contraintes liées à l'élaboration du budget

La principale contrainte à l'élaboration du budget communal tient à la non existence d'un répertoire des contribuables, laquelle devant permettre de faire des prévisions du budget, et aussi la faible implication de certains acteurs à l'instar des sectoriels et les organismes de développement intervenant dans la commune. Entre 2003 et 2005, les recettes propres de la commune de Mayo-Baléo contribuent en moyenne à hauteur de 30% dans les recettes totales. Cette situation rend la commune fortement dépendante des recettes extérieures qui contribuent pour la même période en moyenne pour 70%.

2.2.2. Contraintes liées à l'exécution

L'analyse du budget de la commune entre 2003 et 2005 donne de constater que les dépenses de fonctionnement représentent en moyenne 65% contre 35% en dépenses d'investissement. Cette situation compromet la mise en œuvre des projets communautaires dans la mesure où la commune est peu productive.

2.2.3. De la nomenclature impôts et taxes

La nomenclature des impôts et taxes de la commune révèle un manque de diversification des sources de rentrées fiscales. C'est la conséquence logique du faible développement des activités économiques dans la commune. Le tableau ci-dessous montre les principales sources de recettes propres communales.

Tableau 15 : Principales sources de recettes propres de la commune

Sources	Recettes propres	Contribution aux recettes fiscales en 2008 (en %)	Recettes extérieures
Impôt libératoire	X	9	
Lots non mis en valeur			
Taxe d'affermage	X	4	
Dégradation chaussée			
Patente		2	X
TVA		4	X
CAC		12	X
Autres TC directes		1	X
Taxes d'abatage	X		
Droits de place au marché	X	7	
Droits de fourrière			
Stationnement		2	X
Loyers immeubles			
Total		41	

Source : Compte administratif de la commune de Mayo-Baléo (2008)

Les impôts libératoires constituent ainsi la principale source de recettes fiscales de la commune. D'où la nécessité de répertorier tous les contribuables en fonction de leur domaine d'activités respectif, pour une meilleure programmation du budget.

2.2.4. Autres ressources financières de la commune de Mayo-Baléo

Les ressources de la commune ont été renforcées au cours de ces quatre dernières années par diverses formes de subventions et dons, notamment :

- la subvention FEICOM pour la réalisation de 06 puits modernes,
- la subvention FEICOM pour la construction et l'équipement de 06 salles de classe à l'EP de Gadjiwan ;
- la subvention FEICOM pour la construction d'un hôtel de ville à Mayo-Baléo ;
- le don PNDP pour l'accompagnement de la commune de Mayo-Baléo dans la réalisation des Plans de Développement Local (PDL) et la réactualisation de son Plan de Développement Communal (PDC).

Chapitre 4: Le diagnostic communal

1. Atouts et potentialités socio-économique et environnemental de la commune de Mayo-Baléo

La commune de Mayo-Baléo dispose de nombreux atouts et potentialités pour son réel développement économique et social. Ces atouts sont constitués des secteurs naturels et humains peu ou pas encore exploités, et dont l'élaboration d'une meilleure politique permettrait de valoriser.

1.1. Les ressources humaines

- ❖ Main d'œuvre abondante mais peu qualifiée
- ❖ Population et élites dynamiques
- ❖ Cohabitation des différentes religions
- ❖ Cohabitation de différentes ethnies
- ❖ Existence de nombreuses organisations rurales
- ❖ Maîtrise de la pharmacopée traditionnelle

1.2. Les secteurs productifs de la commune

Ils concernent l'agriculture et l'élevage qui sont les principales sources de revenus monétaires des populations ; la commercialisation et la transformation des produits alimentaires, l'artisanat.

1.2.1. l'agriculture et l'élevage: principales sources de revenus monétaires des populations

1.2.1.1. Les atouts au développement de l'agriculture

- ✓ Terres disponibles et fertiles ;
- ✓ Existence des bas fonds propices pour les cultures maraîchères de contre saison ;
- ✓ Production agricole abondante.

1.2.1.2. Les atouts au développement de l'élevage

- Disponibilité du pâturage ;
- Sédentarisation progressive des Mbororo, peuple d'élevage par excellence ;
- Assainissement des pâturages par le MINEPIA contre les glossines.

1.2.2. La commercialisation et la transformation des produits

Les revenus monétaires de nombreux ménages ruraux et urbains proviennent presque essentiellement de la commercialisation des produits agricoles. Il s'agit notamment de la vente du maïs, arachide, igname, manioc, patate et mil/sorgho. La commercialisation de ces produits a dépassé les limites de la commune, et s'étend jusqu'au Nigéria pays voisin. Cette activité qui est l'apanage des jeunes actifs, gagnerait à être organisée et encadrée, pour donner lieu à la formation sur les techniques de commercialisation, la transformation et la conservation des produits agricoles. Les fruits (Orange, citron et pamplemousse) constituent une source des revenus des populations de la localité. Citons également les céréales (maïs, sorgho) et les tubercules (patates, manioc) dont la transformation permet d'obtenir la farine de couscous.

1.2.3. L'artisanat

L'artisanat porte notamment sur la transformation des ressources naturelles (tronc d'arbre en mortier et tam-tam, paille pour les nattes et le Seko,...), peaux d'animaux pour la couverture des tam-tams et la fabrication des tapis artisanaux, la forge pour la fabrication des outils (lance, houes, machette, ...).

1.2.4. L'exploitation des ressources naturelles

La présence de nombreux cours d'eau permet l'exploitation du sable pour la construction des maisons et d'autres ouvrages. Il existe des carrières d'exploitation des moellons.

2. La mise en œuvre de la politique sociale au sein de la commune

2.1. Une longue tradition en matière d'éducation

La création des premières écoles primaires dans la plaine Koutine par les Missionnaires Protestants de la Mission Protestante Norvégienne à partir de 1950, devrait constituer incontestablement un important stimulant pour de nombreux jeunes scolarisables de la commune.

La présence des structures éducatives (Lycée, CES, CETIC, écoles maternelles et primaires,) dont dispose la commune à ce jour à travers les villages, constituent des atouts pour une meilleure formation des jeunes.

2.2. La santé et la protection sociale

Tout comme l'éducation, la commune dispose de nombreux atouts en matière de santé et de protection sociale.

Tableau 16 : Synthèse des structures sociales existantes dans la commune de Mayo-Baléo

Localités	Désignation	Nature de la structure	Année de création	Etat actuel
Mayo-Baléo centre	Centre médical d'arrondissement	Publique		Fonctionnel
Gadjiwan	Centre de santé intégré protestant	Confessionnel	1982	Fonctionnel
Almé	Centre de santé intégré catholique	Confessionnel	1990	fonctionnel

Source : Enquêtes et observations ADDUCOB/PDC Mayo-Baléo,

2.3. les greniers villageois

Les greniers villageois existent depuis de longues années au sein de la commune de Mayo-Baléo. Chaque concession dispose ainsi d'au moins un grenier pour la conservation des céréales notamment le maïs, l'arachide et le mil. Ils sont généralement faits de briques de terre recouvertes de paille. Ils sont soit annexés aux cases d'habitation, soit éloignés des concessions.

2.4. La question du VIH/SIDA

La commune dispose à ce jour de 13 CLLS et de 03 COSA fonctionnels. Ces structures participent autant que faire se peut à la sensibilisation des populations sur les questions liées à la pandémie du VIH/SIDA.

3. Les contraintes au développement socio-économique et environnemental de la commune de Mayo-Baléo

3.1. Les contraintes au développement des activités agropastorales

3.1.1. des activités restées traditionnelles (culture, élevage, pêche)

- Faible mécanisation ;
- Faible utilisation des intrants agricoles ;
- L'élevage en divagation ;
- Pratique de la pêche artisanale avec utilisation des produits toxiques ;
- Faible développement de l'élevage des animaux sauvages.

3.1.2. Faible organisation des filières agropastorales

- Faible implication des femmes dans les organisations des producteurs et des distributeurs ;
- Absence des distributeurs des intrants ;

3.2. Le développement de l'exode rural et le vieillissement de la main-d'œuvre agricole

- Non implication des jeunes dans les activités agropastorales ;
- Absence de financement des activités agropastorales ;
- Faible encadrement des producteurs.

3.3. La faiblesse du revenu monétaire des ménages

- Faible productivité des activités agropastorales ;
- Difficultés d'écoulement des produits agricoles ;
- Difficultés d'organisation des producteurs ;
- Forte proportion des actifs du secteur agropastoral.

3.4. Une absence totale d'un tissu industriel

Il n'existe aucune unité industrielle au sein de la commune susceptible d'impulser un réel développement tant infrastructurel qu'économique et humain.

3.5. Les facteurs de la menace environnementale

- Le braconnage ;
- Les feux de brousse ;
- La coupe abusive du bois de chauffe et bois d'œuvre ;
- Dégradation des sols due à la surexploitation agropastorale.

4. Liste des problèmes identifiés au sein de la commune

La synthèse des PDL et le diagnostic communal ont permis d'identifier les problèmes suivants classés par thèmes.

4.1. Identification des problèmes par thématique

4.1.1. Institution communale

- Faible capacité d'intervention de la commune
- Insuffisance des moyens à la commune pour le financement du développement
- Manque de matériel d'exploitation des carrières
- La plupart de conseillers ne maîtrisent pas leur rôle
- Faible capacité organisationnelle et institutionnelle de la commune
- Faible niveau d'implication des populations aux activités de la commune
- Faible représentativité des femmes au sein du personnel communal

- Insuffisance du personnel qualifié dans la commune
- Faible rendement du dispositif actuel de recouvrement des recettes municipales.
- Insuffisance d'organisation stratégique du dispositif de recouvrement communal
- Niveau de collaboration entre responsables encore faible.
- Défaut de cadres techniques pour animer un service d'assiette dont la nécessité de création est ressentie ;
- Faible niveau de communication entre la commune et les populations
- Des incompréhensions persistent sur les droits et devoirs des acteurs de la commune
- Faible représentation des femmes au conseil municipal
- Certains conseillers municipaux maîtrisent très peu leur rôle
- Certains conseillers vivent hors du territoire de la commune.
- Certains conseillers municipaux viennent rarement à la commune.
- Non respect du calendrier trimestriel des réunions du conseil municipal
- Faiblesse des moyens de fonctionnement du conseil municipal
- Agents de recouvrement insuffisamment formés.
- Peu de ressources propres dans la commune
- Stratégie de recouvrement peu efficace
- Faible niveau d'implication de certains conseillers, des femmes et des populations dans l'élaboration et le suivi du budget communal
- Faible niveau de communication autour du budget
- Pas de restitution de la budgétisation à la population
- Elaboration du budget non participative,
- Budget pas toujours très réaliste d'où les faibles taux de réalisation constatés.
- Sous - exploitation du patrimoine communal,
- Matériel roulant vétuste (Un camion régulièrement en panne et deux motos)
- Les relations existant autour de la Commune sont peu exploitées
- Faible niveau d'implication des autorités traditionnelles dans les activités de la commune.

4.1.2: Système éducatif de la commune

- Jusqu'en 2008 aucune des trois (03) écoles maternelles créées n'est pas construite;
- Jusqu'à 04 écoles publiques créées et fonctionnelles sont toujours construites en matériaux provisoires (EP de Djoumvoli, EP de Ganati,.....)
- Le taux de scolarisation dans les écoles primaires publiques varie au tour de 60% ;
- Aucune école n'est dotée d'adduction d'eau potable (Uniquement le lycée de Mayo-Baléo est doté d'un forage nouvellement réalisé);

- Les enfants Mayo-Baléo se déplacent sur une longue distance pour les écoles les plus proches ;
- Des salles de classe sont endommagées dans certaines écoles et devraient être rapidement réfectionnées (EP de Gadjiwan, EP de Lassoumti-Almé,) ;
- La plupart des EP souffre du manque de mobilier et de manuels scolaires et autres matériels didactiques ;
- Insuffisance des formations scolaires d'enseignement secondaire général, technique et professionnel ;
- Insuffisance d'infrastructures, équipements et matériels didactiques dans les formations scolaires (écoles maternelles et primaires, CES, lycée et CETIC) ;
- Insuffisance d'enseignants qualifiés dans les formations scolaires (écoles maternelles et primaires, collèges, CES, CETIC et lycée) ;
- Outil informatique peu connu dans les structures de formation de la commune;

4.1.3. Système de santé:

- La principale cause de mortalité –morbidité au sein de la commune reste le paludisme, les maladies respiratoires et les maladies diarrhéiques;
- Faible taux de couverture sanitaire de la commune
- Insuffisance du personnel sanitaire en qualité et en quantité dans les structures sanitaires (CMA, CSI Protestant et CSI Catholique) ;
- Insuffisance infrastructurelle dans les formations sanitaires;
- Dégradation des structures abritant les formations sanitaires (CMA) ;
- Insuffisance de la logistique dans les formations sanitaires;
- Insuffisance du matériel et équipements d'exploitation dans les formations sanitaires;
- Mauvaise gestion du médicament les formations sanitaires;
- Insuffisance des moyens financiers (BIP, et crédits de fonctionnement, dons et subventions) ;
- Faible participation communautaire;
- Faible taux de fréquentation du CMA par les populations;
- Système de référence et contre référence peu efficace
- Faible taux de couverture vaccinale;
- Faible taux d'accouchement dans les formations sanitaires
- Le Planning Familial est embryonnaire dans la commune;
- Difficultés de prise en charge des personnes infectées et affectées au VIH SIDA ;
- Faible performance du Programme National de Lutte contre le VIH/SIDA dans la commune;

- Moyenne performance préventive et curative du paludisme dans la commune;
- Mauvaise organisation de la médecine traditionnelle dans le district;
- Insuffisance des supervisions des formations sanitaires;
- Difficultés d'accès aux soins de santé dans certaines zones de la commune ;
- Recrudescence des IST / VIH/SIDA ;
- Recrudescence des maladies hydriques dans les communautés ;
- Difficultés pour les populations de prendre en charge les soins de santé ;
- Non respect des règles d'hygiène et de salubrité dans les communautés.

4.1.4. Ressources locales, agriculture, élevage et artisanat, foresterie.

- Faible pouvoir économique des populations ;
- Faible niveau d'exploitation du potentiel économique ;
- Faible connaissance des populations sur l'importance des structures de micro finance;
- Manque de collaboration entre les opérateurs économiques et les autres acteurs de développement de la localité ;
- Faible niveau d'organisation du secteur artisanal ;
- Marchés non construits ;
- Difficultés d'accès aux crédits dans la localité ;
- Mauvais état des axes principaux des communautés ;
- Faible rendement agricole ;
- Mévente des produits agro – pastoraux et artisanaux ;
- Mauvais état des pistes de collecte des produits agricoles ;
- Difficultés d'évacuation des produits agricoles vers les marchés ;
- Faible niveau d'organisation et de collaboration au sein des producteurs (agricoles, pastoraux et artisanaux) ;
- Absence de stratégies de vente des produits ;
- Pratiques fréquentes des feux de brousse;
- Destruction des récoltes par les chenilles et les termites ;
- Destruction des récoltes par les bêtes en divagation ;
- Difficultés d'accès aux intrants agricoles (Engrais chimiques, semences améliorées et produits phytosanitaires) ;
- Baisse de la fertilité des sols ;
- Insuffisance du matériel de production (Tracteur, charrue).

4.1.5. Infrastructures des services de base (adduction d'eau potable, fourniture d'énergie, transport et télécommunication)

- Mauvais état des axes routiers principaux menant dans les communautés de la commune ;
- Difficultés de communication dans les communautés;
- Difficultés d'accès à l'eau potable dans les communautés;
- Difficultés d'accès à l'énergie (électricité) au sein de la population ;
- Mauvais état de la voirie urbaine de la commune ;
- Mauvais état des routes et pistes dans les communautés ;
- Enclavement de certaines zones et communautés de l'espace communal ;
- Délabrement/absence des bâtiments abritant les services déconcentrés de l'état ;
- Absence ou mauvaise qualité des ouvrages d'assainissement et/ou de franchissement dans certaines zones de la commune.

4.1.6. Problèmes liés aux aspects transversaux

- Insuffisance de la prise en compte des aspects socio environnementaux dans les stratégies de développement ;
- Insuffisance d'information en matière de protection de l'environnement ;
- Absence de foyer communautaire et autres infrastructures sociales dans les communautés ;
- Insuffisance de sensibilisation contre le VIH/SIDA ;
- Persistance de pratiques destructrices de la biodiversité (feux de brousse,...) ;
- Destruction abusive de la végétation (arbres, ...) ;
- Persistance des pratiques agricoles favorisant l'érosion et la destruction de la fertilité des sols (labours suivant les courbes de niveaux, ...) ;
- Persistance des comportements à risques de VIH/IST dans les villages ;
- Interruption des activités des comités locaux de lutte contre le SIDA ;
- Destruction de la faune par les chasseurs de gibiers ;
- Insuffisance de régénération des parcelles forestières détruites ;
- Multiplication des zones à risques pour le SIDA et IST dans les villages ;
- Pollution des eaux par la pratique de lessive et/ou vaisselle dans les marigots ;
- Jet des ordures contenant des sachets vides de matières non biodégradables dans la nature (sachets de polyéthylène) ;
- Elevage des bêtes en divagation ;
- Réticence vis-à-vis des tests et contrôles sérologiques volontaires bien que gratuits.

4.2. Priorisation des problèmes

Au cours de l'atelier de consolidation des éléments du PDC tenu les 27 et 28 Août 2009, Les participants à atelier de réflexion sur les thématiques ont à la fin de l'analyse des problèmes les ont priorisé.

Au terme de la séquence de priorisation, la liste reformulée ci-dessous a été retenue comme liste des problèmes prioritaires de la commune de Mayo-Baléo dans le cadre de l'actuel plan de développement communal :

- ✓ Difficultés d'accès des populations à l'eau potable dans les communautés de la commune ;
- ✓ Faible capacité d'intervention de l'institution communale ;
- ✓ Difficultés d'accès à l'enseignement maternelle, de base et secondaire de qualité dans la commune ;
- ✓ Difficultés d'accès aux soins de santé dans certaines zones des communautés de la commune ;
- ✓ Difficultés de mobilité de la population dans les zones enclavées de la commune ;
- ✓ Faible production agropastorale et de la productivité des autres activités économiques de la commune;
- ✓ Difficultés d'accès de la population à l'énergie (électricité) dans les communautés de la commune;
- ✓ Insuffisance de la prise en compte des aspects socio environnementaux dans les stratégies de développement au sein de la commune;

4.3. Analyse des problèmes prioritaires

Elle a consisté au sein de chaque problème, à rechercher les causes et les conséquences du problème prioritaire retenu.

Pour faciliter le travail, l'équipe de modération a proposé aux participants un outil d'analyse combinant dans un esprit simple et logique les approches de la matrice d'analyse simple (causes - effets/conséquences) faisant lieu de l'arbre des problèmes.

Les résultats des analyses sont présentés au point ci-dessous :

4.3.1. Causes pertinentes des problèmes prioritaires de la commune

A. Difficultés d'accès de la population à l'eau potable dans les communautés de la commune

Causes niveau 3	Causes niveau 2	Causes niveau 1	Problème	Effets niveau 1	Effets niveau 2	Effets niveau 3
	Localités éloignées	Réseau Scan water non fonctionnel dans la commune	Difficultés d'accès de la population à l'eau potable dans la commune	Recrudescence des maladies hydriques	Dépenses	Décès
Faible pouvoir d'achat des populations	Abonnés peu nombreux				Endettement	Beaucoup d'orphelins
		pauvreté			Conflits dans les familles	
	Nature du sol (rocheux)	Manque ou insuffisance de puits / forages		Activités ménagères pénibles	Conflits ménagers	divorces
	Insuffisance des initiatives de la part des populations				Faible niveau d'hygiène et salubrité	
	Manque de moyens financiers	Existence de Sources non aménagées à travers la commune		Activités économiques ralenties	chômage	Banditisme
	Insuffisance des initiatives de la part des populations				débauche	agressions
	Manque d'informations/formation	Non maîtrise des techniques des traitements d'eau			Commune sous développée	

B. Faible capacité d'intervention de l'institution communale

Causes niveau 3	Causes niveau 2	Causes niveau 1	Problème	Effets niveau 1	Effets niveau 2	Effets niveau 3	
Non budgétisation et programmation des missions de rencontres des partenaires	la recherche de nouveaux partenaires n'est pas dynamisée	Insuffisance du développement de partenariats	Faible capacité d'intervention de l'institution communale	Difficultés d'exécution des plans d'action	Difficultés à équilibrer le budget	Mauvais fonctionnement des services communaux (fonctionnement au ralenti)	
Faible pouvoir de négociation de l'Exécutif municipal	Les contacts déjà pris ne sont pas tous capitalisés/finalisés					Personnel communal non motivé	
Insuffisance de marketing du PDC existant						Activités non diversifiées	
Non maîtrise du suivi de l'exécution budgétaire (Prévision, réalisation)	Stratégie de recouvrement des recettes communales peu efficace (Faible taux de recouvrement)	Faibles capacités financières de l'institution communale			Le rythme de développement de la commune reste bas	Non réalisation de certains projets	Pas d'actions d'envergure
Carence de structures, équipements et matériels d'intervention (service d'assiette, personnels spécialisés)							Pistes communales non entretenues
Elaboration du budget communal non participative ; budget non restitué aux parties prenantes et agents économiques (faible niveau de communication autour du budget).							Accumulation des impayés
Existence de carrières, immeubles, ressources naturelles sites touristiques... sous-exploitées	Patrimoine communal existant sous-exploité					Impossibilité de construire de nouvelles infrastructures de fourniture des services de base (écoles, centres de santé, points d'eau, routes...)	Persistance du bas niveau de vie
						Emigration des certaines forces vives vers les grands centres urbains	
						Accroissement du taux	Développement

Causes niveau 3	Causes niveau 2	Causes niveau 1	Problème	Effets niveau 1	Effets niveau 2	Effets niveau 3
Absence de matériels roulants et autres engins (génie civil)					de chômage	de la délinquance
Fonds non budgétisé	Absence d'un fonds de développement économique de la commune			Diminution du degré de confiance des populations envers leur institution communale	Incivisme fiscal	Aggravation de la faiblesse des ressources de la commune
Non identification des projets générateurs de recettes pour la commune	Insuffisance de sources de recettes propres de la commune					
Insuffisances dans l'identification des sources de recettes						Intensification des rivalités sur le terrain politique
Formation technique du personnel communal et des conseillers municipaux insuffisante (non maîtrise des rôles des acteurs au sein de l'institution communale)	Faibles capacités opérationnelles du personnel communal et des conseillers municipaux	Faible niveau de gouvernance au sein de la commune				
Niveau de collaboration et concertations insuffisant entre les acteurs de la commune						
Non maîtrise des lois sur la décentralisation	Non respect des droits et devoirs des acteurs de la commune					
Inexistence d'un organigramme fonctionnel						

C. Difficultés d'accès des populations à l'enseignement maternelle, de base et secondaire dans la commune

Causes niveau 3	Causes niveau 2	Causes niveau 1	Problème	Effets niveau 1	Effets niveau 2	Effets niveau 3
Crise économique	Non remplacement par l'Etat des enseignants mutés ou retraités	Insuffisance d'enseignants dans les formations scolaires	Difficultés d'accès de la population à l'enseignement maternelle, de base et secondaire de qualité	Jumelage des classes	Mauvais rendements scolaires	Déperditions scolaires
Faible organisation des populations	Manque de moyens locaux pour la prise en charge des enseignants de parents				Surcharge des enseignants	Démotivation des enseignants
Faiblesse des moyens de l'APE	Manque de moyens pour construire les structures	Insuffisance d'écoles sur l'espace communal (maternelle, primaire, secondaire)		Difficulté de maîtrise des effectifs pléthoriques dans les salles de classe	Accroissement du taux des échecs	Déperditions scolaires
Faible engagement (initiative) de la part des populations	Insuffisance du lobbying de la part des élites				Difficulté de communication pédagogique entre l'élève et l'enseignant	Bas niveau d'encadrement des élèves
	Insuffisance de salles de classe ; salles de classe délabrées	Insuffisance et/ou délabrement des infrastructures dans certaines écoles existantes		Environnement scolaire pollué	Les élèves sont exposés aux maladies par manque d'hygiène de l'eau (diarrhée, dysenterie, typhoïde,...)	
	Manque d'infrastructures de jeux et loisirs, de latrines, points d'eau et électricité					
	Absence d'équipement de formation sur les nouvelles technologies de l'Information et de la communication (NTIC) dans les collèges	Insuffisance d'équipements et de matériels didactiques dans des formations scolaires existantes		Produits des formations scolaires de la commune peu compétitifs	Accroissement du taux de chômage dans la commune	Persistance de la pauvreté

D. Difficultés d'accès aux soins de santé dans certaines zones de la commune

Causes niveau 3	Causes niveau 2	Causes niveau 1	Problème	Effets niveau 1	Effets niveau 2	Effets niveau 3
Insuffisance d'initiatives de la population	Absence des décrets de création	Insuffisance des formations sanitaires pour couvrir l'ensemble de la population		Recrudescence du paludisme et des IST/SIDA	Forte morbidité	Problème de main-d'œuvre ; Pauvreté persistante
Crise économique	Moyens de l'Etat limités				Economie familiale affectée du fait des coûts des médicaments	Recours à l'automédication
Conflits d'autorité	Faible participation de la communauté				Augmentation de la mortalité des patients	Conflits familiaux relatifs aux causes non maîtrisées
Principe de partenariat non maîtrisé						
Pas de dotation de crédits	Insuffisance en moyens logistiques	Insuffisance d'équipements performants et des infrastructures dans les différentes formations sanitaires existantes (lits, appareils, etc.)	Difficultés d'accès de la population aux soins de santé dans la commune	Les patients se déplacent sur de longues distances pour se faire soigner	Recours aux tradipraticiens et même aux charlatans	Aggravation des maladies et développement des phénomènes de résistances
Pas d'entretien	Etat vétuste des équipements existants dans les centres de santé				Les durées normales d'hospitalisation ne sont pas respectées	Services peu efficaces
Insuffisance ou absence de bâtiments dans certaines formations sanitaires de la commune	Des formations sanitaires publiques fonctionnent dans les domiciles privés et des responsables logent hors de leur aire de compétence	Faible capacité d'accueil et de suivi des patients dans des formations sanitaires existantes		Évacuations fréquentes des patients vers d'autres centres	Enregistrement des cas de mortalité pendant les évacuations sanitaires	

Causes niveau 3	Causes niveau 2	Causes niveau 1	Problème	Effets niveau 1	Effets niveau 2	Effets niveau 3
	Personnels de l'Etat non remplacés suite aux décès, retraite démission	Insuffisance du personnel qualifié dans les différentes formations sanitaires			Difficultés de suivi des malades éloignés de leurs domiciles	
	Absence de bâtiment pour loger le service de santé de District	Fonctionnement non optimal du service de santé de district			Aggravation du coût des soins de santé	Difficultés des populations à prendre en charge leurs soins sanitaires

E. Difficultés de mobilité de la population dans les zones enclavées de la commune

Causes niveau 3	Causes niveau 2	Causes niveau 1	Problème	Effets niveau 1	Effets niveau 2	Effets niveau 3
Pauvreté des populations	Manque de moyens	Route inexistantes	Difficultés de mobilité de la population dans les zones enclavées de la commune	Baisse des activités économiques	Chômage	
Manque de soutien						
Relief très accidenté	Passivité des populations				Exode rural	
Naïveté						
Manque de sensibilisation	Pas d'esprit d'ouverture				Faible pouvoir d'achat	
Conservatisme						
Manque d'organisation	Manque de programmation				Baisse du taux de scolarité	
Pas d'esprit d'ouverture						
Manque de sensibilisation	Incivisme des populations	Développement de la délinquance, banditisme et consommation abusive des stupéfiants				
Pas de moyen financiers					Trafic peu important	Faible pouvoir d'achat
Manque de programmation	Absence d'ouvrage d'assainissement et/ou de franchissement	Accroissement de la misère				
Manque d'organisation					Ouvrages jamais construits	Pratiques occultes
Absence d'éducation	Ouvrages construits et mal entretenus	Exode rural				
Pas de comité de route					Relief peu favorable	
Utilisation périodique	Manque de moyen					
Faible activité économique						
Climat peu favorable						
Pas de moyens financiers						
Pas de programmation						
Population non organisée						
Pas d'organisation						
Pas de comité de suivi						
Incivisme des populations						
Population non organisée						
Manque de moyen						

F. Faible production agropastorale et de la productivité des autres activités économiques de la commune

Causes niveau 3	Causes niveau 2	Causes niveau 1	Problème	Effets niveau 1	Effets niveau 2	Effets niveau 3	
	Méconnaissance de type fertilisant	Non utilisation des fertilisants organique et chimique	Faible production agropastorale et de la productivité des autres activités économiques de la commune	Faiblesse des revenus annuels	Sous-scolarisation de la progéniture	Non accès aux NTIC	
						Délinquance juvénile	
						insécurité	
Non subvention	Coût élevé des fertilisants				Ne peut s'acquitter de ses devoirs civiques	Taxes impôts non payés	
Faible production				Insolvabilité des citoyens			
						Délinquance économique	
	Coût élevé des semences	Non utilisation de bonnes semences (animales, végétales)			Bas niveau de vie	Difficultés d'accès aux services de base	Difficultés à se soigner
Absences producteurs semences	Non existence semence de bonne qualité				Exode rurale		Pas d'accès à l'eau potable
Manque de formation	Faible regroupement des producteurs.	Eloignement des encadreurs					
	Faible maîtrise des itinéraires techniques.					Vol	
						chômage	
Non développement des productions agricoles de contre-saison	Faible exploitation des bas fonds existants	Faible niveau d'exploitation du potentiel économique		Sous-développement économique de la commune de Mayo-Baléo	Présence réduite des opérateurs économiques		
	Faible connaissance des populations sur l'importance des structures de micro finance						

Causes niveau 3	Causes niveau 2	Causes niveau 1	Problème	Effets niveau 1	Effets niveau 2	Effets niveau 3
	Ignorance des stratégies de développement des chaînes de valeur ajoutée autour des spéculations phares					
	Manque de collaboration entre les opérateurs économiques et les autres acteurs concernés pour exploiter à bon escient le potentiel économique				Faible fourniture des biens et services	
	Manque de sources de revenus prometteurs					
	Difficulté d'accès aux moyens de financement des activités	Faible pouvoir économique des populations			Faible développement du tourisme (Moins de visiteurs dans la commune)	
	Faibles niveau d'organisation de la population					
	Mévente des produits agricoles, pastoraux et artisanaux					

G-Difficultés d'accès de la population à l'énergie (électricité) dans les communautés de la commune

Causes niveau 3	Causes niveau 2	Causes niveau 1	Problème	Effets niveau 1	Effets niveau 2	Effets niveau 3
Population non organisée	Insuffisance d'esprit d'initiatives chez la population	Insuffisance des moyens financiers des populations	Difficulté d'accès à l'énergie électrique dans la commune	Activités économiques limitées	Moins d'investissement en milieu rural	Chômage
Population pauvre					pauvreté	Exode rural
Population éparpillée dans les bocages	Non utilisation des sources d'énergies renouvelables			Sources de production d'énergie non diversifiées	Développement de l'insécurité	Banditisme, Agressions
Manque d'informations		Insécurité des malades dans les centres de santé non électrifiés				
Manque d'appui des partenaires				Accès difficile aux TIC	Faible rendement scolaire	
					Sous information mental de la population	

H- Insuffisance de la prise en compte des aspects socio environnementaux dans les stratégies de développement au sein de la commune

Causes niveau 3	Causes niveau 2	Causes niveau 1	Problème	Effets niveau 1	Effets niveau 2	Effets niveau 3	
Prise de conscience insuffisante	Insuffisance de services déconcentrés au niveau municipal	Insuffisance d'information/sensibilisation en matière de protection de l'environnement	Insuffisance de prise en compte des aspects socio-environnementaux	Persistance des pratiques destructrices de l'environnement et de la biodiversité	Pratique de l'écobuage		
					Non respect des techniques de défense et restauration des sols		
	Déforestation abusive par l'homme				Disparition des plants médicinaux		
	Non pratique de l'agroforesterie						
	Insuffisance de régénération des parcelles de forêts détruites						
	Pratique généralisée des feux de brousse et des brulis						
Défaut de concertations	Manque de synergie entre la Mairie et les ONG de protection de l'environnement						
Stratégie non optimale	Faible performance du programme de lutte contre les IST/SIDA	Insuffisance de sensibilisation contre le VIH/SIDA			Persistance des comportements à risque de VIH/SIDA	Réticence vis à vis des tests et contrôle sérologiques bien que gratuits	
Nombre de formés insuffisant	Insuffisance de pairs éducateurs					Fréquentation des zones à risque	
Mauvaise gestion	Interruption des activités des comités de lutte contre le SIDA					Pratique des rapports sexuels non protégés	
						Manipulation inconsciente des objets souillés	
Manque d'initiatives	Absence d'un centre multifonctionnel municipal	Sensibilisation insuffisante sur les phénomènes sociaux (genre, groupes défavorisés, minorités...)			Marginalisation de certains groupes sociaux	Développement des mécontentements/conflits	

4.3.2. Recherche des solutions aux problèmes prioritaires

A-Difficultés d'accès de la population à l'eau potable dans les communautés de la commune

Problème : Difficultés d'accès de la population à l'eau potable

Objectif : Faciliter l'accès à l'eau potable dans la commune

a) Recherche de solution

Causes/effets	Solutions proposées	Acteurs impliqués	Hypothèses/risques
Réseau Scan water non fonctionnel dans la commune	Réhabilitations du réseau Scan water dans la commune de Mayo-Baléo	Commune, communautés, partenaires	Conjoncture socio-économique favorable
Manque ou insuffisance de puits / forages d'eau	Créer des puits/forages d'eau dans la commune	Commune, communautés, partenaires	
Existence de Sources non aménagées à travers la commune	Aménager les sources naturelles existantes dans la commune	Commune, communautés, partenaires	
Non maîtrise des techniques des traitements d'eau	Former les communautés sur les techniques de traitement/épuration de l'eau avant consommation	Commune, communautés, OA	RAS

b) Actions envisagées

Solutions proposées	Actions	Activités	Hypothèses/risques
Réhabiliter le réseau Scan water dans la commune de Mayo-Baléo	Mobiliser les fonds pour la réhabilitation	Organiser des réunions de sensibilisation	Conjoncture socio-économique favorable
Créer des puits/forages d'eau dans la commune	Construction de 03 puits/forages améliorés à Mayo-Baléo centre	Mobiliser les fonds	Conjoncture socio-économique favorable
	Construction de 20 puits modernes/forages améliorés dans les communautés de Mayo-Baléo	Mobiliser les fonds	
	Extension le réseau du captage d'eau potable du canton d'Almé	Mobiliser les fonds Rechercher les partenaires	Bonne disposition des organisations internationales partenaires
Aménager les sources naturelles existantes dans la commune	Identification de toutes les sources aménageables dans la commune	Mener un diagnostic	Conjoncture socio-économique favorable
	Mobiliser les fonds pour l'aménagement de certaines sources		
Entretenir les infrastructures d'adduction d'eau potable existantes	Formation/animation des Comités de Concertation (CC) des communautés pour l'entretien permanent des installations	Mobiliser les fonds	RAS
Former les communautés sur les techniques de traitement/épuration de l'eau avant consommation	Organisation de 30 sessions de formation dans les UPP	Sensibiliser les bénéficiaires Mobiliser les fonds	RAS

B-Faible capacité d'intervention de l'institution communale

Problème : Faible capacité d'intervention de la commune

Objectif : Améliorer la capacité d'intervention de la commune

a) Recherche de solution

Causes/effets	Solutions proposées	Acteurs impliqués	Hypothèses/risques
Insuffisance du développement de partenariats	Développer les partenariats avec la commune	Exécutif municipal ; Conseil Municipal	Application effective des lois sur la décentralisation
Faibles capacités financières de l'institution communale	Améliorer les capacités financières de l'institution communale	Commune, Etat, Partenaires	Chaque acteur joue bien son rôle
Faible niveau de gouvernance au sein de la commune	Améliorer le niveau de gouvernance au sein de la commune	Exécutif municipal, Conseil municipal, Personnel communal, Partenaires de la commune, Tutelle.	Les lois sur la décentralisation sont maîtrisées par tous les acteurs

b) Actions envisagées

Solutions proposées	Actions	Activités	Hypothèses/risques
Développer les partenariats avec la commune	Dynamisation de la recherche de nouveaux partenaires	Budgétisation et programmation des missions de rencontres des partenaires	Crédits suffisants
	Capitalisation et finalisation de tous les contacts déjà pris	Augmentation du pouvoir de négociation de l'Exécutif municipal	Capacités financières de la commune augmentée
		Promotion et marketing du PDC (Développement et entretien du site web...)	Systèmes de communications nationales et internationales continuellement développés
Améliorer les capacités financières de l'institution communale	Amélioration de la stratégie de recouvrement des recettes communales	Assurer la maîtrise du suivi de l'exécution budgétaire (Prévision, réalisation)	RAS
		Mise sur pied de structures, équipements et matériels d'intervention (service d'assiette, personnels spécialisés)	Conjoncture socio-économique stable
		Elaboration participative du budget communal ; restitution du budget aux parties prenantes et agents économiques (amélioration du niveau de communication autour du budget).	Climat social toujours stable
	Amélioration de l'exploitation du patrimoine communal existant	Rentabilisation de l'exploitation du patrimoine communal : carrières, immeubles, ressources naturelles sites touristiques...	Conjoncture socio-économique stable ; Bonne disposition d'esprit des leaders traditionnels
		mise en service du cybercafé	Services des fournisseurs d'accès disponibles
		Acquisition de matériels roulants et autres engins (génie civil)	Conjoncture socio-économique stable
	Création d'un fonds de développement de la commune	Affectation d'un crédit budgétaire sur la ligne	Ressources financières de la commune en augmentation

	Accroissement des sources de recettes propres de la commune	identification et réalisation des projets générateurs de recettes pour la commune : -construction d'une cité municipale -création d'un parc zoologique à vocation touristique -construction d'un centre socioculturel (bibliothèque, salle de spectacles, stade multisports...)	Conjoncture socio-économique stable
		identification de toutes les sources de recettes de la commune (organisation d'un atelier)	RAS
Améliorer le niveau de gouvernance au sein de la commune	Amélioration des capacités opérationnelles du personnel communal et des conseillers municipaux	Renforcement des capacités techniques du personnel communal et des conseillers municipaux (maîtrise des rôles des acteurs au sein de l'institution communale)	Entrée en vigueur effective des lois sur la décentralisation
		Amélioration du niveau de collaboration et concertations entre les acteurs de la commune	
	Promotion du respect des droits et devoirs des acteurs de la commune	Vulgarisation des lois sur la décentralisation au sein de l'institution communale	RAS
		Elaboration d'un organigramme fonctionnel pour la commune	RAS

C- Faible niveau d'accès des populations à l'éducation dans la commune

Problème: Difficultés d'accès à l'enseignement maternelle, de base et secondaire de qualité

Objectif : Améliorer d'accès des populations à l'enseignement de qualité dans la commune

a) Recherche de solution

Causes/effets	Solutions proposées	Acteurs impliqués	Hypothèses/risques
Insuffisance d'enseignants dans les formations scolaires	Augmenter l'effectif des enseignants dans les formations scolaires	Etat, Commune, APE, Elites, Partenaires	L'Etat continue la formation des maîtres dans les Ecoles Normales
Insuffisance d'écoles sur l'espace communal (maternelles, primaires, secondaires)	Solliciter la création et construire de nouvelles écoles sur l'espace communal (maternelles, primaires, secondaire)	Etat, Commune, APE, Elites, Partenaires	Disponibilité des sites de construction
Insuffisance et/ou délabrement des infrastructures dans certaines écoles existantes	Construire de nouvelles infrastructures et réfectionner celles délabrées dans certaines formations scolaires existantes	Etat, Commune, APE, Elites, Partenaires	Conjoncture socio-économique favorable
Insuffisance d'équipements et de matériels didactiques dans des formations scolaires existantes	Augmenter les équipements et matériels didactiques dans des formations scolaires existantes	Etat, Commune, APE, Elites, Partenaires	Conjoncture socio-économique favorable

b) Actions envisagées

Solutions proposées	Actions	Activités	Hypothèses/risques
Augmenter l'effectif des enseignants dans les formations scolaires	Remplacement par l'Etat des enseignants mutés ou retraités	Solliciter l'affectation de nouveaux maîtres dans la commune	L'Etat continue la formation des maîtres dans les Ecoles Normales
	Recherche de moyens locaux pour la prise en charge des enseignants de parents	Sensibilisation et organisation des populations, redynamisation des APE	
Solliciter la création et construire de nouvelles écoles sur l'espace communal (maternelles, primaires, secondaire)	Mobilisation des moyens pour la construction des structures déjà créées		Disponibilité des sites de construction
	Mise en œuvre d'une stratégie de lobbying pour la création de nouvelles formations scolaires		
Construire de nouvelles infrastructures et réfectionner celles délabrées dans certaines formations scolaires existantes	Construction de nouvelles salles de classe et réfection des salles de classe délabrées		Conjoncture socio-économique favorable
	Construction des infrastructures de jeux et loisirs, des latrines, des points d'eau et pose des installations électriques dans certaines écoles		Conjoncture socio-économique favorable
Augmenter les équipements et matériels didactiques dans des formations scolaires existantes	Fourniture d'équipements de formation sur les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) aux établissements secondaires de la commune		Conjoncture socio-économique favorable

D-Difficultés d'accès aux soins de santé des populations dans certaines zones de la commune

Problème: Difficultés d'accès des populations aux soins de santé de qualité dans certaines zones de la commune

Objectif: Faciliter l'accès aux soins de santé de qualité à toutes les populations de la commune

a) Recherche de solution

Causes/effets	Solutions proposées	Acteurs impliqués	Hypothèses/risques
Insuffisance des formations sanitaires pour couvrir l'ensemble de la population	Augmenter le nombre de formations sanitaires pour couvrir l'ensemble de la population	Etat, commune, communautés, Partenaires (PNDP, autres Projets et Programmes, ONG...)	Conjoncture socio-économique favorable
Insuffisance d'équipements performants et des infrastructures dans les différentes formations sanitaires existantes (lits, appareils, etc.)	Augmenter les équipements performants et les infrastructures dans les différentes formations sanitaires existantes (lits, appareils, etc.)	Etat, commune, communautés, Partenaires (PNDP, autres Projets et Programmes, ONG...)	Conjoncture socio-économique favorable
Faible capacité d'accueil et de suivi des patients dans des formations sanitaires existantes	Améliorer la capacité d'accueil et de suivi des patients dans des formations sanitaires existantes	Etat, commune, communautés, Partenaires (PNDP, autres Projets et Programmes, ONG...)	Conjoncture socio-économique favorable
Insuffisance du personnel qualifié dans les différentes formations sanitaires	Augmenter l'effectif du personnel qualifié dans les différentes formations sanitaires	Etat, commune, communautés	
Fonctionnement non optimal du service de santé	Optimiser le fonctionnement du service de santé	Etat, Commune, Partenaires	Financement disponible
Bas niveau d'hygiène et salubrité dans les communautés	Promouvoir l'hygiène et la salubrité dans les communautés	Etat, Commune	Bon civisme des populations
	Mener des actions d'assainissement de l'environnement	Commune	Bon civisme des populations

b) Actions envisagées

Solutions proposées	Actions	Activités	Hypothèses/risques
Augmenter le nombre de formations sanitaires pour couvrir l'ensemble de la population	Sollicitation de la création de 12 nouvelles formations sanitaires	Plaidoyer auprès des autorités pour la création de nouvelles formations sanitaires	
		Construction des formations nouvellement créées	Conjoncture socio-économique favorable
	Redynamisation de la population pour la participation des communautés	Organisation des réunions de sensibilisation de la population	Climat social toujours favorable
		Création des mutuelles de santé par aire de santé	Climat social toujours favorable
		Dynamisation des COGE/COSA	Climat social toujours favorable
Augmenter les équipements performants et les infrastructures dans les différentes formations sanitaires existantes (lits, appareils, etc.)	Acquisition de nouveaux équipements et matériels de service	Fourniture des équipements et matériels	Conjoncture socio-économique favorable
		Construction des latrines, points d'eau ou AEP, Electrification...	
	Réhabilitation des équipements et matériels existants	Mobilisation des crédits et entretien	Conjoncture socio-économique favorable
Améliorer la capacité d'accueil et de suivi des patients dans des formations sanitaires existantes	Construction de nouveaux bâtiments dans les formations existantes	Construction et équipement de nouveaux des bâtiments de service	Conjoncture socio-économique favorable
		Construction de logements pour le personnel d'astreinte	Conjoncture socio-économique favorable
	Plaidoyer pour la création et la construction des centres de santé intégré à Ganati, Vogti et Samlecti	Elaborer la demande et suivre	conformité avec la carte sanitaire
Augmenter l'effectif du personnel qualifié dans les différentes formations sanitaires	Sollicitation de nouveaux personnels de l'Etat	Demande au MINSANTE	Conjoncture socio-économique favorable
	Formation/recyclage du personnel en service	Mobiliser les moyens financiers	Conjoncture socio-économique favorable

Solutions proposées	Actions	Activités	Hypothèses/risques
Optimiser le fonctionnement du service de santé de district	Construction et équipement du bâtiment du service de santé de District de Mayo-Baléo	Mobiliser les moyens financiers Rechercher les partenaires	Conjoncture socio-économique favorable
Promouvoir l'hygiène et la salubrité dans les communautés	Organisation des campagnes d'éducation alimentaire et sanitaire	Organiser les formations de renforcement des capacités	RAS
	Mener des actions d'assainissement de l'environnement	Sensibiliser les populations	Meilleur civisme des populations

E- Difficultés de mobilité de la population dans les zones enclavées de la commune

Problème : Difficultés de mobilité de la population dans les zones enclavées de la commune

Objectif : Faciliter la mobilité de la population dans toutes les localités de la commune

a) Recherche de solution

Causes/effets	Solutions proposées	Acteurs impliqués	Hypothèses/risques
Routes inexistantes	Ouvrir/reouvrir les routes/pistes dans toute la commune	Communauté, commune, Etat, Bailleurs de fonds	Coût trop élevé du projet Etude de faisabilité non concluante Inertie de l'exécutif communal et autres intervenants.
Très mauvais état des routes et pistes existantes	Mise en place d'une banque des données routières,	Communauté, commune, Etat, Bailleurs de fonds	Inertie de l'exécutif communal et autres intervenants Conditions climatiques
	Réhabiliter les routes, les entretenir		
	Mise en place des comités de routes		
Absence d'ouvrage d'assainissement et/ou de franchissement	Entretien des ouvrages existants	Communauté, commune, Etat, Bailleurs de fonds	Inertie de l'exécutif communal et autres intervenants
	Construction des ouvrages non existants		

b) Actions envisagées

Solutions proposées	Actions	Activités	Hypothèses/risques
Ouvrir/rouvrir les routes	Mise en place de la banque des données des routes à ouvrir/rouvrir	Recenser toutes les routes à ouvrir/rouvrir	-Inertie de l'exécutif municipal - Intérêts partisans
	Priorisation des routes à ouvrir/rouvrir	Convoquer une session du conseil municipal élargie aux sectoriels et communautés concernées pour prioriser les routes à ouvrir/rouvrir	
	Mener les études de faisabilité	Programmer et financer les études de faisabilité	
	Programmer et exécuter les projets		
Mise en place d'une banque des données routières,	Recensement des routes	Confectionner la carte routière de la commune	Insuffisance des moyens
	Relevés des dégradations sur les routes	Schématiser les itinéraires des routes et dégradations constatées	
Réhabiliter les routes, les entretenir	Classifier les routes communales suivant leur degré d'importance et en fonction des critères bien définis.	Elaborer les critères de classification et réaliser la classification	RAS
		Saisir le Conseil Municipal	
	Mener les études techniques des projets à réaliser	Monter les dossiers techniques des projets	RAS
		Elaborer les devis quantitatifs et estimatifs des projets	
	Rechercher les financements des projets arrêtés	Identifier les ressources	
		Répertorier les bailleurs	
		Monter une requête de financement	
	Programmation, suivi et réalisation des travaux	Monter les DAO	RAS
		Passer les marchés	
		Signer les contrats	
Exécuter et suivre les travaux (par l'institution communale)			
Mise en place des comités d'entretien des routes	Organiser les séminaires de sensibilisation des populations sur l'importance de l'entretien des routes	Programmer les séminaires	RAS
		Tenir les séminaires	
Entretien/construire des ouvrages d'assainissement et/ou de franchissement	(Actions identiques aux actions de la solution N° 3)	(Activités identiques aux activités de la solution N° 3)	Climat favorable

F-Faiblesse du rendement/production agricole/pastorale et de la productivité des autres activités économiques de la commune;

Problème: Faiblesse du rendement/production agricole/pastorale et de la productivité des autres activités économiques de la commune

Objectif: Améliorer le rendement/production agricole/pastorale et la productivité des autres activités économiques de la commune

a) Recherche de solution

Causes/effets	Solutions proposées	Acteurs impliqués	Hypothèses/risques
Non utilisation des fertilisants organique et chimique	Promouvoir l'utilisation des fertilisants organique et chimique	Commune, Sectoriels, communautés, Producteurs	Disponibilité continue des fertilisants
Non utilisation de bonnes semences (animales, végétales)	Promouvoir l'utilisation de bonnes semences (animales, végétales)	Commune, Sectoriels, communautés, Producteurs	Semences disponibles
Eloignement des encadreurs	Rapprocher les structures d'encadrement des producteurs	Etat, commune	Sites disponibles
Faible niveau d'exploitation du potentiel économique	Améliorer le niveau d'exploitation du potentiel économique disponible	Commune, Partenaires, OE	Conjoncture socio-économique favorable
Faible pouvoir économique des populations	Améliorer le pouvoir économique des populations rurales	Commune, Partenaires, OE	Conjoncture socio-économique favorable

b) Actions envisagées

Solutions proposées	Actions	Activités	Hypothèses/risques
Promouvoir l'utilisation des fertilisants organique et chimique	Amélioration des connaissances des producteurs sur les fertilisants	Former techniquement des producteurs	RAS
	Réduction des les coûts des fertilisants	Subvention des intrants en faveur des producteurs de la commune	Conjoncture socio-économique favorable
Promouvoir l'utilisation de bonnes semences (animales, végétales)	Rendre le coût des semences abordable		
	Promotion de la disponibilité des semences de bonne qualité	Former et appuyer les producteurs locaux de semences	RAS
Rapprocher les structures d'encadrement des producteurs	Promotion des organisations des producteurs ; Création de 06 postes agricoles et 03 CZV ; Dotation des PA et CZV de moyens de locomotion	Former et accompagner les producteurs par les PA et CZV	RAS
	Amélioration de la maîtrise des itinéraires techniques des spéculations par les producteurs	Former les producteurs	RAS
Améliorer le niveau d'exploitation du potentiel économique disponible	Améliorer l'exploitation des bas fonds existants	Développer les productions agricoles de contre-saison	Climat favorable
	Amélioration des connaissances des populations sur l'importance des structures de micro finance	Informers les producteurs	RAS
	Sensibilisation des producteurs sur les stratégies de développement des chaînes de valeur ajoutée autour des spéculations phares	Organiser des réunions d'information	
	Création des plates formes de collaboration entre les opérateurs économiques et les autres acteurs concernés pour exploiter à bon escient le potentiel économique	Organiser des réunions d'information	Conjoncture socio-économique favorable
Améliorer le pouvoir économique des populations rurales	Formation des producteurs sur l'entreprenariat (identification de sources de revenus potentielles)		Conjoncture socio-économique favorable
	Facilitation de l'accès des producteurs aux moyens de financement des activités productrices	Organiser des réunions d'information	
	Promotion de l'organisation de la population (filiales)	Organiser des réunions d'information	
	Facilitation de l'écoulement des produits agricoles, pastoraux et artisanaux		

G-Difficultés d'accès de la population à l'énergie (électricité) dans les communautés de la commune

Problème : Difficultés d'accès de la population à l'énergie dans la commune

Objectif : Faciliter l'accès de la population à l'énergie

a) Recherche de solution

Causes/effets	Solutions proposées	Acteurs impliqués	Hypothèses/risques
Sources de production d'énergie électrique non diversifiées	Réaliser l'électrification rurale décentralisée dans les cantons de Mayo-Baléo, Gadjiwan et Almé	Commune, communautés, partenaires	Financements disponibles
Sources de production d'énergie électrique non diversifiées	Diversifier les sources de production d'énergie dans les communautés	Commune, communautés, partenaires	Financements disponibles

b) Actions envisagées

Solutions proposées	Actions	Activités	Hypothèses/risques
Réaliser l'électrification rurale dans les cantons de Mayo-Baléo, Gadjiwan et Almé	Mobilisation des fonds pour l'extension du réseau dans la commune	Sensibiliser les bénéficiaires	Financements disponibles
Diversifier les sources de production d'énergie dans la commune	Réalisation de l'électrification décentralisée des communautés éloignées par la production des énergies renouvelables	Rechercher les partenaires	Financements disponibles

H-Insuffisance de la prise en compte des aspects socio environnementaux dans les stratégies de développement au sein de la commune

Problème: Insuffisance de prise en compte des aspects socio-environnementaux

Objectif: Améliorer le niveau de prise en compte des aspects socio-environnementaux dans les stratégies de développement de la commune

a) Recherche de solution

Causes/effets	Solutions proposées	Acteurs impliqués	Hypothèses/risques
Insuffisance d'information/sensibilisation en matière de protection de l'environnement	Renforcer l'information et la sensibilisation des populations en matière de protection de l'environnement	SSD, Commune, Communauté	RAS
Insuffisance de sensibilisation contre le VIH/SIDA	Renforcer l'information et la sensibilisation des populations sur le VIH/SIDA	SSD, Commune, Communauté	RAS
Sensibilisation insuffisante sur les phénomènes sociaux (genre, groupes défavorisés, minorités...)	Renforcer la sensibilisation des communautés sur les phénomènes sociaux (genre, groupes défavorisés, minorités...)	SSD, Commune, Communauté	RAS
Information insuffisante sur les méfaits de l'écobuage et des feux de brousse	Intensifier l'information et la sensibilisation sur les méfaits de l'écobuage et des feux de brousse	MINEP, Commune, MINADER, CDV, Population (chasseurs, fumeurs)	RAS

b) Actions envisagées

Solutions proposées	Actions	Activités	Hypothèses/risques
Renforcer l'information et la sensibilisation des populations en matière de protection de l'environnement	Création des services déconcentrés au niveau municipal	Rechercher les décrets de création	Moyens matériels et techniques disponibles
	Recruter et former le personnel d'appui	Lancer l'appel d'offre	
	Développement d'une synergie entre la Mairie et les ONG de protection de l'environnement	Rechercher les partenaires	RAS
Renforcer l'information et la sensibilisation des populations sur le VIH/SIDA	Amélioration de la performance du programme de lutte contre les IST/SIDA	Prendre attache avec le GTR/SIDA	Moyens matériels et techniques disponibles
	Formation des nouveaux pairs éducateurs	Mobiliser les ressources financières	RAS
	Palier à l'interruption des activités des comités de lutte contre le SIDA		
Renforcer la sensibilisation des communautés sur les phénomènes sociaux (genre, groupes défavorisés, minorités...)	Création d'un centre multifonctionnel municipal	Mobiliser les ressources financières	Moyens matériels et techniques disponibles
Intensifier l'information et la sensibilisation sur les méfaits de l'écobuage et des feux de brousse	Création des comités de surveillance Sensibiliser les populations cibles	Sensibiliser, mobiliser et informer les populations	

Chapitre 5 : La planification

1. Vision de la commune

Les axes prioritaires définis par la commune de Mayo-Baléo en vue d'assurer le bien-être et la sécurité durable de ses populations portent sur les domaines suivants :

- ❖ L'approvisionnement des populations en eau potable ;
- ❖ d'assurer l'enseignement maternelle, de base et secondaire de qualité ;
- ❖ d'assurer les soins de santé de qualité aux populations ;
- ❖ l'ouverture et l'entretien des routes et des pistes rurales ;
- ❖ l'amélioration de la productivité agropastorale et halieutique ;
- ❖ la promotion des activités de développement économique et social ;
- ❖ d'assurer l'électrification rurale aux populations ;
- ❖ la promotion des activités sportives et culturelles ;
- ❖ la protection durable de l'environnement et des ressources naturelles.

Elle multiplie les actions de développement par les projets rentables mis en œuvre dans le respect des principes de bonne gouvernance et de gestion participative et transparente des ressources de la communauté.

2. Objectifs de développement

2.1. Objectif global

L'objectif global est d'améliorer durablement les conditions de vie des populations de la commune de Mayo-Baléo.

2.2. Objectifs spécifiques

De façon spécifique, il s'agit de :

- 1- Renforcer les capacités institutionnelles de la commune ;
- 2- Améliorer les ressources financières de la commune ;
- 3- Augmenter les infrastructures de la commune ;
- 4- Améliorer le bien être social des populations.

Ces objectifs spécifiques poursuivis par la commune s'intègrent dans les différents secteurs clés évoqués dans le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP). Les secteurs concernés sont entre autres :

- Le développement social ;
- L'éducation ;
- Les infrastructures ;

- La santé ;
- Le développement rural ;
- La gouvernance ;
- La protection de l'environnement et des ressources naturelles.

3. Cadre logique de la planification stratégique

3.1. Objectif global : Améliorer les conditions de vie des populations

3.1.1. Objectif spécifique 1: Renforcer les capacités institutionnelles de la commune

Tableau 23 : Cadre logique de la planification stratégique

Objectifs/Résultats	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)		Suppositions	Indicateurs et sources de supposition	
	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global : Améliorer les conditions de vie des populations	DSRP	Enquêtes	Les objectifs de développement non pas changé	Objectifs du plan national	Plan national enquêtes
Objectif de projet 1.1 : Réorganiser les services communaux					
Résultat 1.1.1 : Recrutement et Affectation du personnel dans les services	Au moins 2 cadres recrutés et affectés aux services techniques d'ici 2014	Contrat de recrutement Note d'affectation	Insuffisance des moyens financiers	Non recouvrement des taxes	Compte de gestion
Résultat 1.1.2 : Elaboration du règlement interne	1 règlement interne disponible en 2010	Archives du secrétaire général			
Objectif de projet 1.2 : Renforcer les capacités techniques et managériales des ressources humaines					
Résultat 1.2.1 : Formation/recyclage effectué	Au moins 1 séance de formation et/ou de recyclage du personnel organisées chaque année	Rapport de formation/recyclage	Insuffisance des moyens financiers	Non recouvrement des taxes	Compte de gestion/Compte administratif
Objectif de projet 1.3 : Améliorer la communication communale					
Résultat 1.3.1 : Institution des réunions de planification hebdomadaires et mensuelles du personnel	Instauration d'au moins 1 réunion/semaine Au moins 1	PV réunions			

	réunion/mois Dès janvier 2010				
Résultat 1.3.2: Confection d'un babillard protégé pour affichage des notes de service	1 babillard protégé confectionné d'ici décembre 2009	PV réception définitive du babillard			

3.1.2. Objectif spécifique 2 : Améliorer les ressources financières de la commune

Objectifs/Résultats	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)		Suppositions	Indicateurs et sources de supposition	
	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif spécifique 2 : Améliorer les ressources financières de la commune	D'ici 2014, les ressources financières ont augmenté d'au moins 50%	-rapports annuels des différents services techniques -Rapport de l'exécutif communal	Non implication de toutes les parties prenantes	-Faible taux de participation aux réunions -Faible taux de contribution financière	-PV des réunions -Compte de gestion - Enquêtes
Objectif de projet 2.1 : Augmenter les recettes propres de la commune	Au moins 25% des impôts ont augmenté chaque année dès le quatrième trimestre 2009	Rapport d'activités du Percepteur	Incivisme fiscal des contribuables	Taux de recouvrement	Rapport d'activités du Percepteur
Résultat 2.1.1 : Recouvrement mieux organisé	Au moins 90% des contribuables identifiés	Répertoire des contribuables	Ignorance de certains secteurs d'activité	Répertoire des contribuables	Répertoire
Résultat 2.1.2 : Incivisme fiscal réduit	Réduction de l'incivisme fiscal chaque année d'au moins 20% à partir du deuxième trimestre 2009	Rapport d'activités du Percepteur	Non implication des FMO	-Manque de matériel roulant -Effectif réduit	
Résultat 2.1.3 : Niveau de reversement dans le compte communal par les percepteurs augmenté (80%)	Une vérification mensuelle du versement effectuée dès janvier 2009	PV de vérification	Absence de moyens logistiques	Non acquisition du matériel par la commune	Rapport compte administratif

Objectifs/Résultats	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)		Suppositions	Indicateurs et sources de supposition	
	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Résultat 2.1.4 : Collaboration avec les sectoriels renforcée	Au moins 1 réunion de concertation chaque trimestre dès 2009	PV de rencontre	A initier par la commune auprès du Sous Préfet		
Résultat 2.1.5 : Exploitation accrue des ressources naturelles	Classification des ressources naturelles effectuée d'ici 2010	Rapport d'activités de la commune	Non implication des sectoriels	Absence de collaboration	Rapports des sectoriels
	Estimation des taux d'exploitation des différentes ressources	Rapport de la commune	Non implication des autochtones	Non identification des exploitants	Rapport de la chefferie
	Nombre de contrats d'exploitation signés	PV de signature des contrats			
Résultat 2.1.6 : Potentiels touristiques mieux exploités	Nombre de sites touristiques identifiés d'ici 2010	Rapport d'activités de la commune			
	Au moins 1 site touristique aménagé tous les 2 ans	PV de réception	Non implication des autorités traditionnelles		
	Nombre de touristes ayant séjournés dans les sites	Rapport du comité de gestion des sites			

3.1.3. Objectif spécifique 3: Augmenter les infrastructures de la commune

Objectifs/Résultats	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)		Suppositions	Indicateurs et sources de supposition	
	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif de projet 3.1 : Améliorer les équipements et matériels de la commune					
Résultat 3.1.1 : Acquisition du matériel roulant de la commune	1 Pick-up et 02 Motos Yamaha sport sont acquis d'ici 2014	PV réception définitive du matériel roulant	Limitation financière	-Absence d'appui financier des partenaires -Non recouvrement des taxes	Compte de gestion/Compte administratif
Résultat 3.1.2 : Acquisition du mobilier pour l'amélioration des conditions de travail du personnel communal	Chaque service équipé de mobilier adéquat en 2010	PV de réception définitive du mobilier	Insuffisance des moyens financiers	Non recouvrement des taxes	Compte de gestion
Résultat 3.1.3 : Acquisition du matériel informatique de la commune	05 ordinateurs complets et 1 photocopieur et un groupe électrogène acquis d'ici 2010	PV de réception définitive du matériel	Insuffisance des moyens financiers	Non recouvrement des taxes	Compte de gestion
Résultat 3.1.4 : Réfection du matériel roulant existant de la commune	Le camion Benz réfectionné et fonctionnel d'ici 2010	PV réception définitive du matériel roulant			
Objectif de projet 3.2 : Améliorer l'état des bâtiments de la commune					
Résultat 3.2.1 : Construction et viabilisation d'un hôtel de ville	1 Hôtel de ville construit et viabilisé d'ici 2010	PV de réception définitive de l'ouvrage	Limitation financière	Absence d'appui financier des partenaires	Compte de gestion
Résultat 3.2.2 : Amélioration du cadre de travail des services déconcentrés de l'Etat	Chaque service déconcentré de l'Etat est bien logé d'ici 2014	PV de réception des bâtiments	Insuffisance des moyens financiers	-Non recouvrement des taxes -Absence d'appui	-Compte de gestion -Rapport d'activités de la

Objectifs/Résultats	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)		Suppositions	Indicateurs et sources de supposition	
	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
				financier des partenaires	commune
Objectif de projet 3.3 : Faciliter l'accès à l'énergie électrique					
Résultat 3.3.1 : Réalisation de l'électrification rurale des trois cantons et des communautés	Tous les trois chefs lieux des cantons sont électrifiés d'ici 2014 (Mayo-Baléo centre, Gadjiwan et Almé)	PV de réception	Insuffisance des moyens financiers	-Non/faible mobilisation des apports des bénéficiaires	-Rapport d'activités des CC
				-Non recouvrement des taxes	-Compte de gestion
				-Absence d'appui financier des partenaires	-Rapport d'activités de la commune
Objectif de projet 3.4 : Améliorer l'approvisionnement en eau potable des populations					
Résultat 3.4.1 : Sources d'eau aménagées	Au moins 10 sources d'eau aménagées d'ici fin 2014	PV de réception			
Résultat 3.4.2 : Points d'eau aménagés dans les villages	04 forages sont réhabilités d'ici 2011	PV de réception	Insuffisance des moyens financiers	-Non recouvrement des taxes	-Compte de gestion
				-Absence d'appui financier des partenaires	-Rapport d'activités de la commune
	30 forages sont réalisés dans la commune d'ici 2014	PV de réception	Insuffisance des moyens financiers	-Non recouvrement des taxes	-Compte de gestion

Objectifs/Résultats	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)		Suppositions	Indicateurs et sources de supposition	
	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
				-Absence d'appui financier des partenaires	-Rapport d'activités de la commune
Résultat 3.4.3 : Réhabilités Réseau SCAN WATER de Mayo-Baléo	Au moins 05 branchements supplémentaires effectués à Mayo-Baléo centre d'ici 2014	PV de réception	Insuffisance des moyens financiers	-Non recouvrement des taxes -Absence d'appui financier des partenaires	-Compte de gestion -Rapport d'activités de la commune
Objectif de projet 3.5 : Augmenter les infrastructures sociales					
Résultat 3.5.1 : Infrastructures et équipements de santé améliorés	04 Centres de Santé Intégré construits d'ici 2014 (Ganati, Vogti, et Djamtari)	PV de réception	-Non/faible mobilisation des apports personnels des bénéficiaires -Absence d'appui financier des partenaires	Taux de mobilisation	Rapport du CC
	Réfection et équipement du CMA, CSI privés d'Almé et de Gadjiwan				
Résultat 3.5.2 : Infrastructures et équipement scolaires améliorés	-Au moins 02 salles de classe sont construites chaque année dans les établissements nécessaires dès 2010; -Au moins 01 salle de classe est réhabilitée dans les établissements nécessaires chaque année dès 2010	PV de réception	-Non/faible mobilisation des apports personnels des bénéficiaires -Absence d'appui financier des partenaires	Taux de mobilisation	-Rapport du CC -Rapport de l'APE

Objectifs/Résultats	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)		Suppositions	Indicateurs et sources de supposition	
	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
	-Une bibliothèque est construite à Mayo-Baléo				
Résultat 3.5.3 : Infrastructures sportives et culturelles construites	03 maisons de la femme est construite et fonctionnelle d'ici 2014 (Mayo-Baléo, Almé et Gadjiwan)	PV de réception	Insuffisance des moyens financiers	-Non recouvrement des taxes -Absence d'appui financier des partenaires	-Compte de gestion -Rapport d'activités de la commune
	01 foyer pour jeunes est construit et fonctionnel d'ici 2014 à Mayo-Baléo	PV de réception	Insuffisance des moyens financiers	-Non recouvrement des taxes -Absence d'appui financier des partenaires	-Compte de gestion -Rapport d'activités de la commune
	01 stade municipal est aménagé à Mayo-Baléo	PV de réception	Insuffisance des moyens financiers	-Non recouvrement des taxes -Absence d'appui financier des partenaires	-Compte de gestion -Rapport d'activités de la commune
Résultat 3.5.4 : Bacs à ordures installés	Au moins 05 bacs à ordures sont installés à Mayo-Baléo centre en 2012	PV de réception	Insuffisance des moyens financiers	-Non recouvrement des taxes -Absence d'appui financier des	-Compte de gestion -Rapport d'activités de la commune

Objectifs/Résultats	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)		Suppositions	Indicateurs et sources de supposition	
	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
				partenaires	
Résultat 3.5.5 : Toilettes publiques	Au moins 02 toilettes publiques sont construites à Mayo-Baléo centre d'ici 2014	PV de réception	Insuffisance des moyens financiers	-Non recouvrement des taxes -Absence d'appui financier des partenaires	-Compte de gestion -Rapport d'activités de la commune
	Chacun des 3 grands marchés est équipé d'une toilette d'ici 2014(Mayo-Baléo, Almé et Gadjiwan)	PV de réception	Insuffisance des moyens financiers	-Non recouvrement des taxes -Absence d'appui financier des partenaires	-Compte de gestion -Rapport d'activités de la commune
Objectif de projet 3.6 : Améliorer l'aménagement de la ville					
Résultat 3.6.1 : Plan d'urbanisation élaboré	01 plan d'urbanisation de la ville élaboré d'ici 2012	PV de réception	Insuffisance des moyens financiers	-Non recouvrement des taxes -Absence d'appui financier des partenaires	-Compte de gestion -Rapport d'activités de la commune
Résultat 3.6.2 Constructions anarchiques réduites	Toutes les nouvelles constructions respectent le plan d'urbanisation de la ville de Mayo-Baléo dès 2013	Registre des permis de bâtir			
Objectif de projet 3.7 : Améliorer les équipements marchands					
Résultat 3.6.1 :	Le marché périodique de	PV de réception	Insuffisance des	-Non	-Compte de

Objectifs/Résultats	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)		Suppositions	Indicateurs et sources de supposition	
	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Marchés aménagés/construits/réhabilitation	Mayo-Baléo est réaménagé d'ici 2014		moyens financiers	recouvrement des taxes -Absence d'appui financier des partenaires	gestion -Rapport d'activités de la commune
	02 marchés sont construits d'ici 2014 (Almé et Gadjiwan)	PV de réception	Insuffisance des moyens financiers	-Non recouvrement des taxes -Absence d'appui financier des partenaires	-Compte de gestion -Rapport d'activités de la commune
Résultat 3.6.2 : Gare routière construite	La gare routière de Mayo-Baléo est construite d'ici 2012	PV de réception	Insuffisance des moyens financiers	-Non recouvrement des taxes -Absence d'appui financier des partenaires	-Compte de gestion -Rapport d'activités de la commune
Objectif de projet 3.8 : Améliorer les infrastructures routières					
Résultat 3.7.1 : Routes inter-villages ouvertes	06 routes inter-villages sont ouvertes d'ici 2014 -Gourwalti-Samlecti -Mayo-Baléo/Mayo-Badji -Mayo-Baléo/Tongo-Sarkiyayi -Djamtari/Pawati -Almé/Vogti -Almé/Sarki-Mata	PV de réception	Insuffisance des moyens financiers	-Non recouvrement des taxes -Absence d'appui financier des partenaires	-Compte de gestion -Rapport d'activités de la commune

Objectifs/Résultats	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)		Suppositions	Indicateurs et sources de supposition	
	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Résultat 3.7.2 : Aménagement de la voirie municipale	10 voies de canalisation sont aménagées à Mayo-Baléo centre d'ici 2014	PV de réception	Insuffisance des moyens financiers	-Non recouvrement des taxes -Absence d'appui financier des partenaires	-Compte de gestion -Rapport d'activités de la commune
Résultat 3.7.3 : Entretien des pistes rurales et réfection des ouvrages d'art	Toutes les pistes rurales sont entretenues une fois par an dès 2010	PV de réception	Insuffisance des moyens financiers	-Non recouvrement des taxes -Absence d'appui financier des partenaires	-Compte de gestion -Rapport d'activités de la commune
	Radiers construits sur les cours d'eau importants	PV de réception	Insuffisance des moyens financiers	-Non recouvrement des taxes -Absence d'appui financier des partenaires	-Compte de gestion -Rapport d'activités de la commune
Résultat 3.7.5 : Barrières de pluie construites et fonctionnelles	Deux barrières de pluie construites et fonctionnelles dès mars 2010 (Djoumvoli et Ganati)	Rapport du comité de gestion			

Objectifs/Résultats	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)		Suppositions	Indicateurs et sources de supposition	
	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif de projet 3.9 : Augmenter les infrastructures de télécommunication					
Résultat 3.8.1 : Couverture du réseau CRTV améliorée	Une antenne CRTV est construite dans la commune ici 2014	Commune couverte par le réseau CRTV			
Résultat 3.8.2 : Couverture du téléphone mobile est disponible	Au moins 02 opérateurs de téléphonie mobile sont installés dans la commune	Commune couverte par au moins 02 opérateurs de téléphonie mobile	Insuffisance des moyens financiers	-Non recouvrement des taxes -Absence d'appui financier des partenaires	-Compte de gestion -Rapport d'activités de la commune
Objectif de projet 3.10 : Assurer la protection de l'environnement					
Résultat 3.10.1 : Une zone d'intérêt cynégétique à gestion communautaire est créée	01 ZIC à gestion communautaire de 10000 ha créée	Convention de gestion entre l'Etat et la communauté	Lenteur administrative	Inexistence de la convention	Rapport du MINFOF
Résultat 3.10.2 : Le reboisement urbain et périurbain est effectué	50 ha reboisés d'ici 2014	Rapport d'activités du Chef de Poste	Insuffisance des moyens financiers		

3.1.4. Objectif spécifique 4: Améliorer le bien être social des populations

Objectifs/Résultats	Indicateurs objectivement vérifiables		Suppositions	Indicateurs et sources de supposition	
	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif de projet 4.1 : Améliorer les revenus des populations					
Résultat 4.1 1 Facilitation des conditions d'accès des populations au micro crédits	D'ici 2010 au moins 01 EMF est créée à Mayo-Baléo centre	Structure fonctionnelle	Absence de partenaires		
			Insécurité	Nombre de victime	Rapports services de sécurité
Résultat 4.1 2 Production agricole augmentée	Dès 2010 au moins 02 séances de formation sont organisées chaque année à l'endroit de chacune des OP dans les 04 postes agricoles de Mayo-Baléo sur la gestion des revenus, les techniques de commercialisation	Rapport d'activités DA/MINADER/Mayo-Baléo	Absence de partenaires		Rapport DA/MINADER
	d'ici 2014 un site d'installation des jeunes agriculteurs est créé et fonctionnel		Insuffisance des moyens financiers	-Non recouvrement des taxes -Absence d'appui financier des partenaires	-Compte de gestion -Rapport d'activités de la commune
	Dès 2010, au moins 80% des Organisations des Producteurs (OP) de Mayo-Baléo sont formées et la production agricole augmente				

Objectifs/Résultats	Indicateurs objectivement vérifiables		Suppositions	Indicateurs et sources de supposition	
	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
	d'au moins 5%				
Résultat 4.1 3 Production animale améliorée	Dès 2010 au moins 01 séance de formation/sensibilisation est organisée chaque année à l'endroit des éleveurs du gros bétail, du petit bétail et des pêcheurs et de la volaille	Rapport d'activités DA /MINEPIA Mayo-Baléo	Absence des partenaires	-Non recouvrement des taxes -Absence d'appui financier des partenaires	-Rapport d'activités de la commune
	D'ici 2014 la production animale a augmenté d'au moins 20%				
Résultat 4.1 4 Augmentation des ressources forestières	D'ici 2014 au moins 01 forêt communautaire est créée	Rapport d'activités poste forestier de Mayo-Baléo	Absence des partenaires	-Non recouvrement des taxes -Absence d'appui financier des partenaires	-Rapport d'activités de la commune
Objectif de projet 4.2 : Améliorer l'éducation/alphabétisation des jeunes					
Résultat 4.2 1 Nombre d'enseignants qualifiés augmentés	Au moins 02 enseignants qualifié supplémentaire affectés dans chaque établissement scolaire de la commune dès 2010	Rapports d'activités des chefs d'établissements scolaires	Insuffisance des enseignants formés au niveau des ministères	Statistiques MINEDUB/ MINESEC	Statistiques MINEDUB/ MINESEC

Objectifs/Résultats	Indicateurs objectivement vérifiables		Suppositions	Indicateurs et sources de supposition	
	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Résultat 4.2.2 Déperdition scolaire chez les filles réduite	Une campagne de sensibilisation pour l'envoi et le maintien des jeunes filles à l'école maternelle, primaire et secondaire est organisée chaque trimestre par les APEE en collaboration avec les autorités traditionnelles dès 2010, avec une insistance sur la période des congés	Rapport d'activités des APEE et des chefs d'établissements	Absence des partenaires	-Non recouvrement des taxes -Absence d'appui financier des partenaires	-Rapport d'activités de la commune
Résultat 4.2.3 : Alphabétisation des adultes améliorée	01 programme d'alphabétisation des adultes est lancé dans chaque village dès 2010	Rapport d'activités de la commune			
Objectif de projet 4.3 : Réduire le taux de mortalité					
Résultat 4.3.1 : Accès aux soins médicaux améliorés	Au moins 02 campagnes de sensibilisation sont organisées par an dans les communautés sur les dangers du recours aux médicaments de rue dès 2010	-Rapport d'activités de la commune -Rapport d'activités du CMA de Mayo-Baléo			
	Au moins une séance de formation/recyclage continue du personnel de santé est organisée chaque année dès 2010	Rapport d'activités du CMA de Mayo-Baléo	Insuffisance des moyens financiers	-Absence d'appui financier du MINSANTE -Absence d'appui financier de la commune	-Rapport d'activités du CMA -Rapport d'activités de la commune
Résultat 4.3.2 : Prévalence du paludisme réduite	Au moins 10 campagnes de sensibilisation sont organisées	-Rapport d'activités de la commune			

Objectifs/Résultats	Indicateurs objectivement vérifiables		Suppositions	Indicateurs et sources de supposition	
	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
	dans chaque village d'ici 2014	-Rapport d'activités du CMA de Mayo-Baléo			
	Le taux de prévalence est réduit d'au moins 10% d'ici 2008				
	01 campagne de sensibilisation et de ré imprégnation des moustiquaires est organisée tous les 06 mois dès 2010				
	Le taux d'infections respiratoires est réduit de 10% à 15% d'ici 2014				
Résultat 4.3.3 : Enfants mieux nutris	Au moins 02 séances de démonstration nutritionnelle sont organisées dans les villages chaque année dès 2009	-Rapport d'activités de la commune -Rapport d'activités du CMA de Mayo-Baléo	Absence des partenaires	-Non recouvrement des taxes -Absence d'appui financier des partenaires	-Rapport d'activités de la commune
Résultat 4.3.4 : Populations mieux vaccinées (Peuhls)	Au moins 02 séances de vaccination sont organisées par an dans les villages dès 2010	-Rapport d'activités du CMA de Mayo-Baléo			
Objectif de projet 4.4 : Réduite l'exposition de la population au VIH/SIDA					
Résultat 4.4.1 : Redynamisation des actions des CLLS	Les CLLS existants sont redynamisés et leurs activités régulièrement évaluées	-Rapport du représentant communal VIH/SIDA -Rapport d'activités des CLLS	Absence des partenaires	-Non recouvrement des taxes -Absence d'appui financier des partenaires	-Rapport d'activités de la commune

Objectifs/Résultats	Indicateurs objectivement vérifiables		Suppositions	Indicateurs et sources de supposition	
	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Résultat 4.4.2 : Application des méthodes de prévention améliorée	Dès 2010 des séances de sensibilisation mensuelles sont organisées par les CLLS	-Rapport d'activités des CLLS -Rapport d'activités du représentant communal VIH/SIDA	Absence des partenaires	-Non recouvrement des taxes -Absence d'appui financier des partenaires	-Rapport d'activités de la commune
Résultat 4.4.3 : Connaissance du statut sérologique améliorée	Des séances de dépistage volontaire sont organisées dans toutes les communautés dès 2010	Rapport d'activités CMA			
Résultat 4.4.4 : Prise en charge des PVVH et orphelins du SIDA améliorée	Les PVVIH et orphelins du SIDA sont recensés et leurs dossiers soumis au GTP dès 2010	-Rapport d'activités du représentant communal VIH/SIDA			
Objectif de projet 4.5 : Accroître la promotion de la femme					
Résultat 4.5.1 : Sources de revenus augmentées	Au moins 01 formation annuelle est organisée dans chaque communauté sur les activités génératrices de revenus chaque année dès 2010	Rapport d'activité de la commune	Absence des partenaires	-Non recouvrement des taxes -Absence d'appui financier des partenaires	-Rapport d'activités de la commune
Résultat 4.5.2 : Participation aux prises de décision accrue	Au moins 01 séance de sensibilisation est organisée dans chaque communauté sur la participation des femmes à la vie de la communauté dès 2010	Rapport d'activité de la commune			
Résultat 4.5.3: Surcharge des tâches réduites	Au moins 01 campagne sur la répartition des tâches est organisée	Rapport d'activité de la commune			

Objectifs/Résultats	Indicateurs objectivement vérifiables		Suppositions	Indicateurs et sources de supposition	
	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
	dans chaque communauté dès 2010				
Résultat 4.5.4 : Violences faites aux femmes réduites	Au moins 01 séance de formation sur les droits de la femme est organisée chaque trimestre à Mayo-Baléo centre dès 2010	Rapport d'activité de la commune	Absence des partenaires	-Non recouvrement des taxes -Absence d'appui financier des partenaires	-Rapport d'activités de la commune
	Au moins 01 séance de formation sur les droits de la femme est organisée chaque année dans les villages dès 2010				
Objectif de projet 4.6 : Améliorer les activités sportives, sociales et culturelles					
Résultat 4.6.1 Encadrement de la jeunesse amélioré	01 foyer de jeunes est fonctionnel dans la commune d'ici 2012	PV de réception			
Résultat 4.6.2 Activités sportives améliorés	Au moins 01 compétition multisports est organisée chaque année à l'intention des femmes et des hommes	Rapport d'activité de la commune	Absence des partenaires	-Non recouvrement des taxes -Absence d'appui financier des partenaires	-Rapport d'activités de la commune
Résultat 4.6.3 Activités culturelles améliorées:	01 foire culturelle est organisée chaque année par les ressortissants de Mayo-Baléo dès 2010	Rapport d'activité de la commune			
Objectif de projet 4.7 : Améliorer les actions sociales envers les groupes vulnérables					

Objectifs/Résultats	Indicateurs objectivement vérifiables		Suppositions	Indicateurs et sources de supposition	
	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Résultat 4.7.1 : Enregistrement des naissances accrus	Dès janvier 2010 au moins deux centres spéciaux d'état civil sont créés et opérationnels	Rapport d'activité de la commune	Absence des partenaires	-Non recouvrement des taxes	-Rapport d'activités de la commune
Résultat 4.7.2 : Prise en charge des personnes du 3 ^{ème} âge et des handicapés améliorée	Des associations de personnes âgées et des handicapés sont opérationnelles d'ici 2014	Rapport d'activité de la commune	Absence des partenaires	-Non recouvrement des taxes -Absence d'appui financier des partenaires	-Rapport d'activités de la commune
Résultat 4.7.4 : Intégration des Mbororo améliorés	Des campagnes de sensibilisation à la sédentarisation des Mbororos et à leur meilleure cohabitation avec les autres groupes ethnies organisées dès 2010	Rapport d'activité de la commune	Absence des partenaires	-Non recouvrement des taxes	-Rapport d'activités de la commune

4. Plan stratégique de développement de la commune de Mayo-Baléo pour la période 2009-2014

4.1. Objectif spécifique n°1 : Renforcer les capacités institutionnelles de la commune

N°	Activités	Localités	Responsable	Partenaires	période					Montant en millier de FCFA	Indicateurs de résultats
					2009	2010	2011	2012	2013		
Résultat 1 : Formation/recyclage du personnel de la commune effectué										: 7 250	
01	Identifier les besoins en formation	Mayo-Baléo centre	Maire	-Conseil municipal -Sectoriels - ONG/partenaires -Bailleurs de fonds	X	X	X	X	X	1000	Besoins en formation identifiés
02	Elaborer le calendrier de formation	Mayo-Baléo centre	Maire	-Conseil municipal -Sectoriels - ONG/partenaires	X	X	X	X	X	500	Calendrier disponible
03	Elaborer la requête de financement	Mayo-Baléo centre	Maire	-Conseil municipal -Sectoriels - ONG/partenaires	X	X	X	X	X	500	Une requête disponible
04	Lancer l'appel d'offre	Mayo-Baléo centre	Maire	-Conseil municipal -Sectoriels -ONG		X	X	X	X	250	Avis d'appel d'offre

N°	Activités	Localités	Responsable	Partenaires	période					Montant en millier de FCFA	Indicateurs de résultats
					2009	2010	2011	2012	2013		
05	Exécuter les formations	Mayo-Baléo centre	Maire	Prestataire		X	X	X	X	5000	Rapports de formations
Résultat 2 : Ressources humaines améliorées										: 10 400	
01	Actualiser l'organigramme de la commune	Mayo-Baléo centre	Maire	-Conseil municipal -Sectoriels -ONG -Tutelle	X	X	X	X	X	200	Organigramme actualisé
02	Valider l'organigramme par la tutelle	Ngaoundéré	Maire	-Exécutif communal -Préfecture -Région Adamaoua -ONG	X	X				200	Organigramme validé
03	Recruter le personnel aux postes identifiés	Mayo-Baléo centre	Maire	-Conseil municipal, -Sectoriels -ONG		X	X	X	X	10 000	-Nombre de personnes recrutées -Certificats de prise de service
Résultat 3 : Améliorer les équipements et matériels communaux										: 152 500	
01	Construire un hôtel de ville	Mayo-Baléo centre	Maire	-Conseil municipal	X	X	X			100 000	PV de réception

N°	Activités	Localités	Responsable	Partenaires	période					Montant en millier de FCFA	Indicateurs de résultats
					2009	2010	2011	2012	2013		
				-FEICOM -Autres Bailleurs de fonds -MINTP -MINEPAT -prestataires							définitive
02	Acquérir le mobilier pour l'amélioration des conditions de travail du personnel communal	Mayo-Baléo centre	Maire	-Conseil municipal -Percepteur -Comptable matières -Prestataires	X	X	X	X	X	7 000	-PV de réception -Chaque service équipé d'un mobilier adéquat
03	Acquérir le matériel informatique de la commune	Mayo-Baléo centre	Maire	-Autres partenaires	X	X	X	X	X	15 000	-PV de réception -05 ordinateurs complets et 01 photocopieur acquis
04	Réfectionner le matériel roulant existant de la commune	Mayo-Baléo centre	Maire	Conseil municipal -FEICOM -Autres Bailleurs de fonds	X	X	X			3 000	-01 camion Benz réfectionné -PV de réception

N°	Activités	Localités	Responsable	Partenaires	période					Montant en millier de FCFA	Indicateurs de résultats
					2009	2010	2011	2012	2013		
				-Percepteur -Comptable matières -Prestataires							
05	Entretien et maintenir le matériel roulant existant	Mayo-Baléo centre	Maire	-Conseil municipal -FEICOM -Autres Bailleurs de fonds -Percepteur -Comptable matières -Prestataires	X	X	X	X	X	2 500	Bordereau de livraison
06	Acquérir le matériel roulant de la commune	Mayo-Baléo centre	Maire	-Conseil municipal -FEICOM -Autres Bailleurs de fonds -Percepteur -Comptable matières -Prestataires		X	X	X	X	25 000	, -01 Pick-Up -02 motos Yamaha sport -PV de réception
Résultat 4 : Communication communale améliorée										: 2 060	
01	Instaurer les réunions	Mayo-Baléo centre	Maire	-SG commune -adjoints au	X	X	X	X	X	2 000	Calendrier des réunions

N°	Activités	Localités	Responsable	Partenaires	période					Montant en millier de FCFA	Indicateurs de résultats
					2009	2010	2011	2012	2013		
	mensuelles entre les membres de l'exécutif communal			maire -responsables des services techniques							PV de réunions
02	Confectionner un babillard protégé pour affichage	Mayo-Baléo centre	Maire	-SG commune -Responsables des services techniques de la commune	X	X				60	-01 babillard protégé confectionné -PV de réception
Résultat 5 : Le niveau de gouvernance au sein de la commune est amélioré										: 117 000	
01	Promouvoir le marketing du PDC (Développement et entretien du site web...)	Mayo-Baléo centre	Maire	-Conseil municipal -FEICOM -Autres Bailleurs de fonds -Percepteur -Comptable matières	X	X	X	X	X	10 000	Site web disponible

N°	Activités	Localités	Responsable	Partenaires	période					Montant en millier de FCFA	Indicateurs de résultats
					2009	2010	2011	2012	2013		
02	Assurer la maîtrise du suivi de l'exécution budgétaire (Prévision, réalisation)	Mayo-Baléo centre	Maire	-Prestataires		X	X	X	X	5 000	- Une commission créée -Compte administratif

N°	Activités	Localités	Responsable	Partenaires	période					Montant en millier de FCFA	Indicateurs de résultats
					2009	2010	2011	2012	2013		
03	Mise sur pied de structures, équipements et matériels d'intervention (service d'assiette, personnels spécialisés)	Mayo-Baléo centre	Maire	-Conseil municipal -FEICOM -Autres Bailleurs de fonds -Percepteur -Comptable matières -Prestataires	X	X	X	X	X	2 000	

N°	Activités	Localités	Responsable	Partenaires	période					Montant en millier de FCFA	Indicateurs de résultats
					2009	2010	2011	2012	2013		
04	Constituer un fonds de développement économique (don d'intrants, promotion d'activités génératrices de revenus chez la population, subvention des comices, handicapés, ONG, Associations de développement, ...)	Mayo-Baléo centre	Maire	-Conseil municipal -FEICOM -Autres Bailleurs de fonds -Percepteur -Comptable matières -Prestataires	X	X	X	X	X	100 000	-Rapport d'activités de la commune -Compte administratif
Total objectif spécifique 1										289 210	

4.2. Objectif spécifique n°2 : Augmenter les ressources financières de la commune

N°	Activités	Localités	Responsable	Partenaires	Période					Montant en millier de FCFA	Indicateurs de résultats
					2009	2008	2009	2010	2014		
Résultat 1 : Recouvrement mieux organisé										: 24 450	
01	Réactualiser le répertoire des contribuables	Arrondissement de Mayo-Baléo	Maire	-Conseil municipal -Percepteur -Sectoriels -Autorités traditionnelles	X	X	X	X	X	3 000	Répertoire réactualisé
02	Sensibiliser les contribuables	Arrondissement de Mayo-Baléo	Maire	-Conseil municipal -Percepteur -Sectoriels -Autorités traditionnelles	X	X	X	X	X	3 000	Rapport d'activités
03	Elaborer/améliorer des outils de recouvrement fiscal (récépissés, tickets d'impôts, marché...)	Mayo-Baléo centre	Maire	-Conseil municipal -Percepteur -Sectoriels -ONG	X	X	X	X	X	500	Types d'outils élaborés
04	Production des outils de recouvrement fiscal	Mayo-Baléo	Maire	-Conseil municipal -Percepteur -Sectoriels -Prestataires -Comptable matières	X	X	X	X	X	5500	PV de réception Nombre d'outils produits par type

N°	Activités	Localités	Responsable	Partenaires	Période					Montant en millier de FCFA	Indicateurs de résultats
					2009	2008	2009	2010	2014		
				-Secrétaire Général							
05	Informatisation du système de gestion financière de la commune	Mayo-Baléo centre	Maire	-Receveur municipal -agent communal d'assiette -Agent de recette communal -Sectoriels -Prestataire de service		X	X	X		2200	PV de réception
06	Formation du personnel en système de gestion financière	Mayo-Baléo centre	Maire	-Receveur municipal -agent communal d'assiette -Agent de recette communal -Sectoriels -Prestataire de service	X	X				5000	-Nombre de personnes formées -Rapport de formation
07	Formation /sensibilisation des collecteurs d'impôts et des taxes	Mayo-Baléo centre	Maire	-Conseil municipal -Percepteur -Sectoriels -Autorités traditionnelles -Bailleur de fonds/ONG	X	X	X	X	X	2750	-Nombre de formations reçues -Rapports de formation

N°	Activités	Localités	Responsable	Partenaires	Période					Montant en millier de FCFA	Indicateurs de résultats
					2009	2008	2009	2010	2014		
08	Renforcement des capacités des membres des différentes commissions	Mayo-Baléo	Maire	-Conseil municipal -Percepteur -Sectoriels -Bailleurs de fonds/ONG -Partenaires	X	X	X	X		2500	-Rapport de formation -Nombre de formations reçues
Résultat 2 : Exploitation de manière accrue des ressources naturelles										134 000	
01	Identifier des ressources naturelles	Mayo-Baléo	Maire	-Conseil municipal -Sectoriels -Autorités traditionnelles -ONG	X	X				1 000 5 000	Rapport d'activités de la commune / Sectoriels
02	Estimation des taux d'exploitation des ressources	Mayo-Baléo centre	Maire	-Conseil municipal -Sectoriels -Autorités traditionnelles -Autres partenaires/ ONG		X	X				Rapport d'activités de la commune / Sectoriels
03	Signature des contrats	Mayo-Baléo centre	Maire	-Conseil municipal		X	X	X	X	1 000	Nombre de contrat

N°	Activités	Localités	Responsable	Partenaires	Période					Montant en millier de FCFA	Indicateurs de résultats
					2009	2008	2009	2010	2014		
	d'exploitation			-Sectoriels -Autorités traditionnelles -ONG -Exploitants							signé
04	Identification des sites touristiques	Arrondissement de Mayo-Baléo	Maire	-Conseil municipal -Sectoriels -Autorités traditionnelles -ONG	X	X				2 000	-Rapports d'activités -Nombre de site identifié
05	Réalisation des études d'aménagement des sites identifiés	Mayo-Baléo	Maire	-Conseil municipal -Sectoriels -Autorités traditionnelles -ONG -Prestataires		X	X			5 000	Rapport d'étude

N°	Activités	Localités	Responsable	Partenaires	Période					Montant en millier de FCFA	Indicateurs de résultats
					2009	2008	2009	2010	2014		
06	Aménagement des sites identifiés	Mayo-Baléo	Maire	-Conseil municipal -Sectoriels -Autorités traditionnelles -ONG -Prestataires			X	X	X	120 000	-PV de réception -Nombre de site aménagé
Total objectif spécifique 2										154 450	

4.3. Objectif spécifique n°3 : Augmenter les infrastructures de la commune

N°	Activités	Localités	Responsable	Partenaires	période					Montant en millier de FCFA	Indicateurs de résultats
					2009	2008	2009	2010	2014		
Résultat 1 : Approvisionnement en eau potable amélioré										: 365 000	
01	Aménagement de 07 sources d'eau	-Mayo-Kaoulédji -Almé -Guendoumin -Sarki-Mata -Mayo-Badji -Djamtari -Pawati	Comité de Concertation	-Elites -Conseil municipal -Bailleurs de fonds -MINEE -OAL -Prestataires	X	X	X	X	X	7 000	-07 sources d'eau aménagés -PV de réception
02	Réhabilitation de 4 forages	-Djali -Gourwalti -Ganati -Becti	Comité de Concertation	-Elites -Conseil municipal -Bailleurs de fonds -MINEE -OAL -Prestataires	X	X	X	X	X	8 000	-04 forages réhabilités -PV de réception
03	Construction de 30 Forages	Dans toutes les communautés	Comité de Concertation	-Commune -Elites -Bailleurs de fonds -MINEE - -OAL -Prestataires	X	X	X	X	X	300 000	-30 forages construits -PV de réception
04	Réhabilité réseau SCAN WATER	Mayo-Baléo centre	Maire	-Conseil municipal -Bailleurs de fonds -MINEE -OAL -Prestataires			X	X	X	50 000	- 100 branchements supplémentaires effectués -Répertoire des abonnés

Résultat 2 : Infrastructures et équipements de santé améliorés											: 450 000	
01	Réaménagement et équipement des centres de santé existants et le CMA	-Mayo-Baléo centre -Almé -Gadjiwan	Maire	-Conseil municipal -Bailleurs de fonds -MINSANTE -Autres partenaires -prestataires		X	X	X	X	50 000	PV de réception	
02	Construction et équipement de 03 centres de santé Intégré	-Vogti -Ganati -Djamtari	Comité de Concertation	-Conseil municipal -Bailleurs de fonds -MINSANTE -prestataires		X	X	X	X	400 000	-PV de réception -03 centres de santé construits	
03	Réaménagement et équipement des Centres de Santé Intégré privés missionnaires	-Almé -Gadjiwan	Maire	-Conseil municipal -Bailleurs de fonds -MINSANTE -Missionnaires -Autres partenaires -prestataires		X	X	X	X	400 000	-PV de réception -02 centres de santé construits	
Résultat 3 : Infrastructures et équipements scolaires aménagés											: 1 005	
01	Réfection et équipement des salles de classe	-Mayo-Baléo centre (EP GI) -EP Gadjiwan -EP Lassoumti- Almé -Djamtari Lycée de Mayo-Baléo	Maire	-Conseil municipal -Bailleurs de fonds -CC - MINEDUB/MINESEC -prestataires	X	X	X	X	X	85 000	-PV de réception -Nombre de salles de classe réfectionnées, équipées et fonctionnelles	
02	Construction et équipement des salles de classe	-Djoumvoli -Ganati -Vogti -CETIC de Mayo-Baléo -CES d'Almé -Gourwalti	Maire	-Commune -CC -Bailleurs de fonds -MINEDUB -MINESEC -prestataires - APEE	X	X	X	X	x	600 000	-PV de réception -Nombre de salles de classe construites, équipés et fonctionnelles	

		-Salassa -Becti -Mayo-Badji -Samlecti -EP protestant de Toulwatoungti -EPP de Mayo-Baléo		-FEICOM -Partenaires							
03	Construire et équiper des écoles maternelles	-Gadjiwan -Mayo-Baléo centre	Maire	-Commune -CC -Bailleurs de fonds -MINEDUB -MINESEC -Prestataires -FEICOM - APEE -Partenaires	X	X	X	X	x	80 000	-PV de réception -Nombre de salles de classe construites, équipés et fonctionnelles
04	Créer et construire et équiper une école maternelle	-Almé	Maire	-Commune -CC -Bailleurs de fonds -MINEDUB -MINESEC -Prestataires -FEICOM - APEE -Partenaires	X	X	X	X	x	40 000	-PV de réception -Nombre de salles de classe construites, équipés et fonctionnelles
05	Construire et équiper une bibliothèque communale	Mayo-Baléo centre	Maire	-Commune -Bailleurs de fonds -MINESEC -MINTP -prestataires		X	X	X	X	50 000	-PV de réception -bibliothèque construite, équipé et fonctionnelle
	Construire des blocs administratifs	-Lycée de Mayo-Baléo -CETIC de Mayo-Baléo		Commune -Bailleurs de fonds -MINESEC -MINEDUB		X	X	X	X	150 000	PV de réception

		-CES d'Almé		-prestataires -APEE							
Résultat 4 : Infrastructures et équipements marchands										: 460 000	
01	Construire un marché à bétail	Mayo-Baléo centre	Maire	-Conseil municipal -Bailleurs de fonds -Prestataires -Sectoriels concernés	X	X	X	X		30 000	PV de réception
02	Construire 03 marchés modernes	-Mayo-Baléo centre -Almé -Gadjiwan	Maire	-Conseil municipal -Bailleurs de fonds -Prestataires -Sectoriels concernés		X				225 000	PV de réception
03	Construire 05 marchés ruraux	-Gourwalti -Ganati -Djoumvoli -Samlecti -Becti	Comité de Concertation	-Conseil municipal -Bailleurs de fonds -Sectoriels concernés -Prestataires		X	X	X		100 000	-05 marchés construits et fonctionnel -PV de réception
04	Construire un abattoir municipal	Mayo-Baléo centre	Maire	-Conseil municipal - Commerçants à bétail -Bailleurs de fonds -Prestataires		X	X	X		25 000	-01 abattoir construit et fonctionnel -PV de réception
05	Construire une gare routière à Mayo-Baléo	Mayo-Baléo centre	Maire	-Conseil municipal -Transporteurs -MINTP -Bailleurs de fonds		X	X			20 000	-PV de réception
06	Construction d'une auberge municipale	Mayo-Baléo centre	Maire	-Conseil municipal -Elites -MINTP -Bailleurs de fonds		X	X			60 000	-PV de réception
Résultat 5 : Améliorer les infrastructures routières										: 1 633 000	
01	Ouvrir des voies de communication inter- villages	-Almé- Sarki-Mata -Almé –Vogti -Djoumvoli /Guendoumin	Maire	-Conseil municipal -Ministères sectoriels -CC -Bailleurs de fonds		X	X	X	X	800 000	PV de réfection

		- Gourwalti/Samlecti -Mayo-Baléo/Mayo-Badji -Mayo-Baléo/Tongo-Sarkiyayi -Djamtari/Pawati -Almé/Vogti -Almé/Sarki-Mata		-Elites -Prestataires								
02	Entretien des routes/pistes rurales	-Mayo-Baléo/Carrefour Almé -Gadjiwan/Djali -Mayo-Baléo/Djournvoli	Maire	-Conseil municipal -MINTP -Elites -CC -Bailleurs de fonds -Prestataires	X	X	X	X	X	600 000	PV de réfection	
03	Construire des radiers sur les cours d'eau	-Mayo Nolti -Mayo Djamtari -Mayo Diilecti -Mayo-Volecti -Mayo-Déo	Maire	-Conseil municipal -MINTP -Bailleurs de fonds - Elites -Prestataires		X	X	X	X	150 000	PV de réfection	
04	Construire des barrières de pluies et mettre en place des comités de gestion	-Djournvoli -Ganati	Maire	-Conseil municipal -C.C. -MINTP	X					3 000	Arrêté communal portant création des comités de gestion	
05	Acquérir des pirogues à moteur pour la traversée des	Mayo Nolti (Mayo-Badji)	Maire	-Conseil municipal -MINTP -Bailleurs de fonds		X	X	X	X	60 000	PV de réception des travaux d'aménagement	

	cours d'eau	-Mayo Djamtari (Djamtari) -Mayo Déo (Djamtari-Pawati)		- Elites -Prestataires							
06	Aménager la voirie municipale	Mayo-Baléo centre	Maire	-Conseil municipal -MINTP -Bailleurs de fonds -Populations -Prestataires		X	X	X	X	20 000	PV de réception des travaux d'aménagement
Résultat 6 : L'accès à l'énergie électrique est facilité										: 410 000	
01	Réaliser l'électrification Rural	-Mayo-Baléo centre -Almé -Gadjiwan	Maire	-Conseil municipal -Bailleurs de fonds -Contribuables -Prestataires		X	X	X	X	400 000	Nombre de branchements effectués
02	Acquérir des groupes électrogènes	-CMA -Maire -Lycée -Sous-préfecture -Commune -CETIC -CES	Maire	-Conseil municipal -FEICOM -AER -Bailleurs de fonds -Populations -Prestataires		X	X	X	X	10 000	08 groupes électrogènes acquis
Résultat 7 : Infrastructures sportives et culturelles construites										: 147 000	
01	Achever et équiper une maison de la femme	-Gadjiwan	Maire	-Conseil municipal -MINPROFF - MINAS -MINTP -Bailleurs de fonds -CC -Populations -Prestataires		X	X	X	X	15 000	-01 maison de la femme construite et fonctionnelle -PV de réception
02	Construire et équiper	-Almé		-Conseil municipal		X	X	X	X	60 000	-02 maisons de

	les maisons de la femme	-Mayo-Baléo centre		-MINPROFF - MINAS -MINTP -Bailleurs de fonds -CC -Populations -Prestataires							la femme construite et fonctionnelle -PV de réception
03	Construction et équipement d'un foyer de jeunes	Mayo-Baléo centre	Maire	-Conseil municipal -MINJEUN -MINAS -MINCULTURE -MINTP -UNESCO -Bailleurs de fonds -Jeunes -Prestataires		X	X	X	X	22 000	-PV de réception
04	Aménager un terrain de sport	Mayo-Baléo centre	Maire	-Conseil municipal -MINJESS -MINS -MINTP -Bailleurs de fonds -ADECAM -Prestataires		X				33 000	-PV de réception
Résultat 8 : Protection de l'environnement assurée										: 40 000	
01	Créer et aménager une forêt communautaire	Mayo-Baléo	Maire	-MINFOF -Conseil municipal -Autorités traditionnelles -Populations -Opérateurs économiques -Institut national de cartographie		X	X			20 000	ZIC créée -Arrêté de création disponible
02	Création d'une	Mayo-Baléo	Maire	-MINFOF		X	X			20 000	Commune

	pépinière municipale			-Conseil municipal -Autorités traditionnelles -Populations -Opérateurs économiques -Institut national de cartographie							reboisée
Résultat 9 : Le cadre de travail des services déconcentrés de l'Etat est amélioré										: 240 000	
01	Aménager/construire et équiper les locaux des services déconcentrés de l'Etat	Mayo-Baléo centre	Maire	-Conseil municipal -Bailleurs de fonds -MINATD -MINADER -MINEDUB -MINTP -MINPAT -Prestataires	X	X	X	X	X	200 000	-Inspection de l'éducation de base construit et équipé -Les 04 postes agricoles existants construits -Délégation d'Arrondissement de l'agriculture aménagée -01 Brigade de gendarmerie construite
02	Construire et équiper les cases d'astreinte pour fonctionnaires	Mayo-Baléo centre	Maire	-Conseil municipal -Bailleurs de fonds -Délégation Générale à la Sûreté Nationale -MINDEF -MINTP -MINPAT -MINFI -FMO		X	X	X	X	140 000	Nombre de cases d'astreinte

				-Prestataires							
Résultat 10 : Infrastructures de télécommunication améliorées										: 100 000	
01	Amélioration de la couverture du réseau CRTV	Arrondissement de Mayo-Baléo	Maire	-Conseil municipal -Bailleurs de fonds -MINCOM -CRTV -Communicateur local -Prestataires		X	X	X		50 000	Arrondissement couvert par le réseau CRTV (télé et radio)
02	Amélioration de la couverture du réseau de téléphonie mobile	Arrondissement de Mayo-Baléo	Maire	-Conseil municipal -Bailleurs de fonds -Orange Cameroun -MTN - Communicateur local -Prestataires		X	X	X	X	50 000	Arrondissement couvert par les réseaux Orange et MTN
Total objectif spécifique 3										4 780 000	

4.4. Objectif spécifique n°4 : Améliorer le bien être des populations

N°	Activités	Localités	Responsable	Partenaires	période					Montant (X 1000 FCFA)	Indicateurs de résultats
					2009	2008	2009	2010	2014		
Résultat 1 : Les revenus des populations sont améliorés										: 283 000	
01	Créer et ouvrir un Etablissement de Micro Finance (EMF)	Mayo-Baléo centre	Maire	-MINADER -Opérateurs économiques -MINFI -Bailleurs de fonds	X					100 000	-Autorisation de création -PV de réception
02	Acquérir des tracteurs pour labour	Mayo-Baléo centre	Maire	-MINADER -Opérateurs économiques -MINFI -Bailleurs de fonds	X	X	X	X	X	150 000	-Superficies mises en valeur -Nombres de tracteurs acquis
03	Faciliter l'accès des populations aux micro- crédits	Mayo-Baléo centre	Maire	-MINADER -Opérateurs économiques -MINFI -Bailleurs de fonds	X	X	X	X	X	10 000	-Impact sur la production
04	Accroître la production agricole	Arrondissement de Mayo-Baléo	Maire	-MINADER -Bailleurs de fonds -ONG -Producteurs	X	X	X	X	X	10 000	-Rapport de renforcement des capacités -Impact
05	Accroître la production	Arrondissement de Mayo-	Maire	-MINEPIA -Bailleurs de	X	X	X	X	X	10 000	-Rapport de renforcement

N°	Activités	Localités	Responsable	Partenaires	période					Montant (X 1000 FCFA)	Indicateurs de résultats
					2009	2008	2009	2010	2014		
	animale	Baléo		fonds -ONG -Eleveurs							des capacités -Impact
06	Amélioration du contrôle et de la gestion des ressources forestières et fauniques	Arrondissement de Mayo-Baléo	Maire	-MINFOF -Bailleurs de fonds -ONG -Populations -Elites	X	X	X	X	X	3 000	-Rapport de renforcement des capacités -Impact
Résultat 2 : Le taux de mortalité et de morbidité est réduit										: 46 000	
01	Organisation des sessions de formation / recyclage du personnel de santé	Mayo-Baléo centre	Maire	-Conseil municipal -CMA -Services techniques de la municipalité -Autres partenaires	X	X	X	X	X	5 000	-Rapports de formation -au moins 20 personnes formées/recyclées chaque année
02	Sensibilisation des ménages sur les dangers de la consommation des médicaments de rue	Arrondissement de Mayo-Baléo	Maire	-Conseil municipal -CMA -Autorités traditionnelles - Services techniques de la municipalité -Autres partenaires	X	X	X	X	X	5 000	-Au moins 02 campagnes sont organisées dans chaque village par an -Nombre de ménages sensibilisés

N°	Activités	Localités	Responsable	Partenaires	période					Montant (X 1000 FCFA)	Indicateurs de résultats
					2009	2008	2009	2010	2014		
03	Sensibilisation des ménages sur les dangers du paludisme	Arrondissement de Mayo-Baléo	Maire	-Conseil municipal -CMA -Autorités traditionnelles -ADECAM -OAL	X	X	X	X	X	5 000	-Au moins 2 campagnes de sensibilisation sont organisées dans chaque village par an -Nombre de ménages sensibilisés
04	Sensibilisation des ménages à l'utilisation des moustiquaires imprégnées	Arrondissement de Mayo-Baléo	Maire	-Conseil municipal -CMA -Autorités traditionnelles -ADECAM -OAL	X	X	X	X	X	5 000	-Nombre de ménages sensibilisés
05	Sensibilisation des ménages sur les infections respiratoires	Arrondissement de Mayo-Baléo	Maire	-Conseil municipal -CMA -Autorités traditionnelles - Services techniques de la municipalité -Prestataires	X	X	X	X	X	5 000	-Au moins 02 campagnes de sensibilisation sont organisées par an -Nombre de ménages sensibilisés
06	Sensibilisation des	Arrondissement	Maire	-Conseil	X	X	X	X	X	5 000	-Au moins 02

N°	Activités	Localités	Responsable	Partenaires	période					Montant (X 1000 FCFA)	Indicateurs de résultats
					2009	2008	2009	2010	2014		
	populations sur la participation aux campagnes de vaccination	nt de Mayo-Baléo		municipal -CMA -Autorités traditionnelles - Services techniques de la municipalité -Prestataires							campagnes de sensibilisation sont organisées par an -Nombre de ménages sensibilisés
07	Organisation des démonstrations nutritionnelles dans les villages	Arrondissement de Mayo-Baléo	Maire	-Conseil municipal -CMA -Autorités traditionnelles - Services techniques de la municipalité -Prestataires		X	X	X	X	11 000	-Au moins 02 séances de démonstrations nutritionnelles sont organisées par an
08	Sensibilisation des populations sur le planning familial	Arrondissement de Mayo-Baléo	Maire	-Conseil municipal -CMA -Associations féminines de Mayo-Baléo -Autorités traditionnelles - Services techniques de la municipalité -Prestataires	X	X	X	X	X	5 000	-Au moins 02 campagnes de sensibilisation sont organisées par an -Le taux d'utilisation des méthodes contraceptives augmente d'au moins

N°	Activités	Localités	Responsable	Partenaires	période					Montant (X 1000 FCFA)	Indicateurs de résultats
					2009	2008	2009	2010	2014		
											10% d'ici 2014
Résultat 3 : L'exposition de la population au VIH/SIDA est réduite										: 25 000	
01	Redynamisation des CLLS et les COSA existants	Arrondissement de Mayo-Baléo	Maire	-Comité communal -GTP/SIDA -CMA -Correspondant communal de lutte contre le SIDA -Autorités traditionnelles -Elites -ONG -Associations féminines	X	X	X	X	X	5 000	-Les CLLS et les COSA opérationnels -Rapports d'activités
02	Amélioration de l'application des méthodes de prévention contre le VIH/SIDA	Arrondissement de Mayo-Baléo	Maire	-Comité communal -GTP/SIDA -CMA -Correspondant communal de lutte contre le SIDA -Autorités traditionnelles -Elites	X	X	X	X	X	5 000	Rapport d'activités du représentant communal

N°	Activités	Localités	Responsable	Partenaires	période					Montant (X 1000 FCFA)	Indicateurs de résultats
					2009	2008	2009	2010	2014		
				-Prestataires							
03	Amélioration de la connaissance du statut sérologique des populations	Arrondissement de Mayo-Baléo	Maire	-Comité communal -GTP/SIDA -CMA -Correspondant communal de lutte contre le SIDA -Autorités traditionnelles -Elites -Prestataires	X	X	X	X	X	5 000	Rapport d'activités du représentant communal
04	Amélioration de la prise en charge des PVVS et orphelins et enfants vivant avec le virus du SIDA	Arrondissement de Mayo-Baléo	Maire	-Comité communal -GTP/SIDA -CMA -Correspondant communal de lutte contre le SIDA -Autorités traditionnelles - Services techniques de la municipalité -Prestataires	X	X	X	X	X	10 000	Rapport d'activités du représentant communal
Résultat 4 : L'alphabétisation et l'éducation de base sont améliorées										: 14 000	

N°	Activités	Localités	Responsable	Partenaires	période					Montant (X 1000 FCFA)	Indicateurs de résultats
					2009	2008	2009	2010	2014		
01	Sensibilisation des parents à l'envoi et au maintien des jeunes filles à l'école	Mayo-Baléo (zones urbaine et rurale)	Maire	-Conseil municipal -Autorités traditionnelles, -MINEDUB -ONG -Elites locales	X	X	X	X	X	1 000	Nombre de jeunes filles inscrites chaque année scolaire
02	Augmentation du nombre d'enseignant qualifié (recrutement d'au moins 3/an)	Arrondissement de Mayo-Baléo	Maire	-Conseil municipal -Autorités traditionnelles, -MINEDUB -MINESEC -Elites locales		X	X	X	X	8 000	Nombre d'enseignants qualifiés affectés chaque année scolaire
03	Amélioration de l'alphabétisation des adultes	Arrondissement de Mayo-Baléo	Maire	-Conseil municipal -Autorités traditionnelles, -MINEDUB -Ministères concernés -Prestataires -Elites locales	X	X	X	X	X	5 000	Nombre d'adultes alphabétisés chaque année
Résultat 5 : La promotion de la femme est accrue										: 20 000	
01	Formation des femmes sur les AGR	Arrondissement de Mayo-Baléo	Maire	-Conseil municipal -MINADER -MINPROFF	X	X	X	X	X	10 000	-Au moins 01 formation annuelle est organisée

N°	Activités	Localités	Responsable	Partenaires	période					Montant (X 1000 FCFA)	Indicateurs de résultats
					2009	2008	2009	2010	2014		
				-MINJEUN -Autres ministères concernés -Bailleurs de fonds -Prestataires							dans chaque communauté par an -Rapport de formation -Nombre de microprojet monté
02	Formation de la femme à la connaissance de ses droits et devoirs	Arrondisseme nt de Mayo- Baléo	Maire	-Conseil municipal -MINAS -MINJEUN -MINSEC -Autres ministères concernés -Bailleurs de fonds -Prestataire	X	X	X	X	X	10 000	-Au moins 01 formation annuelle est organisée dans chaque communauté par an -Rapport de formation
Résultat 6 : Les conditions d'hygiène et de salubrité sont améliorées										: 68 000	
01	Installation des bacs à ordures	Mayo-Baléo centre	Maire	-Conseil municipal -Service d'hygiène et d'assainissement -MTN -PMUC -Orange	X	X	X	X	X	3 000	Au moins 05 bacs installés par an

N°	Activités	Localités	Responsable	Partenaires	période					Montant (X 1000 FCFA)	Indicateurs de résultats
					2009	2008	2009	2010	2014		
				Cameroun -Population							
02	Construction des toilettes publiques	Mayo-Baléo centre	Maire	-Conseil municipal -Service d'hygiène et d'assainissement -MTN -PMUC -Orange Cameroun -Population		X	X			15 000	Au moins 02 toilettes publiques construites d'ici 2014
03	Elaboration d'un plan d'urbanisation	Mayo-Baléo centre	Maire	-Conseil municipal -Ministère du domaine et des affaires foncières -Cabinet d'étude		X	X	X		20 000	01 plan d'urbanisation élaboré d'ici 2014
04	Exécution du plan d'urbanisme	Mayo-Baléo centre	Maire	-Conseil municipal -Ministère du domaine et des affaires foncières -Cabinet d'étude				X	X	30 000	Rapport d'exécution
Total objectif spécifique 4										454 000	

N°	Activités	Localités	Responsable	Partenaires	période					Montant (X 1000 FCFA)	Indicateurs de résultats
					2009	2008	2009	2010	2014		
Total général plan stratégique									5 677 660		

5. Planification opérationnelle

5.1. Objectif spécifique 1 : Renforcer les capacités institutionnelles de la commune

Activités	Tâches	Responsable	Partenaires	Ressources			Périodes (en mois)												Indicateurs de résultats	Coût (X 1000)
				Mt	H u	Fi	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D		
Résultat 1 : Formation/recyclage du conseil/personnel communaux																: 1 800				
Identification des besoins en renforcement des capacités et Réalisation des formations	Identification des thèmes de formation	Maire	-Conseil municipal	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	Liste des thèmes de formation identifiés	500	
	Identification des bénéficiaires		-Sectoriels concernés															Liste des bénéficiaires		
	Elaboration du calendrier de formation		-ONG	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	Calendrier disponible et publié	

Activités	Tâches	Responsable	Partenaires	Ressources		Périodes (en mois)												Indicateurs de résultats	Coût (X 1000)	
				Mt	Hu	Fi	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N			D
	Elaboration et publication des DAO		-Partenaires	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	Arrêté de publication du DAO	1 300	
	Choix du prestataire			X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		Arrêté de désignation du/des prestataires
	Conception des modules de formation			X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		Liste des modules
	Exécution des formations	Maire	-Elus locaux -Prestataire -Sectoriels	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	Rapport de formation		
	Suivi-évaluation des formations	Maire	-Conseil municipal -Sectoriels -ONG	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	Rapport du Suivi-évaluation		
	Résultat 2 : Ressources humaines améliorées																	: 250		
Identification des postes nécessaires au bon fonctionnement de la commune	Recensement du personnel et du poste de travail	Maire	-Conseil municipal -Sectoriels -ONG	X	X	X												-Nombre de postes identifiés - Organigramme de la commune élaboré	250	
Résultat 3 : Equipements et matériels communaux améliorés																	: 3 000			
Réfection du matériel roulant existant de	Elaboration du devis estimatif des travaux de réfection	Maire	-Conseil municipal	X	X	X											X	X	Devis des travaux de réfection disponible	3 000

Activités	Tâches	Responsable	Partenaires	Ressources			Périodes (en mois)												Indicateurs de résultats	Coût (X 1000)				
				Mt	H u	Fi	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D						
la commune, entretien et maintenance	Elaboration et publication du DAO		-Percepteur	X	X	X												X	X				Avis d'appel d'offre	
	Choix du prestataire		-Comptable matières	X	X	X														X				
	Exécution du marché	Maire	-Prestataires	X	X	X													X	X	X			
	Réception du matériel roulant réfectionné	Maire		X	X	X													X	X	X	X	X	
Résultat 4 : Communication communale améliorée																							: 60	
Confection d'un babillard protégé pour affichage	Elaboration et publication du DAO	Maire	-Conseil municipal	X	X	X												X	X	X	X	X	Avis d'appel d'offre	60
	Choix du prestataire		-Percepteur	X	X	X														X				
	Exécution du marché	Maire	-Comptable matières	X	X	X														X	X			
	Réception du babillard	Maire	-Prestataire	X	X	X															X	X	PV de réception	
Total objectif spécifique 1																							5 110	

NB : Mt: Matérielles

HU: Humaines

Fi: Financières

.2. Objectif spécifique 2 : Augmenter les ressources financières de la commune

Activités	Tâches	Responsable	Partenaires	Ressources			Périodes (en mois)												Indicateurs de résultats	Coût (X 1000)	
				Mt	Hu	Fi	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D			
Résultat 1 : Recouvrement fiscal mieux organisé																: 3 000					
Réactualisation d'un répertoire des contribuables	Identification et classification des activités économiques	Maire	-Conseil municipal -Percepteur -Comptable matières -Sectoriels -Autorités traditionnelles	X	X	X									X	X	X	X	Liste des activités économiques	500	
	Identification et classification des opérateurs économiques par type d'activité			X	X	X											X	X	X		Répertoire des opérateurs économiques
Sensibilisation des contribuables	Définition des zones de sensibilisation et constitution des équipes	Maire	-Conseil municipal -Percepteur -Comptable matières -Sectoriels -Autorités traditionnelles	X	X	X									X	X	X	X	Liste des zones et des équipes disponible	500	
	Elaboration d'un calendrier de sensibilisation			X	X											X	X	X	X		Calendrier disponible
	Organisation des opérations de sensibilisation			X	X	X										X	X	X	X		Rapport d'activités

Activités	Tâches	Responsable	Partenaires	Ressources			Périodes (en mois)												Indicateurs de résultats	Coût (X 1000)			
				Mt	Hu	Fi	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D					
	Suivi-évaluation des opérations de sensibilisation																X	X	X	X	Rapport de la commission de suivi-évaluation		
Elaboration , amélioration et production des outils de recouvrement fiscal	Définition des types d'outils en fonction des domaines d'activités (Récépissés, ticket de marché et d'impôt...)	Maire	-Conseil municipal -Percepteur -Comptable matières -Sectoriels -Autorités traditionnelles														X	X	X	X	Répertoire des outils disponible	1 500	
	Validation des outils de recouvrement fiscal																	X	X	X	X		Rapport de validation
	Production des outils	Prestataires																X	X	X	X		PV de réception
	Sécurisation des outils	Maire																X	X	X	X		
Formation/sensibilisation des collecteurs d'impôts et de taxes	Définition des thèmes de formation/sensibilisation	Maire	-Conseil municipal -Percepteur -Comptable matières -Sectoriels														X	X	X	X	Liste des thèmes de formation/sensibilisation disponible	500	

Activités	Tâches	Responsable	Partenaires	Ressources			Périodes (en mois)												Indicateurs de résultats	Coût (X 1000)			
				Mt	Hu	Fi	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D					
	Exécution de la formation/sensibilisation	Maire	-Conseil municipal -Percepteur														X	X	X	X	Rapport de formation/sensibilisation		
	Suivi-évaluation des opérations de formation/sensibilisation	Maire	-Comptable matières -Sectoriels - Prestataires														X	X	X	X	X	Rapport du Suivi-évaluation	
Renforcement des capacités de contrôle de la commission de finance	Redéfinition des missions de la commission de contrôle	Maire	-Conseil municipal -Percepteur -Comptable matières -Sectoriels														X	X	X	X	Cadre juridique élaboré	500	
	Légitimation des pouvoirs de la commission de contrôle par un arrêté communal																	X	X	X	X		Arrêté municipal
	Création d'un calendrier trimestriel de restitution des activités de la commission																				X		
Total objectif spécifique 2																						3 000	

NB : Mt: Matérielles; Hu: Humaines; Fi: Financières

5.3. Objectif spécifique 3 : Augmenter les infrastructures de la commune

Activités	Tâches	Responsable	Partenaires	Ressources			Périodes (en mois)												Indicateurs de résultats	Coût (X 1000)	
				Mt	Hu	Fi	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D			
Résultat 1 : Approvisionnement en eau potable amélioré																: 102 000					
Aménagement de 02 sources d'eau	Elaboration des plans d'aménagement	Comité de concertation	-Conseil municipal -Elites -ONG -MINEE -prestataire	X	X	X										X	X	X	02 plans d'aménagement disponibles	2 000	
	Mobilisation des moyens matériels et financiers	Comité de concertation	-Elus locaux -Elites -populations	X	X	X										X	X	X	X		Moyens matériels et financiers mobilisés
	Recherche des prestataires	Comité de concertation	-Conseil municipal		X	X											X	X	Prestataires retenus		
	Signature des contrats et exécution des travaux d'aménagement	Comité de suivi	-prestataire -Conseil municipal			X											X	X	-02 sources d'eau aménagées -PV de réception		
	Recherche des prestataires	Comité de concertation	-Conseil municipal						X								X	X	Prestataires retenus		

Activités	Tâches	Responsable	Partenaires	Ressources			Périodes (en mois)												Indicateurs de résultats	Coût (X 1000)				
				Mt	Hu	Fi	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D						
	Signature des contrats et exécution des travaux de réhabilitation	Comité de suivi	-prestataire -Conseil municipal	X	X	X							X					X	X	X	X		-03 forages réhabilités -PV de réception	
Construction de 10 forages	Mobilisation des moyens matériels et financiers	Comité de concertation	-Conseil municipal -Elites -populations	X	X	X												X	X	X	X		Moyens matériels et financiers mobilisés	100 000
	Ouverture d'un compte pour sécuriser les fonds	Comité de concertation	-Conseil municipal -Elites	X	X	X												X	X	X	X		Attestation d'ouverture de compte	
	Recherche des prestataires	Comité de concertation	-Conseil municipal	X	X	X												X	X	X	X	X	Prestataires retenus	
	Signature des contrats et exécution des travaux d'aménagement	Comité de suivi	-prestataire -Conseil municipal	X	X	X												X	X	X	X	X	-08 forages construits -PV de réception	
Résultats2 : Infrastructures et équipements de la commune améliorés																							: 225 000	
Construction et équipement de 05	Elaboration de la requête de financement	Comité de concertation	-Elus locaux -ONG -Elites -population	X	X	X												X	X				Nombre de requête élaborée	125 000

Activités	Tâches	Responsable	Partenaires	Ressources			Périodes (en mois)												Indicateurs de résultats	Coût (X 1000)				
				Mt	Hu	Fi	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D						
bâtiments 02 salles de classe	Mobilisation et sécurisation des moyens matériels et financiers	Comité de concertation	-Elus locaux -Elites -populations	X	X	X											X	X	X			Taux de mobilisation		
	Lancement d'appel d'offre et signature du contrat	Maire	-Elus locaux -ONG -Sectoriels -Commission de passation des marchés	X	X	X											X	X				Avis d'appel d'offre Cahier de charges		
	Exécution du marché	Comité de concertation	-Elus locaux -ONG -Sectoriels -Commission de passation des marchés -Prestataires	X	X	X												X	X	X			Rapport du comité de concertation	
	Suivi des travaux	Comité de suivi	-Elus locaux -ONG -Sectoriels -CC -Prestataires	X	X	X									X	X	X	X	X				Rapport du comité de suivi	

Activités	Tâches	Responsable	Partenaires	Ressources			Périodes (en mois)												Indicateurs de résultats	Coût (X 1000)			
				Mt	Hu	Fi	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D					
	Réception de l'ouvrage	Maire	-Sous Préfet -Elus locaux -ONG -Sectoriels -CC -Prestataires	X	X	X													X	X	PV de réception		
Construire un hôtel de ville	Mobilisation et sécurisation des moyens matériels et financiers	Maire	-Elus locaux -Elites -populations	X	X	X												X	X	X	X	Taux de mobilisation	100 000
	Elaboration de la requête de financement	Maire	ONG -Sectoriels	X	X	X												X	X	X	X	Requête élaborée	
	Lancement d'appel d'offre et signature du contrat	Maire	-Elus locaux -ONG -Sectoriels -Commission de passation des marchés	X	X	X												X	X	X	X	Avis d'appel d'offre	
	Exécution du marché	maire	-Elus locaux -ONG -Sectoriels -Commission de passation des marchés -Prestataires	X	X	X												X	X	X	X	Cahier de charges	

Activités	Tâches	Responsable	Partenaires	Ressources			Périodes (en mois)												Indicateurs de résultats	Coût (X 1000)		
				Mt	Hu	Fi	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D				
	Suivi des travaux	Comité de suivi	-Elus locaux -ONG -Sectoriels -CC -Prestataires	X	X	X										X	X	X	X	X	Rapport du comité de suivi	
	Réception de l'ouvrage	Maire	-Sous Préfet -Elus locaux -ONG -Sectoriels -CC -Prestataires	X	X	X													X	X	PV de réception	
Résultats3 : Infrastructures et équipements marchands améliorés																					: 75 000	
Construire un marché municipal	Mobilisation et sécurisation des moyens matériels et financiers	Maire	-Elus locaux -Elites -populations	X	X	X										X	X	X	X	Taux de mobilisation	75 000	
	Elaboration de la requête de financement	Maire	ONG -Sectoriels	X	X	X										X	X	X	X	Requête élaborée		
	Lancement d'appel d'offre et signature du contrat	Maire	-Elus locaux -ONG -Sectoriels -Commission de passation des marchés	X	X	X										X	X	X	X	Avis d'appel d'offre		

Activités	Tâches	Responsable	Partenaires	Ressources			Périodes (en mois)												Indicateurs de résultats	Coût (X 1000)		
				Mt	Hu	Fi	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D				
	Exécution du marché	maire	-Elus locaux -ONG -Sectoriels -Commission de passation des marchés -Prestataires	X	X	X											X	X	X	X	Cahier de charges	
	Suivi des travaux	Comité de suivi	-Elus locaux -ONG -Sectoriels -CC -Prestataires	X	X	X										X	X	X	X	X	Rapport du comité de suivi	
	Réception de l'ouvrage	Maire	-Sous Préfet -Elus locaux -ONG -Sectoriels -CC -Prestataires	X	X	X													X	X	PV de réception	
Total objectif spécifique 3																						402 000

NB : Mt: Matérielles; HU: Humaines; Fi: Financières

5.4. Objectif spécifique 4 : Améliorer le bien être des populations

Activités	Tâches	Responsable	Partenaires	Ressources			Périodes (en mois)												Indicateurs de résultats	Coût (X 1000)			
				Mt	Hu	Fi	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D					
Résultat 1 : Les revenus des populations sont améliorés													: 9 000										
Facilitation à la création d'une EMF à Mayo-Baléo centre	Ouverture des négociations avec les opérateurs économiques	Maire	-Sous Préfet -MINADER -Opérateurs économiques locaux -Député -MINFI -Services de sécurité	X	X	X											X	X	X	X	X	Accord de création d'une EMF	2 000
Augmentation de la production agropastorale	Identification du potentiel de production (humain, foncier, financier, matériel animal, matériel végétal)	Maire	-Sous Préfet -Conseil municipal -MINADER -MINEPIA -ONG -Bailleurs de fonds -EMF -Autorités traditionnelles -Elites -Populations	X	X	X													X	X	X	Liste des potentiels disponible	2000

Activités	Tâches	Responsable	Partenaires	Ressources			Périodes (en mois)												Indicateurs de résultats	Coût (X 1000)		
				Mt	Hu	Fi	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D				
	Identification des besoins en formation	Maire	-Sous Préfet -Elus locaux -MINADER -MINEPIA -ONG -Bailleurs de fonds -EMF -Autorités traditionnelles -Elites -Populations	X	X	X											X	X	X	X	Liste des besoins en formation disponible	
	Organisation des formations des producteurs	Maire	-Sous Préfet -Elus locaux -MINADER -MINEPIA -ONG -Bailleurs de fonds -EMF -Autorités traditionnelles -Elites -populations-	X	X	X												X	X	X	-Nombre de formations organisées -Nombre d'OP formés	
Résultat 2 : Le taux de mortalité et de morbidité est réduit																					: 2 000	

Activités	Tâches	Responsable	Partenaires	Ressources			Périodes (en mois)												Indicateurs de résultats	Coût (X 1000)					
				Mt	Hu	Fi	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D							
Sensibilisation des populations sur les maladies hydriques	Définition d'une stratégie de sensibilisation des populations	Maire	-Conseil municipal -CMA -ONG -Service d'hygiène et salubrité	X	X	X																		Stratégie élaborée	1 000
	Mobilisation et sécurisation des ressources financières et matérielles	Maire	-Conseil municipal -Bailleurs de fonds -CMA -ONG -Autorités traditionnelles	X	X	X																		Montant mobilisé Relevé bancaire	
	Constitution des équipes de sensibilisation	Maire	-Conseil municipal -CMA -ONG -Service d'hygiène et salubrité	X	X	X											X	X	X	X				Liste des équipes élaborée et publiée	
	Elaboration d'un calendrier de sensibilisation	Maire	-Conseil municipal -CMA -ONG -Service d'hygiène et salubrité	X	X	X												X	X	X				Calendrier élaboré et publié	

Activités	Tâches	Responsable	Partenaires	Ressources			Périodes (en mois)												Indicateurs de résultats	Coût (X 1000)		
				Mt	Hu	Fi	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D				
	Organisation des campagnes de sensibilisation	Maire	-Conseil municipal -CMA -ONG -Autorités traditionnelles -Service d'hygiène et salubrité	X	X	X											X	X	X	X	Rapport d'activités	
	Suivi-évaluation des opérations de sensibilisation	Comité de suivi-évaluation	-Conseil municipal -CMA -ONG -Autorités traditionnelles -Service d'hygiène et salubrité	X	X	X												X	X	X	Rapport du comité de suivi-évaluation	
Sensibilisation des populations sur la participation aux campagnes de vaccination	Définition d'une stratégie de sensibilisation des populations	Maire	-Conseil municipal -CMA -ONG	X	X													X	X	X	Stratégie élaborée	1 000
	Mobilisation et sécurisation des ressources financières et matérielles	Maire	-Conseil municipal -Bailleurs de fonds -CMA -ONG -Autorités traditionnelles		X	X	X											X	X	X		

Activités	Tâches	Responsable	Partenaires	Ressources			Périodes (en mois)												Indicateurs de résultats	Coût (X 1000)					
				Mt	Hu	Fi	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D							
	Constitution des équipes de sensibilisation	Maire	-Conseil municipal -CMA -ONG	X	X	X											X	X	X	X	X	Liste des équipes élaborée et publiée			
	Elaboration d'un calendrier de sensibilisation	Maire	-Conseil municipal -CMA -ONG	X	X	X											X	X	X	X		Calendrier élaboré et publié			
	Organisation des campagnes de sensibilisation	Maire	-Conseil municipal -CMA -ONG -Autorités traditionnelles	X	X	X											X	X	X	X		Rapport d'activités			
	Suivi-évaluation des opérations de sensibilisation	Comité de suivi-évaluation	-Conseil municipal -CMA -ONG -Autorités traditionnelles	X	X	X										X	X	X	X	X	X	Rapport du comité de suivi-évaluation			
Résultat 3 : L'exposition de la population au VIH/SIDA est réduite																						: 4 000			
Redynamisation des CLLS et des COSA existants	Identification des besoins	Maire	-Comité Communal -GTP/SIDA -CLLS -COSA	X	X	X																Liste des besoins	1 000		

Activités	Tâches	Responsable	Partenaires	Ressources			Périodes (en mois)												Indicateurs de résultats	Coût (X 1000)		
				Mt	Hu	Fi	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D				
	Mobilisation des moyens matériels et financiers	Maire	-Comité Communal -GTP/SIDA -Elus locaux -Elites -COSA	X	X	X											X	X	X	X	Moyens disponibles	
	Recyclage/format ion des membres	Maire	-Comité Communal -GTP/SIDA -Elites -CLLS -COSA	X	X	X											X	X	X	X	Nombre de membres formés	
	Elaboration des plans d'actions	Maire	-Comité Communal -GTP/SIDA -Elites -CLLS -COSA	X	X	X												X	X	X	Plans d'action élaborés	
	Exécution des activités	Comité de Concertation	-Comité Communal -GTP/SIDA -Elites -CLLS -COSA	X	X	X												X	X	X	Nombre de personnes touchées	
	Suivi-évaluation des activités	Comité de suivi	-Comité Communal -GTP/SIDA -CLLS -COSA	X	X	X								X	X	X	X	X	X		Rapport de suivi	

Activités	Tâches	Responsable	Partenaires	Ressources			Périodes (en mois)												Indicateurs de résultats	Coût (X 1000)					
				Mt	Hu	Fi	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D							
Amélioration de la connaissance du statut sérologique des populations	Organisation des campagnes de sensibilisation des populations au dépistage volontaire du VIH/SIDA	Maire	-Comité communal -GTP/SIDA -CMA -Correspondant communal de lutte contre le SIDA -Autorités traditionnelles --Elites -Associations féminines	X	X	X										X	X	X	X					-Nombre de personnes sensibilisées -Nombre de campagnes organisées	1 000
	Mobilisation des ressources financières et matérielles	Maire	-Comité communal -GTP/SIDA -CMA -Bailleurs de fonds -Autorités traditionnelles --Elites -Député	X	X	X												X	X	X				Taux de mobilisation des ressources	

Activités	Tâches	Responsable	Partenaires	Ressources			Périodes (en mois)												Indicateurs de résultats	Coût (X 1000)		
				Mt	Hu	Fi	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D				
	Organisation des campagnes de dépistage gratuit	Maire	-Comité communal -GTP/SIDA -CMA -Autorités traditionnelles -Elites -Associations féminines	X	X	X											X	X	X	X	-Nombre de campagnes organisées	2 000
	suivi-évaluation des campagnes de dépistage	Maire	-Comité communal -GTP/SIDA -CMA -Autorités traditionnelles -Elites -Associations féminines	X	X	X											X	X	X	X	-Nombre de personnes dépistées	
Amélioration de la prise en charge des PVVS et orphelins du SIDA	Identification des PVVS et les orphelins du SIDA	Maire	-Comité communal -GTP/SIDA -CMA -Autorités traditionnelles -Elites -ONG	X	X	X											X	X	X	X	Liste des personnes identifiées	

Activités	Tâches	Responsable	Partenaires	Ressources			Périodes (en mois)												Indicateurs de résultats	Coût (X 1000)		
				Mt	Hu	Fi	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D				
	Evaluation des besoins matériels et financiers et définition d'une stratégie de prise en charge	Maire	-Comité communal -GTP/SIDA -CMA -Autorités traditionnelles -ONG	X	X	X											X	X	X	X	Liste des besoins disponibles	
	Mobilisation des moyens matériels et financiers	Maire	-Comité communal -GTP/SIDA -CMA -Bailleurs de fonds - -Autorités traditionnelles -Elites -Député -ONG	X	X	X												X	X	X	Moyens disponibles	
	Prise en charge effective des PVVS	Maire	-Comité communal -GTP/SIDA -CMA -Autorités traditionnelles -Elites -Député -ONG	X	X	X											X	X	X	X	Nombre de personne prise en charge	

Activités	Tâches	Responsable	Partenaires	Ressources			Périodes (en mois)												Indicateurs de résultats	Coût (X 1000)		
				Mt	Hu	Fi	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D				
	Suivi-évaluation	- Correspondant communal de lutte contre le SIDA	-Comité communal -GTP/SIDA -CMA -Autorités traditionnelles -Elites -Député -ONG	X	X	X											X	X	X	X	Rapport de suivi	
Résultat 5 : Promotion de la femme accrue																					: 1 000	
Formation des femmes sur les AGR	Identification des associations des femmes et leurs activités	Maire	-Conseil municipal -Autorités traditionnelles - DP/MINAS/AD - MINEPIA/AD - MINADER/AD -ONG -Elites locales	X	X	X											X	X	X	X	Nombre d'associations identifiées	500

Activités	Tâches	Responsable	Partenaires	Ressources			Périodes (en mois)												Indicateurs de résultats	Coût (X 1000)		
				Mt	Hu	Fi	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D				
	Evaluation de leurs besoins en formation	Maire	-Conseil municipal -Autorités traditionnelles -MINAS/AD -MINEPIA/AD - MINADER/AD -ONG -Elites locales	X	X	X											X	X	X	X	Liste des besoins	
	Mobilisation des ressources financières/humaines/matérielles	Maire	-Conseil municipal -Autorités traditionnelles -MINAS/AD -MINEPIA/AD - MINADER/AD -ONG -Elites locales	X	X	X											X	X	X	X	Ressources disponibles	
	Organisation des formations des femmes sur les AGR	Maire	-Conseil municipal -Autorités traditionnelles -MINAS/AD -MINEPIA/AD -	X	X	X											X	X	X	X	-Nombre de formations organisées -Nombre de groupes formés	

Activités	Tâches	Responsable	Partenaires	Ressources			Périodes (en mois)												Indicateurs de résultats	Coût (X 1000)			
				Mt	Hu	Fi	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D					
	Suivi-évaluation des formations	Commission des affaires sociales	MINADER/AD -ONG -Elites locales	X	X	X											X	X	X	X	X	Nombre de projets montés par les associations féminines	
Résultat 6 : Les conditions d'hygiène et de salubrité améliorées																	: 500						
Installation des bacs à ordures	Identification des points de dépôt des bacs à ordures et de construction des toilettes publiques	Maire	-Conseil municipal -Service d'hygiène et d'assainissement -Elites	X	X	X											X	X	X	X	Nombre de points identifiés	500	
	Sensibilisation des populations à l'usage des bacs à ordures et des toilettes publiques	Maire	-Conseil municipal -Service d'hygiène et d'assainissement -MTN -PMUC -BailleursONG -Elites	X	X	X												X	X	X	-Nombre de campagnes de sensibilisation -Nombre de personnes sensibilisées		

Activités	Tâches	Responsable	Partenaires	Ressources			Périodes (en mois)												Indicateurs de résultats	Coût (X 1000)	
				Mt	Hu	Fi	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D			
	Acquisition et installation des bacs	Maire	-Conseil municipal -Service d'hygiène et d'assainissement -MTN -PMUC -Bailleurs/ONG -Elites	X	X	X												X	X	PV de réception	
Total objectif spécifique 4																					16 000
Total planification opérationnelle																					426 110 000

NB : Mt: Matérielles; HU: Humaines; Fi: Financières

6. Exécution du budget du plan stratégique

Le plan de développement de la Commune de Mayo-Baléo compte 94 activités. Le coût total des activités chiffrées est estimé à **5 677 660 000 FCFA** (Cinq milliards six cent soixante dix sept mille six cent soixante mille francs CFA). Les activités programmées pour l'année 2009 se chiffrent quant à elles à **426 110 000 FCFA** (Quatre cent vingt six millions cent dix mille francs CFA), soit 7,5% du budget quinquennal.

La mise en œuvre de ce plan va dépendre de la capacité de la commune à mobiliser les ressources nécessaires, partant ses ressources propres. C'est dans cette optique qu'un accent particulier devrait être mis sur l'amélioration des interventions communales en matière de recouvrement fiscal, en suscitant la création des activités économiques porteuses.

Des études ultérieures qui seront menées pendant l'élaboration des requêtes de financement des différents projets retenus apporteront des précisions sur les coûts exacts des projets ainsi que les contributions attendus des différentes parties prenantes.

Chapitre 6: Mécanismes de suivi -évaluation de la mise en œuvre du PDC

Le suivi évaluation participatif de la planification communale est un aspect essentiel du développement communal. Il permet d'une part de mesurer le taux de réalisation des actions prévues, d'apprécier le niveau d'engagement des responsables d'activités dans leurs tâches et d'autre part d'apprécier le niveau d'atteinte des résultats, les changements produits au niveau des personnes, des structures et de la commune. Enfin, il rend possible l'appréciation de l'impact des projets réalisés en matière de réduction de la pauvreté et de maîtrise des mécanismes socio-économiques, culturels et politiques qui favorisent la pauvreté. Pour arriver à cela, la commune doit assurer la maîtrise d'ouvrage du suivi évaluation du développement communal.

La réussite de la mise en œuvre de ce document requière ainsi l'implication de tous les acteurs du processus de développement de la commune.

1. Identification des acteurs à impliquer dans le suivi évaluation du PDC

Il peut s'agir des personnes morales et/ou physiques. Les acteurs de développement de la commune indispensable pour la réussite de la mise en œuvre du plan sont entre autres :

- Le conseil municipal ;
- Les services communaux (administratifs et techniques) ;
- La tutelle;
- Les services déconcentrés de l'Etat ;
- Les confessions religieuses ;
- Les organisations professionnelles et autres associations ;
- Les opérateurs économiques ;
- Les partenaires au développement de la commune (ONG, Projets, Institutions internationales de financement du développement, etc.).

Chaque acteur a un rôle à jouer dans le processus de mise en œuvre du plan.

2. Les rôles des acteurs

Le tableau ci-après présente les rôles que pourrait ou devrait jouer chaque acteur dans la mise en œuvre du plan de développement communal.

Tableau 24 : Rôles des acteurs dans la mise en œuvre du PDC

Acteurs	Rôles
Exécutif communal	<ul style="list-style-type: none"> • Rechercher les financements • Attribuer certains marchés • Apprécier la qualité des prestations de services • Suivre la mise en œuvre des projets • Assurer la gestion, la maintenance et le renouvellement des infrastructures • Assurer la maîtrise d'ouvrage • Faire le plaidoyer
Conseil municipal	<ul style="list-style-type: none"> • Stimuler la participation de la population à travers les sensibilisations • Veiller à la programmation annuelle des activités • Suivre le niveau d'exécution des activités entreprises
Tutelle	<ul style="list-style-type: none"> • Faciliter et veiller à la participation des services techniques de l'Etat • Contribuer à la recherche de solutions en cas de blocage • Veiller à la programmation annuelle des activités
Services communaux	<ul style="list-style-type: none"> • Elaborer les dossiers techniques et financiers des projets • Elaborer les termes de références et les dossiers d'appel d'offre • Veiller à la mise à disposition des fonds pour la réalisation • Suivre la réalisation des projets
Services déconcentrés de l'Etat	<ul style="list-style-type: none"> • Fournir des informations (programme gouvernemental, normes, etc.) • Conseiller l'exécutif dans leurs domaines respectifs d'activités • Venir en appui (financiers et/ou techniques) à l'exécutif communal dans l'exécution et le suivi évaluation des projets • Assister les services communaux dans le montage des projets et les TDR • Apprécier la qualité des prestations de services • Attirer l'attention de l'exécutif par rapport aux difficultés de mise en œuvre du plan • Participer aux séances d'évaluation et d'autoévaluation du plan
Secteur privé	<ul style="list-style-type: none"> • Apporter des financements pour l'exploitation des services publics à caractère commercial ou autres activités génératrices des revenus • Conseiller l'exécutif communal
Organisations professionnelles et associations	<ul style="list-style-type: none"> • Mobiliser et encadrer les populations • Apporter des financements • Exécuter certains projets relevant de leur compétence • Faciliter les études et contrôles • Participer à l'élaboration du programme d'activités annuelles
Population	<ul style="list-style-type: none"> • Contribuer à la réalisation du plan par la mobilisation des ressources humaines, matérielles et financières • Assurer la pérennisation des ouvrages communautaires

3. Les étapes de la mise en œuvre

La mise en œuvre du plan de développement sera concrétisée à travers les étapes suivantes :

- La diffusion du contenu du PDC ;
- L'élaboration des programmes annuels du PDC ;
- L'élaboration des requêtes de financement des microprojets ;
- L'élaboration des stratégies de la mobilisation des ressources correspondantes ;
- L'exécution des projets.

a) La diffusion du contenu du PDC

La diffusion du contenu du PDC consiste à mettre à la disposition des différents acteurs de la commune les actions prioritaires retenues pour son développement. La diffusion se fera à travers tous les canaux de communication disponibles (réunions de restitution,).

b) L'élaboration des programmes annuels du PDC

Le PDC aurait permis de préciser les actions à mener par domaine ainsi que leurs années d'exécution. Les programmes annuels sont extraits du programme pluriannuel. Ils doivent indiquer précisément les activités à mener, le délai de réalisation, les moyens nécessaires ainsi que les responsables et partenaires par activité.

Ces programmes annuels sont élaborés par l'exécutif communal en collaboration avec le comité de suivi puis soumis à l'adoption du conseil communal.

Après son adoption, le budget d'investissement annuel de la commune est élaboré. Il complète le budget de fonctionnement et ensemble, il constitue le budget annuel de la commune.

c) L'élaboration des requêtes de financement

Cette étape permet à la commune d'avoir des dossiers techniques et financiers pour les différents projets planifiés. Pour l'élaboration des requêtes de financement des microprojets, le Maire pourra faire appel aux responsables des services techniques déconcentrés de l'Etat.

Les différents projets devront prendre en compte les aspects suivants :

- La notion de genre ;
- La participation des bénéficiaires à l'identification et à la mise en œuvre du projet ;
- La prise en compte des aspects environnementaux.

d) Mise en place d'une stratégie de communication et la mobilisation des ressources nécessaires

La communication occupe une place importante dans la mise en œuvre du plan. Une bonne stratégie de communication interne et externe permet d'assurer une meilleure participation des acteurs à son exécution et aussi de négocier avec d'autres acteurs, la mobilisation des ressources nécessaires. Celle-ci est nécessaire pour le financement des projets, dans le processus de mise en œuvre d'un PDC. A cet effet, la commune devra :

- Renforcer sa capacité d'investissement en maîtrisant ses charges de fonctionnement et en améliorant son niveau de mobilisation des recettes fiscales propres et non fiscales ;
- renforcer la participation des acteurs privés (natifs de Mayo-Baléo ou non), opérateurs économiques, etc.) pour le financement des activités du plan à travers les dons, legs et les souscriptions volontaires ;
- saisir les opportunités qu'offre l'Etat ;
- renforcer la participation des communautés directement bénéficiaires pour la réalisation des investissements et autres ;
- faire recours à la coopération décentralisée. Elle doit identifier d'autres partenaires du nord et du sud pour renforcer l'impact de cette coopération décentralisée ;
- mettre en œuvre un processus de communication interactif et attractif des partenaires à s'intéresser aux projets issus du plan.

4. Le dispositif de suivi évaluation du PDC

4.1. Le suivi du plan

Le suivi évaluation du plan concerne tous les acteurs de la mise en œuvre. Mais le noyau central du dispositif doit être l'administration communale et le comité de suivi du PDC.

4.1.1. Les objectifs du suivi

Le suivi est une fonction permanente qui vise essentiellement à fournir à l'exécutif communal et autres parties prenantes des indicateurs sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre du PDC. A ce titre, il permet de :

- S'assurer si les activités programmées se déroulent normalement selon les périodes, les moyens et les responsabilités prévues par le plan ;
- Prendre des mesures correctives en cas de blocage constaté ;
- Relever les écarts ou changements des situations ou des acteurs ainsi que les mobiles ayant permis de les produire ;
- Constituer une banque de données pouvant permettre la capitalisation du processus et la réactualisation du plan à un moment donné ;
- Informer régulièrement la population et les bailleurs de fonds pour maintenir la crédibilité des élus locaux et des structures chargées de l'exécution de plan.

4.1.2. Les éléments à prendre en compte lors du suivi du plan

Les éléments ci-après sont importants dans le suivi du plan par les différents acteurs. Il s'agit de :

- Date de la réunion
- Lieu de la réunion
- Objet de la réunion
- Activités prévue
- Moyens mobilisés
- Niveau de réalisation
- Ecart/changements constatés par rapport à l'ancienne situation
- Difficultés rencontrées et solutions envisagées

4.2. L'évaluation du plan de développement communal

L'évaluation est un outil qui permettra de guider la réflexion de l'exécutif communal en vue de l'amélioration de la mise en œuvre du PDC. Il permet de déterminer les acquis à consolider, les orientations à modifier et les moyens à mettre en œuvre. Pour examiner les différentes actions du plan, l'on doit s'appuyer sur le cadre logique, les indicateurs de suivi ainsi que les critères suivants : pertinence, faisabilité, viabilité.

Durant la période de sa mise en œuvre, il est souhaitable que le PDC soit évalué au moins deux fois avant son terme. Une évaluation à mi-parcours et une autre au terme de la durée du plan. Ce qui permettra de vérifier si ce plan a connu le succès sur le plan de son impact concret sur les populations, de sa durabilité, de son équité et de sa contribution au renforcement des capacités des bénéficiaires.

4.3. La création d'un comité de suivi évaluation de la mise en œuvre du PDC

Un meilleur suivi évaluation du PDC ne pourra se faire qu'à travers la mise en place d'un comité. Il devra comprendre les personnes dont les compétences techniques, financières garantiront un meilleur suivi.

Le tableau ci-après propose la composition du Comité de suivi-évaluation issu de l'atelier de consolidation des éléments du présent PDC tenu les 27 et 28 août 2009 à Mayo-Baléo.

Tableau 25 : Composition du Comité du suivi évaluation

N°	Fonction	Structure / Organisme	Qualification au sein de la structure
01	Président	Commune de Mayo-Baléo	2 ^{ème} Adjoint au Maire
	Rapporteur Evaluation 1	Commune de Mayo-Baléo	Secrétaire Général de la commune
03	Rapporteur 2 Evaluation	Commune de Mayo-Baléo	Président de la commission de passation des marchés
04	Membre	Sous-Préfecture de Mayo-Baléo	Représentant du Sous-Préfet
05	Membre	Commune de Mayo-Baléo	1 ^{er} Adjoint au Maire
06	Membre	DAEPIA	Délégué
07	Membre	DAADER	Délégué
08	Membre	Inspection Education de Base	Inspecteur
09	Membre	Lycée	Proviseur
10	Membre	CMA	Directeur du CMA
11	Membre	Mission Catholique	Responsable local Mission
12	Membre	Commune de Mayo-Baléo	Président commission des grands travaux
13	Membre	Lamidat de Mayo-Baléo	Lamido ou son représentant
14	Membre	Gendarmerie	Le commandant de brigade
15	Membre	Perception de Mayo-Baléo	Percepteur

NB : Ce Comité restreint peut faire appel à des personnalités ressources en cas de besoin. Les membres devront être désignés nommément en début d'année afin d'assurer un meilleur suivi des activités.

Chapitre 7 : Difficultés rencontrées et recommandations

L'élaboration du PDC de Mayo-Baléo a connu quelques difficultés, inévitables d'ailleurs au vu de l'importance de l'opération. Nous nous limitons ici à évoquer les plus saillantes :

- Les diverses parties prenantes n'étaient pas toujours disponibles pendant la phase de collecte des données secondaires, d'où de nombreux rendez-vous manqués ayant induit des pertes de temps ;
- Les différents acteurs de la municipalité n'avaient pas toujours une vision partagée sur le degré d'importance du processus, d'où quelques hésitations constatées quand il fallait rapidement prendre certaines décisions capitales pour le succès de l'événement ;
- l'exercice de planification était tout nouveau pour les membres actuels, d'où les difficultés et lenteurs constatées pendant les travaux de groupes (atelier de consolidation des éléments du PDC). Cette situation était aggravée par les niveaux disparates des participants issus de milieux divers ;
- Certains acteurs pourtant régulièrement invités ont brillé par leur absence lors de l'atelier de planification, ce qui a réduit la taille prévue des groupes de réflexion et probablement le niveau des débats. Les facilitateurs ont dû se déployer à fond pour palier ce handicap.

Néanmoins, le travail a pu se réaliser dans des conditions qui garantissent la qualité et surtout la possibilité de mise en œuvre effective du PDC. Il est souhaitable pour l'avenir :

- Que chaque membre du conseil municipal ainsi que le comité de suivi du PDC participent activement aux processus d'actualisation du PDC et de sa mise en œuvre ;
- Que les représentants des Ministères sectoriels aménagent conséquemment leurs programmes de travail pour participer efficacement aux travaux;

Des besoins de formation de renforcement des capacités des conseillers municipaux et du personnel communal ont été relevés et devront être rapidement comblés afin que le PDC connaisse le meilleur succès dans sa mise en œuvre.

Chapitre 8 : CONCLUSION

Le plan de développement communal (PDC) de la commune de Mayo-Baléo apparaît comme étant un des outils appropriés pour une bonne maîtrise du développement communal à l'ère de la décentralisation au Cameroun. La priorisation des problèmes au niveau communal a permis d'apprécier la place de l'amélioration des ressources de la commune d'une part et celles des Communautés/populations d'autre part parmi les alternatives possibles du développement local.

Le présent PDC oriente le développement communal durant les cinq prochaines années vers 05 axes stratégiques contenant en tout 07 objectifs majeurs:

- L'amélioration de la capacité d'intervention de la commune en tant qu'institution
- L'amélioration de l'accès des populations à l'éducation
- L'amélioration de l'accès de la population aux soins de santé
- L'amélioration du pouvoir économique des populations
- L'amélioration de l'accès des populations à l'eau potable et l'électricité
- L'amélioration des voies de communications (routes)
- Le renforcement de la prise en compte des aspects socio environnementaux dans toutes les stratégies de développement de la commune.

Ce plan constitue pour l'exécutif communal un outil-guide de rayonnement de la commune. Le document « Plan de Développement Communal » n'étant pas suffisant pour réussir une mission, il faut également passer à l'étape supérieure qui est la mise en œuvre du plan. Cette dernière mission ne peut être possible que par l'engagement réel des différentes parties prenantes (l'exécutif communal, la tutelle, la population bénéficiaire, les services techniques, les ONG, et projets de développement, etc.)

Ceci se traduit par de multiples actions et on peut citer entre autres :

- L'élaboration des programmes annuels pour mieux cibler les activités à réaliser ;
- L'élaboration des micros projet des actions retenues ;
- La mobilisation des ressources nécessaires pour la réalisation des actions ;
- Le suivi et évaluation du plan

Les activités à mener et les responsabilités des différents acteurs concernés en vue de la mise en œuvre du PDC nécessitent une somme d'environ **5 677 660 000 FCFA** (Cinq milliards six cent soixante dix sept mille six cent soixante mille francs CFA). Ce qui impose que tous les acteurs de développement de l'intérieur ou de l'extérieur se mobilisent activement afin de rassembler cette très importante somme pour la réalisation de la nouvelle vision de la commune.

Les plans d'action opérationnels devront être élaborés chaque année pour mieux orienter les actions de la période.

Annexes

Annexe 1 : Coordonnées GPS des infrastructures de Mayo-Baléo centre

Latitude	Longitude	Nature de l'ouvrage	Village de localisation	Etat
12.33404	7.65929	Mairie Mayo- Baléo	Mayo-Baléo Centre	Mauvais état
12.33578	7.65937	Sous-préfecture Mayo-Baléo	Mayo-Baléo Centre	Très bon état
12.33545	7.65788	Stade municipal Mayo-Baléo	Mayo-Baléo Centre	Assez bon état
12.33706	7.65941	Gendarmerie Mayo-Baléo	Mayo-Baléo Centre	Mauvais état
12.343	7.65397	CETIC Mayo-Baléo	Mayo-Baléo Centre	Bon état
12.34509	7.65141	Lycée de Mayo-Baléo	Mayo-Baléo Centre	Bon état
12.34485	7.65165	Puits à ciel ouvert 1 Mayo-Baléo	Mayo-Baléo Centre	Fonctionnel
12.34239	7.65269	MINEPIA Mayo-Baléo	Mayo-Baléo Centre	Assez bon état
12.3403	7.65442	Délégation agriculture Mayo-Baléo	Mayo-Baléo Centre	Bon état
12.33942	7.65501	Forage 1 Mayo-Baléo	Mayo-Baléo Centre	Fonctionnel
12.33837	7.65612	Centre Médical d'Arrondissement Mayo-Baléo	Mayo-Baléo Centre	Bon état
12.33812	7.65635	SCAN WATER Mayo-Baléo	Mayo-Baléo Centre	Abandonné
12.33662	7.65721	Ecole publique groupe II Mayo-Baléo	Mayo-Baléo Centre	Bon état
12.33512	7.65743	Place des fêtes de Mayo-Baléo	Mayo-Baléo Centre	Assez bon état
12.33403	7.65789	Ecole publique groupe I Mayo-Baléo	Mayo-Baléo Centre	Assez bon état
12.33382	7.65812	Inspection enseignement de base de Mayo-Baléo	Mayo-Baléo Centre	Assez bon état
12.3339	7.65843	Ecole maternelle Mayo-Baléo	Mayo-Baléo Centre	Assez bon état
12.33407	7.65855	Borne fontaine 12 Mayo-Baléo	Mayo-Baléo Centre	Non fonctionnel
12.33332	7.65879	Puits à ciel ouvert 2 Mayo-Baléo	Mayo-Baléo Centre	Bon état

Latitude	Longitude	Nature de l'ouvrage	Village de localisation	Etat
12.33021	7.65969	Eglise catholique de Mayo-Baléo	Mayo-Baléo Centre	Bon état
12.32971	7.66172	Chefferie de Mayo-Baléo	Mayo-Baléo Centre	Assez bon état
12.32796	7.66158	Marché de Mayo-Baléo	Mayo-Baléo Centre	Très mauvais état
12.32769	7.66142	Hangar marché de Mayo-Baléo	Mayo-Baléo Centre	Très mauvais état
12.32874	7.66613	Gendarmerie de Mayo-Baléo	Mayo-Baléo Centre	Assez bon état
12.32812	7.66618	E E L C de Mayo-Baléo	Mayo-Baléo Centre	Assez bon état
12.32608	7.66335	Moulin à gas oil 1 Mayo-Baléo	Mayo-Baléo Centre	Fonctionnel
12.3268	7.66925	Ecole publique catholique de Mayo-Baléo	Mayo-Baléo Centre	Bon état
12.32631	7.66944	Puits à ciel ouvert 3 Mayo-Baléo	Mayo-Baléo Centre	Fonctionnel
12.32858	7.66895	Marché abandonné de Mayo-Baléo	Mayo-Baléo Centre	Non fonctionnel
12.33239	7.66171	CODECMA Mayo-Baléo	Mayo-Baléo Centre	Fonctionnel
12.1948	7.3947	Borne fontaine 1 Mayo-Baléo	Mayo-Baléo Centre	Non fonctionnel
12.195	7.3949	Borne fontaine 2 Mayo-Baléo	Mayo-Baléo Centre	Non fonctionnel
12.1953	7.3944	Borne fontaine 3 Mayo-Baléo	Mayo-Baléo Centre	Non fonctionnel
12.2	7.3936	Borne fontaine 4 Mayo-Baléo	Mayo-Baléo Centre	Non fonctionnel
12.2003	7.3923	Borne fontaine 5 Mayo-Baléo	Mayo-Baléo Centre	Non fonctionnel
12.2017	7.3918	Borne fontaine 6 Mayo-Baléo	Mayo-Baléo Centre	Non fonctionnel
12.2022	7.3924	Borne fontaine 7 Mayo-Baléo	Mayo-Baléo Centre	Non fonctionnel
12.2018	7.3933	Forage 2 Mayo-Baléo	Mayo-Baléo Centre	Fonctionnel
12.1956	7.3932	Borne fontaine 8 Mayo-Baléo	Mayo-Baléo Centre	Non fonctionnel
12.1945	7.3938	Borne fontaine 9 Mayo-Baléo	Mayo-Baléo Centre	Non fonctionnel

Latitude	Longitude	Nature de l'ouvrage	Village de localisation	Etat
12.1947	7.3938	Forage 4 Mayo-Baléo	Mayo-Baléo Centre	Fonctionnel
12.1933	7.3937	Forage 3 Mayo-Baléo	Mayo-Baléo Centre	Fonctionnel

Annexe 2 : Fiche de collecte des données de base de la commune

ELABORATION DU PDC DE LA COMMUNE DE MAYO-BALEO

Guide de collecte des informations générales

1. Date de création de la commune : _____
2. Bref historique : _____

3. Superficie : _____
Nombre de villages / de Chefferies (1er, 2e et 3e degré) : _____

4. Population : nombre, composition (âge, sexe, clans/ethnies %) : _____

5. Infrastructures sociales :
 - Ecoles maternelles : _____
 - Ecoles primaires : _____
 - Ecoles secondaires : _____
 - Centres de Santé / Hôpitaux : _____
 - Infrastructures socioculturelles et sportives : _____
 - Energie : eau et électricité (adduction d'eau ou forage, point d'eau aménagés...) : _____
 - Voies de communication (routes, pistes,...) : _____
 - Marchés : _____
 - Télécommunications (téléphonie, radio, ...) : _____
6. Ressources naturelles et touristiques : _____
7. Activités économiques :
 - Agriculture (principales cultures) : _____
- Pêche et élevage (donner les proportions) : _____
- Services :
 - Marchés : _____
 - assurances (mutuelles de santé) : _____
 - banque (Etablissement de micro finance) : _____
- Commerce : _____
- Industrie : _____
8. Contraintes au développement : _____
9. Opportunités au développement : _____

10. Existence des structures d'encadrement : ONG, Projets : _____

11. Secteur privé : _____

Guide d'entretien avec les services déconcentrés de l'Etat

1) Existe-il une relation entre vos services et la commune ? _____

2) Si oui, quel est son contenu et quelle est votre appréciation de cette relation ? _____

3) Quelles sont vos attentes par rapport à la commune ? _____

4) Quel est votre regard critique et externe sur la commune : activité, fonctionnement, exécutif communal, etc. ? _____

5) Opportunités / Menaces sur le développement de la commune: _____

Annexe 3 : Liste des participants à l'atelier de consolidation des éléments du PDC

Bibliographie

- Plans de Développement Locaux des communautés de la commune de Mayo-Baléo, 2006
- Diagnostic communal Rapide, guide méthodologique, GTZ
- Eléments du PDC de la commune de Bamendjou, KD international, 2006
- Manuel du praticien des appuis au processus d'élaboration des PDL et PDC, PNDP
- PDC de la Commune de Mbé, 2007